

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME**ABONNEMENTS**

Togo, France & Union Fse	1 an	6 mois
Ordinaire	1.100 fr.	650 fr.
Avion	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.400 fr.	800 fr.
Avion	3.500 fr.	2.100 fr.
Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 60 fr. Par porteur ou par la poste : 75 fr. Togo-France & Union Fse : Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	60 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE**ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO****DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES****PREMIER MINISTÈRE****1956**

- 28 décembre — Décret n° 56-38 portant approbation de modifications au budget primitif de la circonscription de Niamtougou, Exercice 1956. 150

1957

- 8 février — Décret n° 57-12 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription d'Anécho). 150
- 8 février — Décret n° 57-13 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Tabligbo). 151
- 8 février — Décret n° 57-14 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Tsévié). 152
- 8 février — Décret n° 57-15 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Klonto). 152
- 8 février — Décret n° 57-16 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Kandé). 153
- 8 février — Décret n° 57-17 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Sokodé). 153

- 8 février — Décret n° 57-18 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Lama-Kara, Exercice 1957. 154
- 8 février — Décret n° 57-19 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Dapango, Exercice 1957. 154
- 15 février — Décret n° 57-20 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Mango, Exercice 1957. 154
- 15 février — Décret n° 57-21 portant approbation du budget primitif de la commune mixte de Bassari, Exercice 1957. 154
- 15 février — Décret n° 57-22 portant approbation du budget primitif de la circonscription d'Anécho, Exercice 1957. 155
- 15 février — Décret n° 57-23 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Tabligbo, Exercice 1957. 155
- 15 février — Décret n° 57-24 portant approbation du budget primitif de la commune d'Anécho, pour l'exercice 1957. 155
- 15 février — Décret n° 57-25 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Niamtougou, Exercice 1957. 156
- 15 février — Décret n° 57-26 portant approbation du budget primitif de la circonscription de l'Akposso, Exercice 1957. 156
- 15 février — Décret n° 57-27 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Nuatja — Exercice 1957. 156
- 15 février — Décret n° 57-28 portant approbation du budget primitif de la commune de Sokodé pour l'exercice 1957. 157
- 15 février — Décret n° 57-29 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Tsévié, Exercice 1957. 157

Arrêtés et décisions portant nomination, affectations, changement de corps et reclassement, engagement, recrutement, cessation de fonctions, acceptation de démissions et agrément de compagnies d'assurances 170

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE, ET DES EAUX ET FORÊTS

Décision portant affectation 172

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

1957

4 février — Arrêté n° 12/MTAS, fixant la composition de la commission mixte paritaire en vue de la conclusion d'une convention collective pour le commerce 172

13 février — Arrêté n° 13/MTAS, portant admission des mères célibataires salariées au bénéfice du régime des prestations familiales 173

Arrêtés portant nominations (Attaché et Conseiller technique) 173

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

Arrêté portant nomination (Secrétaire-Trésorier SIP, Bassari) 173

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1957

6 février — Décision n° 18/MIP, fixant les dates d'examens professionnels 174

Arrêtés et décisions portant recrutement, prolongation de service, chargeant de cours de spécialités et d'heures de suppléance, accordant indemnités, licenciement, attribution de bourses et fixation de la liste d'admission au C.E.P.E. (session 1956) 174

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Arrêté portant nomination (Conseiller technique) 188

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS

1956

29 décembre — Loi n° 56-1327 (Loi de Finances pour 1957 — Art. 7). Arrêté de promulgation n° 13-57/C. du 18 février 1957) 188

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

1957

17 janvier — Décret n° 57-55 portant règlement d'administration publique pour la

fixation de conditions exceptionnelles et temporaires de nomination dans le cadre des administrateurs de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 10-57/C. du 7 février 1957), 189

29 janvier — Arrêté ministériel portant détermination des autorités investies du pouvoir de notation chiffrée de certains personnels de la France d'outre-mer . 190

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

Arrêtés portant ouverture de concours direct et professionnel d'admission à l'Ecole des Assistants d'Elevage 191

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

1957

6 février — Arrêté n° 9/F, ouvrant des crédits provisoires pour le compte du budget d'Etat — Exercice 1957 191

Arrêtés et décisions portant engagement, nominations : (assesseurs au tribunal du travail pour l'année civile 1957 — commandant de cercle p.i. du cercle d'Anécho, ordonnateur délégué du budget de l'Etat) affectations, constatation d'absence irrégulière et accordant le bénéfice de la libération conditionnelle 192

COMMUNE-MIXTE D'ANÉCHO

1957

15 janvier — Arrêté n° 1/CMA, portant augmentation de la taxe d'expédition des actes d'état-civil et administratifs 193
15 janvier — Arrêté n° 3/CMA, portant création d'une taxe de spectacle dans la ville d'Anécho 194
15 janvier — Arrêté n° 4/CMA, portant création d'une taxe d'encombrement de la voie publique dans la ville d'Anécho 194

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Avis de bornage 194
Office des changes 195
Domaine minier 195
Récépissés de déclaration 195
Avis de perte 198
Etude de M^e Viale 198

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTÈRE

DECRET N° 56-38 du 28 décembre 1956 portant approbation de modifications au budget primitif de la Circonscription de Niamtougou — Exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 243/F. du 15 mars 1956 portant approbation du budget primitif de la Circonscription de Niamtougou, Exercice 1956;

Vu les procès-verbaux des réunions du Conseil de Circonscription de Niamtougou en date des 26 juin et 10 octobre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées :

1^o — Les ouvertures de crédits supplémentaires, d'un montant de 566.200 francs, aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du budget de la Circonscription de Niamtougou, Exercice 1956 :

Fonctionnement

Chapitre 2

Art. 1 Parag. 5 — Remises aux Chefs et aux Collecteurs 15.000

Chapitre 3

Art. 1 Parag. 1 — Fournitures et imprimés 10.000
Art. 1 Parag. 3 — Moyens de transport 30.000
Art. 3 Parag. 1 — Fournitures de bureau 5.000

Chapitre 8

Art. 6 (nouveau) — Remboursement de droits indûment perçus 23.750

Chapitre 9

Art. 1 Parag. 1 — Entretien des Bâti-ments. 52.000
Art. 2 — Grosses réparations 48.000
Art. 5 — Entretien routes et ponts 50.000

Equipement

Chapitre 11

Art. 2 Parag. 4 — Construction de voies nouvelles 182.450
Art. 2 Parag. 6 — (nouveau) « Construc-tion de Marchés » 150.000

2^o — L'inscription d'une recette de 566.200 francs au chapitre I article I, « taxe de circonscription » de ce même budget.

ART. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances p.i.,

A. MEATCHI.

DECRET N° 57-12 du 8 février 1957 portant auto-risation spéciale de dépenses (Circonscription d'Anécho).

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu l'arrêté n° 270-56/F. du 26 mars 1956 portant approbation du Budget Primitif de la Circonscription d'Anécho, Exercice 1956;

Sur la proposition du Chef de la circonscription d'Anécho;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Un million trois cent un mille cinq cents francs (1.301.500) pour permettre à la Circonscription d'Anécho de faire face aux dépenses du mois de janvier 1957, réparties comme suit :

Chapitre 2

Services d'Administration Régionale

Art. 1 — Personnel des bureaux
Parag. 3 — Personnel journalier . . . 45.000. —
Parag. 4 — Indemnités aux Comptables 3.000. —

Chapitre 3

Services d'Administration Régionale

Art. 1 — Dépenses de matériel des bureaux
Parag. 1 — Fournitures de bureaux et imprimés 10.000. —

Parag. 3 — Moyens de transport . . . 25.000. —
Art. 5 — Etablissements pénitentiaires 100.000. —

Chapitre 4

Services des Travaux Régionaux

Art. 1 — Personnel
Parag. 3 — Personnel journalier . . . 400.000. —
Parag. 4 — Indemnités de tournée . . . 25.000. —

Chapitre 6**Services sociaux**

Art. 1 — Enseignement Primaire et Sports

Parag. 3 — Personnel journalier . . . 35.000. —

Art. 2 — Service de Santé

Parag. 3 — Personnel journalier . . . 25.000. —

Parag. 4 — Indemnités diverses . . . 1.500. —

Chapitre 7**Services sociaux**

Art. 2 — Service de Santé . . . 25.000. —

Chapitre 8**Dépenses diverses**

Art. 5 — Dépenses éventuelles . . . 30.000. —

Chapitre 9**Dépenses de travaux**

Art. 1 — Entretien des bâtiments . . . 30.000. —

Art. 2 — Grosses Réparations aux bâtiments . . . 125.000. —

Art. 3 — Entretien des lignes téléphoniques . . . 10.000. —

Art. 4 — Alimentation en eau . . . 12.000. —

Art. 5 — Entretien cimetières, jardins, fourrières, marchés . . . 250.000. —

Chapitre 11**Equipement**

Art. 1 — Travaux de construction

Parag. 1 — Bâtiments pour service . . . 100.000. —

Art. 2 — Travaux d'intérêt économique et social

Parag. 1 Adduction d'eau . . . 50.000. —

1.301.500. —

ART. 2 — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de Circonscription d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

DECRET N° 57-13 du 8 février 1957 portant autorisation spéciale de dépenses. (Circonscription de Tabligbo).

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu l'arrêté n° 271-56/F. du 26 mars 1956 portant approbation du Budget Primitif de la circonscription de Tabligbo, Exercice 1956;

Sur la proposition du Chef de la Circonscription de Tabligbo;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses d'une somme de Quatre cent cinquante six mille vingt huit francs (456.028) pour permettre à la Circonscription de Tabligbo de faire face aux dépenses du mois de janvier 1957, réparties comme suit :

Chapitre 2

Art. 1 — Parag. 3 — Salaire personnel journalier . . . 5.310

Art. 1 — Parag. 4 — Indemnités Receveur Circonscription . . . 1.666

Chapitre 3

Art. 1 — Parag. 1 — Fournitures de bureaux . . . 6.000

Art. 1 — Parag. 3 — Moyens de transports . . . 30.000

Chapitre 4

Art. 1 — Parag. 3 — Agents permanents et manœuvres . . . 109.790

Chapitre 6

Art. 1 — Parag. 5 — Personnel journalier (enseignement) . . . 10.080

Chapitre 8

Art. 5 — Participation patronale . . . 3.182

Chapitre 9

Art. 1 — Entretien bâtiments . . . 10.000

Art. 2 — Grosses réparations bâtiments . . . 75.000

Art. 4 — Alimentation en eau . . . 155.000

Art. 5 — Entretien routes et ponts . . . 50.000

456.028

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription de Tabligbo sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

DECRET N° 57-14 du 8 février 1957 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Tsévié)

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu l'arrêté n° 168-56/F. du 23 février 1956 portant approbation du Budget de la Circonscription de Tsévié, Exercice 1956;

Sur la proposition du Chef de la Circonscription de Tsévié;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation de dépenses de Un million treize mille quatre cent vingt cinq francs (1.013.425) pour permettre à la Circonscription de Tsévié de faire face aux dépenses du mois de janvier 1957 réparties comme suit :

Chapitre 2

Services d'Administration Régionale
(Personnel) 79.261. —

Chapitre 3

Services d'Administration Régionale
(Matériel) 40.416. —

Chapitre 4

Services des Travaux Régionaux (Personnel) 273.855. —

Chapitre 5

Services des Travaux Régionaux (Matériel) 66.666. —

Chapitre 6

Services Sociaux (Personnel) 97.144. —

Chapitre 7

Services Sociaux (Matériel) 12.500. —

Chapitre 9

Dépenses de Travaux 443.583. —
1.013.425. —

Art. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription de Tsévié sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :
Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-15 du 8 février 1957 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Klouto).

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu l'arrêté n° 190 bis du 1^{er} mars 1956 portant approbation du Budget Primitif de la Circonscription de Klouto, Exercice 1956;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Klouto;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses d'une somme de Six cent soixante et un mille neuf cents francs (661.900) pour permettre à la Circonscription de Klouto de faire face aux dépenses du mois de janvier 1957, réparties comme suit :

Chapitre 2

Services d'Administration Régionale
(Personnel) 97.800. —

Chapitre 3

Services d'Administration Régionale
(Matériel) 84.000. —

Chapitre 4

Services des travaux régionaux (Personnel) 285.100. —

Chapitre 5

Services des travaux régionaux (Matériel) 77.000. —

Chapitre 6

Services sociaux (Personnel) 65.900. —

Chapitre 8

Dépenses diverses 52.100. —
661.900. —

Art. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription de Klouto sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :
Le Ministre des Finances,
APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-16 du 8 février 1957 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Kandé).

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 218/F. du 8 mars 1956 portant approbation du Budget Primitif de la Circonscription de Kandé pour l'exercice 1956;

Vu la loi de Finances pour l'exercice 1957 (n° 56-7 du 28 décembre 1956);

Sur la proposition du Chef de la Circonscription de Kandé;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Deux cent quarante neuf mille quatre cent quatre vingt treize (249.493) francs pour permettre à la Circonscription de Kandé de faire face aux dépenses du mois de janvier 1957, réparties comme suit :

Chapitre 2

Services d'Administration Régionale
(Personnel) 9.079. —

Chapitre 3

Services d'Administration Régionale
(Matériel) 4.166. —

Chapitre 4

Services des travaux régionaux (Personnel) 134.077. —

Chapitre 5

Services des travaux régionaux (Matériel) 33.333. —

Chapitre 6

Services sociaux (Personnel) 31.338. —

Chapitre 9

Dépenses de travaux 37.500. —
249.493. —

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription de Kandé sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

DECRET N° 57-17 du 8 février 1957 portant autorisation spéciale de dépenses (Circonscription de Sokodé).

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 215/F. du 8 mars 1956 portant approbation du Budget Primitif de la circonscription de Sokodé pour l'exercice 1956;

Vu la loi de Finances pour l'exercice 1957 (n° 56-7 du 28 décembre 1956);

Sur la proposition du Chef de la Circonscription de Sokodé;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Cinq cent quatre vingt deux mille (582.000) francs pour permettre à la Circonscription de Sokodé de faire face aux dépenses du mois de janvier 1957, réparties comme suit :

Chapitre 2

Services d'Administration Régionale
(Personnel) 31.000. —

Chapitre 3

Services d'Administration Régionale
(Matériel) 60.000. —

Chapitre 4

Services des travaux régionaux (Personnel) 150.000. —

Chapitre 5

Services des travaux régionaux (Matériel) 77.000. —

Chapitre 6

Services sociaux (Personnel) 49.000. —

Chapitre 8

Dépenses diverses 13.000. —

Chapitre 9

Dépenses de travaux 202.000. —
582.000. —

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription de Sokodé sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

DECRET N° 57-18 du 8 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de Lama-Kara — Exercice 1957.

Le Premier Ministre;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Lama-Kara, en date du 22 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative de Lama-Kara, pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Seize millions cinq cent quatre vingt-dix mille cinq cents francs (16.590.500).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de Circonscription de Lama-Kara sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

DECRET N° 57-19 du 8 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de Dapango, Exercice 1957.

Le Premier Ministre;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Dapango en date du 4 janvier 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative de Dapango pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses

à la somme de Vingt quatre millions six cent quatre vingt sept mille cinq cents francs (24.687.500).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, le Trésorier-Payeur, le Chef de la Circonscription de Dapango sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

DECRET N° 57-20 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de Mango, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la loi de Finances pour l'exercice 1957 (n° 56-7 du 28 décembre 1956);

Vu les procès-verbaux des réunions du Conseil de Circonscription de Mango en date du 28 décembre 1956, et 26 janvier 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription de Mango pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Six millions deux cent trente mille francs (6.230.000).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur de la Circonscription de Mango sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

DECRET N° 57-21 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Commune-Mixte de Bassari, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo, ensemble tous textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 802-53/AP. du 16 novembre 1953 portant création de la commune-mixte de Bassari;

Vu la délibération en date du 11 décembre 1956 de la Commission Municipale de la commune-mixte de Bassari;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Commune-Mixte de Bassari, pour l'exercice 1957, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Un million neuf cent soixante cinq mille francs (1.965.000).

ART. 2. — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances seront chargés de l'application du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY,

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-22 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription d'Anécho, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription d'Anécho, en date du 7 février 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative d'Anécho, pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Quarante millions quatre cent dix mille cinq cent trente francs (40.410.530).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent dé-

cret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 8 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre,
Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-23 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de Tabligbo, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Tabligbo, en date du 4 février 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative de Tabligbo, Exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Huit millions quatre cent deux mille cinq cents francs (8.402.500).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur de la Circonscription de Tabligbo sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :
Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-24 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Commune d'Anécho, pour l'exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo ensemble tous textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu la loi du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale en AOF., au Togo, au Cameroun et à Madagascar;

Vu l'arrêté n° 566/APA. du 12 juillet 1950 créant la commune-mixte d'Anécho;

Vu le procès-verbal en date du 21 décembre 1956 de la Commission Municipale d'Anécho;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Commune d'Anécho, pour l'exercice 1957 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Huit millions six cent soixante cinq mille francs (8.665.000).

ART. 2. — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances seront chargés de l'application du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-25 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de Niamtougou, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la loi de Finances pour l'exercice 1957 (n° 56-7 du 28 décembre 1956);

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription en date du 8 janvier 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative de Niamtougou, pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Cinq millions cinq cent quatre vingt quatorze mille francs (5.594.000).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur de la Circonscription de Niamtougou sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-26 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de l'Akposso, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la loi de Finances pour l'exercice 1957 (n° 56-7 du 28 décembre 1956);

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de l'Akposso en date du 18 décembre 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative de l'Akposso, pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Huit millions cinq cent quarante mille cinq cents francs (8.540.500).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription de l'Akposso sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-27 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de Nuatja, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Nuatja en date du 17 décembre 1956;

Vu la loi de Finances pour l'exercice 1957 (n° 56-7 du 28 décembre 1956);

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative de Nuatja, pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la

somme de Cinq millions huit cent soixante neuf mille francs (5.869.000).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur du Budget de la Circonscription de Nuatja sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :
Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-28 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Commune de Sokodé pour l'exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif financier des communes-mixtes au Togo, ensemble tous textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu la loi du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale en AOF., en AEF., au Togo, au Cameroun et à Madagascar;

Vu l'arrêté n° 532-51/AP. du 30 juillet 1951 portant création des communes-mixtes de Palimé, Atakpamé et Sokodé;

Vu le procès-verbal en date du 5 janvier 1957 des délibérations de la commission municipale de la commune de Sokodé;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Commune de Sokodé pour l'exercice 1957 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Quatre millions cinq mille (4.005.000) francs.

ART. 2. — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, et le Ministre des Finances sont chargés de l'application du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :
Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-29 du 15 février 1957 portant approbation du Budget primitif de la Circonscription de Tsévié, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de Circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil du Gouvernement accordant la personnalité morale aux Circonscriptions Territoriales du Togo;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Tsévié, en date du 21 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget primitif de la Circonscription Administrative de Tsévié, pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Vingt quatre millions cent quarante neuf mille sept cents francs (24.149.700).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur de la Circonscription de Tsévié sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :
Le Ministre des Finances,
G. APÉDO-AMAH.

ARRETE N° 32/PM. du 6 février 1957 portant réorganisation du Comité Consultatif de l'Enseignement.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des membres du Conseil des Ministres;

Vu l'arrêté n° 2/PM. du 27 septembre 1956;

Vu l'arrêté n° 32/E. du 18 janvier 1935 organisant l'Enseignement au Togo;

Vu l'arrêté n° 227 du 6 mai 1929 créant un Comité Consultatif de l'Enseignement, modifié par l'arrêté n° 303 du 10 juin 1932;

Vu l'arrêté n° 815/E. du 18 octobre 1948 fixant et créant les attributions du Comité consultatif de l'Enseignement;

Sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour coordonner dans le cadre de l'Enseignement tous les efforts tendant à la formation physique, intellectuelle et morale de la jeunesse, il est créé au Togo un Comité Consultatif de l'Enseignement.

ART. 2. — Les attributions de ce Comité sont d'ordre uniquement technique et professionnel. Le Comité donne son avis sur l'organisation de l'Enseignement dans le Territoire; il envisage les mesures les plus propres à développer l'Enseignement, à en élever le niveau. Il veillera surtout à l'application exacte des programmes métropolitains; il en demandera quand il y aura lieu l'adaptation aux nécessités locales. Il étudie toutes les questions concernant les activités scolaires, péri-scolaires, post-scolaires, les formations artistiques, sportives, les mouvements de jeunesse.

ART. 3. — Le Comité Consultatif de l'Enseignement est ainsi composé :

L'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement, Président

Le Représentant du Ministre de l'Instruction Publique

Le Représentant du Ministre des Finances

L'Inspecteur du Travail

Le Médecin, Inspecteur des Ecoles

Les Inspecteurs de l'Enseignement Primaire

Les Chefs d'Etablissements secondaires et techniques

Le Directeur de l'Ecole Normale

Les Directeurs des Cours Complémentaires

Le Directeur du Bureau du Personnel

Le Chef du Service des Sports et de la Jeunesse

Un représentant de l'Enseignement Privé Catholique

Un représentant de l'Enseignement Privé Protestant

Un représentant des Associations des parents d'élèves

Un représentant de chacun des Syndicats de l'Enseignement avec voix consultative seulement.

ART. 4. — Le Comité se réunit sur convocation de son Président chaque fois que celui-ci le juge nécessaire et au moins une fois par année scolaire. Le Président fixe l'ordre du jour.

ART. 5. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et notamment l'arrêté n° 815/E du 18 octobre 1948.

ART. 6. — Le Ministre de l'Instruction Publique sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 6 février 1957.

N. GRUNITZKY

ARRETE N° 33/PM. du 11 février 1957 portant nomination d'un Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Mama Fousséni est nommé Ministre d'Etat et chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 11 février 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 34/PM. du 11 février 1957 portant nomination de Ministres.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Lubin Christophe, précédemment Ministre de l'Economie et du Plan, est nommé Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan.

ART. 2. — M. Léonard Ywassa, Ministre du Travail et des Affaires Sociales, est chargé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, du Ministère de l'Instruction Publique.

ART. 3. — Sont abrogées celles des dispositions de l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 contraires aux prescriptions du présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 11 février 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 35/PM. du 11 février 1957 portant remaniement ministériel.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Ministère de l'Economie et du Plan est supprimé. Ses services sont rattachés au Ministère des Mines, des Travaux Publics et des Transports, qui prend la dénomination de Ministère des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan.

ART. 2. — Le Service des Postes et Télécommunications est rattaché au Ministère d'Etat, chargé de l'Intérieur.

ART. 3. — Le Service des Domaines est rattaché au Ministère des Finances, en ce qui concerne la Section Enregistrement de Timbre. La Section Topographique relève du Service des Travaux Publics.

ART. 4. — Sont abrogées celles des dispositions de l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 contraires aux dispositions du présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 11 février 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 36/PM. du 11 février 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 2/PM. du 27 septembre 1956, fixant les attributions des Ministères en matière de personnel;

Vu l'arrêté n° 699-54/CP, du 29 juin 1954, fixant le statut particulier du corps supérieur des Travaux Publics;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — A titre transitoire et jusqu'à nouvel ordre, peuvent être recrutés au concours direct comme adjoints techniques stagiaires des Travaux Publics ou comme conducteurs stagiaires des Travaux Publics les candidats pourvus du Brevet Elémentaire ou du B.E.P.C. et qui ont en outre suivi la préparation à ces cours organisée par le Ministre des Travaux Publics.

Fait à Lomé, le 11 février 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 16/PM-FR. du 12 février 1957 portant dérogation aux statuts de certains cadres supérieurs du Togo.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu les arrêtés fixant les statuts particuliers des cadres supérieurs des commis des Services administratifs, financiers et comptables, des Douanes, des Postes et Télécommunications, de la Météorologie, de l'Agriculture et du Conditionnement, des Travaux Publics, des Chemins de Fer, des Agents techniques de la Santé Publique et de la Police du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant les règles de recrutement édictées par les textes régissant les cadres supérieurs des commis des services administratifs, financiers et comptables, des Douanes, des Postes et

Télécommunications, de la Météorologie, de l'Agriculture et du Conditionnement, des Travaux Publics, des Chemins de Fer, des Agents techniques de la Santé Publique et de la Police du Togo, des intégrations pourront à titre exceptionnel et pendant une période de 6 mois, à dater de la signature du présent arrêté, être prononcées dans les corps de ces derniers cadres, par le Premier Ministre de la République Autonome du Togo, sur propositions des Ministres ou Chefs de service intéressés et après avis d'une commission paritaire composée comme suit :

Président :

Un délégué du Premier Ministre de la République Autonome du Togo.

Membres :

Le Directeur du Personnel;

Un délégué du Ministre des Finances;

Un délégué du Ministre ou le Chef du service intéressé;

Quatre représentants du personnel désignés par les organisations syndicales, à raison de :

deux pour l'Union des Syndicats;

deux pour le Syndicat C.F.T.C.;

Secrétaire :

Un fonctionnaire de la Direction du Personnel.

En cas de partage égal, la voix du Président est prépondérante.

ART. 2. — Les arrêtés d'intégration pris en application du présent arrêté prendront effet, du point de vue de l'ancienneté et de la solde à compter du premier jour du mois qui suivra leur signature.

ART. 3. — Le bénéfice des intégrations exceptionnelles est réservé exclusivement :

1° — aux agents appartenant déjà à un cadre supérieur, proposés pour le passage d'un corps à un autre corps supérieur du même cadre;

2° — aux agents appartenant déjà à un cadre supérieur ou assimilé proposés pour le passage dans un autre cadre supérieur;

3° — aux agents des cadres locaux proposés pour le passage dans les cadres supérieurs;

4° — aux agents contractuels comptant en cette qualité au moins 5 ans de service.

ART. 4. — Les intégrations auront lieu à concordance d'indice ou, à défaut, à l'indice immédiatement supérieur.

Les bénéficiaires de ces intégrations ayant dans leur corps de provenance, à la date des intégrations, une ancienneté égale ou supérieure à 5 ans, conserveront deux ans dans leur nouveau corps. Ceux ayant moins de 5 ans perdront toute ancienneté.

Les agents contractuels qui bénéficieront de ces intégrations quelle que soit la durée de leurs services antérieurs, perdront toute ancienneté.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 12 février 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 41/PM/MIC du 15 février 1957 reportant sur l'exercice 1957, les crédits disponibles au 31 décembre 1956 de la gestion 1956 du Compte de Soutien et d'Equipement de la Production Locale.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo et promulgué par arrêté 745-56/C. du 29 août 1956;

Vu l'arrêté n° 888-49/AE/PLAN. du 31 octobre 1949 créant le Compte de Soutien et d'Equipement de la Production Locale;

Vu l'arrêté n° 738-51/AE. du 17 octobre 1951 créant des Comités de Gestion des différentes sections du Compte de Soutien et d'Equipement de la Production Locale et en fixant la composition et les attributions;

Vu l'arrêté n° 304-56/AE/PLAN/4. du 9 avril 1956 fixant un premier programme d'emploi des crédits du Compte de Soutien et d'Equipement de la Production Locale;

Vu l'arrêté n° 305-56/AE/PLAN/4. du 9 avril 1956 fixant au titre de l'année 1956 un deuxième programme d'emploi des crédits du Compte de Soutien et d'Equipement de la Production Locale;

Vu la situation des dépenses ordonnancées au 31 décembre 1956 au titre du Compte de Soutien et d'Equipement de la Production Locale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les crédits disponibles au 31 décembre 1956 au titre de la gestion 1956 du Compte de Soutien et d'Equipement de la Production Locale sont reportés sur l'exercice 1957 et mis à la disposition du Directeur des Affaires Economiques selon la répartition suivante :

Art. I — A — Crédits attribués en 1956 au titre de la section I — Cacao.

Service de l'Agriculture	723,—
Affaires Economiques	118.883,—
Eaux et Forêts	115,—
Travaux Publics	499,—
Cercle Anécho	2.286.977,—
Cercle Tsévié	1.315.323,—
Cercle Atakpamé	1.106.459,—
Cercle Klouto	6.956.959,—
Cercle Bassari	620.406,—
Cercle Mango	251.425,—
Cercle Dapango	731.179,—
Cercle Lama-Kara	272.625,—
Cercle Lomé	310.234,—
Cercle Sokodé	47.692,—
Affaires Economiques	815.275,—
Total	14.834.774,—

Art. I. — B — Crédits attribués en 1956 au titre de la section II café.

Service de l'Agriculture	60.875,—
Cercle d'Anécho	2.019,—
Cercle de Tsévié	409.602,—
Cercle d'Atakpamé	500.147,—
Cercle de Klouto	205.311,—
Cercle de Lomé	270.239,—
Service des Affaires Economiques	836.215,—
Total	2.284.408,—

Art. I. — C — Crédits attribués en 1956 au titre des sections IV et V. palmistes.

Service des Affaires Economiques . . . 173.908,—

Art. I. — D — Crédits attribués en 1956 au titre de la section IX cocotier.

Service de l'Agriculture . . . 141.963,—

Fonds Commun Société Indigène Prévoyance . . . 500.000,—

Cercle d'Anécho . . . 60.188,—

Affaires Economiques . . . 581,—

Total . . . **702.732,—**

ART. 2. — Le Directeur des Affaires Economiques, le Trésorier-Payeur du Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 2/ITM. du 15 février 1957 portant modification du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Le Premier Ministre,

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan,

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Le Ministre de la Santé Publique,

Le Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Instruction Publique,

Le Ministre de l'Information et de la Presse,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956;

Vu l'avis exprimé par la Commission Consultative du Travail en sa séance du 27 décembre 1956;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1957, le salaire minimum interprofessionnel garanti correspondra aux taux horaires suivants :

ABATTEMENTS DE ZONES		SALAIRES HORAIRES	
		Entreprises non agricoles (40 heures par semaine)	Entreprises agricoles (2.400 heures par an)
1 ^{re} zone	00	22 frs.	19 frs.
2 ^e zone	25 %	16,50 frs.	14,25 frs.
3 ^e zone	35 %	14,25 frs.	12,25 frs.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales est chargé de l'application du présent arrêté

qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 février 1957.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

*Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur
et des Postes et Télécommunications,*

F. MAMA.

*Le Ministre des Mines, des Travaux Publics,
des Transports, de l'Economie et du Plan,*

L. TCHAKALOFF CHRISTOPHE.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage
et des Eaux et Forêts,*

A. MEATCHI.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

P. SCHNEIDER.

Le Ministre de la Santé Publique,

J. R. JOHNSON.

*Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales,
et de l'Instruction Publique,*

L. B. YWASSA.

*Le Ministre de l'Information
et de la Presse,*

E. FIAWOO.

Nominations

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

N° 17/PM-FP du :

14 janvier 1957. — M. Affo Raphaël, nommé Aide-Météorologiste adjoint de 5^e classe le 1^{er} janvier 1956 et qui conserve un rappel d'ancienneté pour services militaires de 1 an 20 jours, est promu, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, au grade d'Aide-Météorologiste adjoint de 4^e classe, pour compter du 1^{er} janvier 1957 (conserve 20 jours R.S.M.).

N° 9/PM-FP du :

29 janvier 1957. — M. Amagli Richard, reclassé au grade de garde frontière, 1^{er} échelon le 1^{er} octobre 1955 et qui conserve une ancienneté civile de 1 an 3 mois 16 jours ainsi qu'un rappel pour services militaires de 3 ans, est promu garde frontière, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} octobre 1956, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté (conserve 2 ans 3 mois 16 jours R.S.M.).

N° 110/D/PM-FP du :

2 février 1957. — Le Médecin-Lieutenant-Colonel Morand Maxime, Médecin-Chef de l'Hôpital de Lomé, est nommé Directeur de la Santé Publique du Togo, en remplacement du Médecin Colonel Lotte, rapatrié pour fin de séjour.

N° 111/D/PM-FP du :

2 février 1957. — Le Médecin Commandant Chagnoux Henri, Médecin Résident de l'Hôpital de Lomé, est nommé Médecin Chef du même hôpital, en remplacement du Médecin lieutenant-Colonel Morand, nommé Directeur de la Santé Publique du Togo.

N° 114/D/PM-FP du :

5 février 1957. — La décision n° 74-D/PM-FP du 23 janvier 1957 portant nomination est et demeure rapportée.

M. Bertrand Jean Marie Pierre, Administrateur, 2^e échelon, de la France d'Outre-Mer, est nommé Chef du Service des Affaires Economiques et Ordonnateur-Délégué des Comptes de Soutien et d'Equipeement de la Production locale, en remplacement de M. Briand, Administrateur en Chef de la France d'Outre-Mer, titulaire d'un congé administratif.

N° 115/D/PM-FP du :

5 février 1957. — M. Piette René, Administrateur-adjoint de la France d'Outre-Mer, est nommé Chef du Service du plan et Administrateur du Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance, en remplacement de M. Briand, Administrateur en Chef de la France d'Outre-Mer, titulaire d'un congé administratif.

Reclassement

N° 38/PM du :

13 février 1957. — M. Ghassounou Victor, Sous-Chef de bureau Echelle 8 échelon 3 du Cadre Supérieur du Chemin de fer du Togo, est reclassé dans dans le dit cadre de la manière suivante :

Ancienne formation

Echelle 3 échelon 5 — Employé: . . . le 1/1/48
Echelle 4 échel. 6 — Employé Ppal . . . le 1/1/50
Echelle 5 échelon 7 — Comptable . . . le 1/1/52

Nouvelle formation

Echelle 6 éch. 7 — Rédacteur Ppal. 1^{er} cl. le 1/1/53
ancienneté conser. 1 an
Echelle 7 éch. 8 — Chef de groupe . le 1/1/54
ancienneté épuisée
Echelle 8 éch. 8 — Sous-chef de bureau le 1/1/56.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées et de la solde pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Passage à l'échelon supérieur

N° 90/D/PM-FP du :

29 janvier 1957. — Est constaté, parmi le personnel du cadre supérieur des Douanes du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

MM. Behlow Joseph, agent principal de constatation 2^e échelon, qui passe agent principal de constatation, 3^e échelon pour compter du 1^{er} novembre 1956.

Byll Hilaire, Agent breveté de 1^{re} classe 2^e échelon, qui passe agent breveté de 1^{re} classe 3^e échelon pour compter du 1^{er} novembre 1956.

Dupuy Louis Denis, Agent de constatation de 2^e classe, 3^e échelon qui passe agent de constatation de 2^e classe, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

N° 91/D/PM-FP du :

29 janvier 1957. — Est constaté, pour compter du 1^{er} mai 1957, parmi le personnel du cadre supérieur des Postes et Télécommunications du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

MM. Lawson Body Clément, Agent d'exploitation de 2^e classe, 3^e échelon, qui passe agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon.

Lawson Pascal, Agent d'exploitation de 2^e classe, 3^e échelon, qui passe agent d'exploitation 2^e classe 4^e échelon.

Helegbé Emmanuel, Agent des Installations électromécaniques de 2^e classe, 3^e échelon, qui passe agent des I.E.M. de 2^e classe 4^e échelon.

N° 93/D/PM-FP du :

29 janvier 1957. — Est constaté, parmi le personnel du cadre supérieur des Services administratifs, financiers et comptables du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

MM. Amoussou Virgile, Commis de 1^{re} classe 2^e échelon, qui passe commis de 1^{re} classe, 3^e échelon pour compter du 1^{er} mai 1957.

Kougbéadjo Hermann, Commis de 1^{re} classe 1^{er} échelon, qui passe commis de 1^{re} classe, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

Adjeley Nicolas, Commis de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, qui passe commis de 1^{re} classe 2^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

Amoussou Bertrand, Commis de 1^{re} classe 1^{er} échelon, qui passe commis de 1^{re} classe 2^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

Anthony Jacques, Commis de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe commis de 2^e classe 3^e échelon pour compter du 1^{er} mai 1957.

Misseou Emmanuel, Commis de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe commis de 2^e classe 3^e échelon pour compter du 1^{er} mai 1957.

Sambiani Jimongou Raphaël, Commis de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe commis de 2^e classe, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

Telou Alexandre, Commis de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe commis de 2^e classe 3^e échelon pour compter du 1^{er} mai 1957.

N° 106/D/PM-FP du :

2 février 1957. — Est constaté, parmi le personnel du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

MM. Kloussé Mensah Joseph, Aide-Conducteur principal, 1^{er} échelon, qui passe Aide-Conducteur principal, 2^e échelon pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Kpatchavi Jean, Aide-Conducteur de 2^e classe, 1^{er} échelon, qui passe Aide-Conducteur de 2^e classe, 2^e échelon pour compter du 1^{er} février 1957.

Affectations

N° 105/D/PM-FP du :

2 février 1957. — M. Codjie Laurent, Commis d'Administration adjoint de 4^e classe en service à Palimé, est nommé Agent Spécial, dépositaire-Comptable et Receveur du budget de la Circonscription de Niamtougou, en remplacement de M. Sabi Asmard appelé à d'autres fonctions.

M. Sabi Asmard, Commis d'Administration adjoint de 4^e classe, Agent Spécial de Niamtougou, est affecté à Palimé, en remplacement numérique de M. Codjie Laurent.

N° 113/D/PM-FP du :

5 février 1957. — MM. Arnoux Jean, Inspecteur de 2^e classe des Transmissions de la France d'Outre-Mer, de retour de congé, Delavacquery André, Agent Contractuel des Travaux Publics, de retour de congé, Cognot André, Chef de dépôt de 3^e classe, (Echelle 15, échelon 9) de l'Office Central des Chemins de Fer de la France d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir au Togo, et Bacot René, Ingénieur adjoint stagiaire des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir au Togo, et arrivés à Lomé le 2 février 1957, par le S/S « Banfora », sont mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions.

N° 124/D/PM-FP du :

11 février 1957. — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Bacot René, Ingénieur adjoint stagiaire des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, la décision n° 113-D/PM-FP en date du 5 février 1957 portant affectation.

N° 37/PM du :

13 février 1957. — Le personnel des Postes et Télécommunications dont les noms suivent, précédemment en service au Cabinet du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions :

MM. Pussin Jean
Brassier Paul
Koffi Salomon
Ames Georges

sont mis à la disposition du Ministre d'Etat Chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

MM. Sitti Joël Zounda, secrétaire d'Administration de 2^e classe 3^e échelon et Rinkliff Jean, Assistant d'Elevage de 2^e classe, 1^{er} échelon, mis respectivement à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions par décisions n° 7/D/PM et 141/D-PM-FP des 18 octobre et 14 novembre 1956 sont mis à la disposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunication.

Les agents permanents du C.F.T. ci-après désignés :

MM. Tétévi Paul
Donhissou Grégoire,

précédemment affectés au Cabinet du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions, sont mis à la disposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

M. Agnami Kouffo, chauffeur du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, reste chauffeur du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

Les personnels journaliers permanents dont les noms suivent précédemment affectés au Cabinet et à l'Hôtel du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions :

MM. Djobo Palanga
Abalo Mathieu
Orou Abenté
Apovo Albertine
Amadou Rémy
Agbevè Jean
Nadjobé Idrissou,

sont mis à la disposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications comme personnels de service.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 11 février 1957.

N° 39/PM-FP du :

13 février 1957. — M. Amah Emmanuel, Secrétaire d'Administration de 2^e classe, 3^e échelon, du cadre supérieur de l'A.O.F., en service détaché au Togo, est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

N° 136/D/PM-FP du :

13 février 1957. — M. Remaury Charles, Ingénieur de 2^e classe, 3^e échelon, des Travaux des Eaux et Forêts de l'A.O.F., de retour de congé et arrivé à Lomé le 9 février 1957, par avion, est mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

Suspension provisoire d'effet de contrat

N° 95/D/PM-FP du :

29 janvier 1957. — L'effet du contrat de Travail en date du 30 juin 1955, consenti à M. Ywassa Léonard, nommé Ministre du Gouvernement de la République Autonome du Togo, est suspendu pendant la durée de son mandat.

La présente décision aura effet pour compter du 18 septembre 1956.

Interruption de fonctions

N° 123/D/PM-FP du :

11 février 1957. — Est constatée pour compter du 1^{er} janvier 1957, l'interruption des fonctions de M. Kourfangah Nicolas, Agent permanent de l'Administration Générale, élu Député à l'Assemblée Législative du Togo.

Suspension de fonctions

N° 15/PM-FP du :

7 février 1957. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 16/PM-FP du 10 décembre 1956, portant suspension de fonctions de :

MM. Avogan Samuel, Sergent garde frontière, 1^{er} échelon
Boukary Yendabré, Caporal garde frontière 1^{er} échelon
Lawson Antoine Pascal, Garde frontière, 2^e échelon.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Détachement

N° 12/PM-FP du :

29 janvier 1957. — M. Apedo Amah Georges, Secrétaire d'Administration de 1^{re} classe, 3^e échelon, nommé Ministre du Gouvernement de la République Autonome du Togo, est placé dans la position de détachement pour compter du 18 septembre 1956.

Les versements des retenues ainsi que la contribution supplémentaire pour pension, seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Disponibilité

N° 96/D/PM-FP du :

29 janvier 1957. — Mme Olympio, née Bartet Louise, Commis d'Administration Adjoint de 5^e classe du cadre local du Togo, placée dans la position de disponibilité sans traitement, par décision n° 63/CP du 11 janvier 1956, est, sur sa demande, maintenue dans la même position, pour une nouvelle période de deux (2) ans à compter du 11 janvier 1957.

Honorariat

N° 117/D/PM-FP du :

7 février 1957. — L'honorariat de son grade est conféré à M. Gbedey Robert, Secrétaire d'Administration principal en retraite.

Retraite

N° 14/PM-FP du :

4 janvier 1957. — M. Ayité Félix, Ouvrier hors classe du cadre local des Travaux Publics du Togo, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour invalidité non imputable au service, avec dispense de la condition d'âge.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} mars 1957.

Forces de police

N° 26/PM/CGC du :

29 janvier 1957. — Le garde 1^{er} échelon Sogaré Djabilé, Mle 1773, du peloton de Klouto, est licencié pour compter du 15 février 1957 pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé le dit jour des contrôles actifs du Corps des gardes-cercle du Territoire.

N° 31/PM/CGC du :

5 février 1957. — Sont engagés comme stagiaires dans le Corps des gardes cercles du Territoire pour compter du 15 février 1957 et affectés le dit jour au Centre d'Instruction de Lomé, les volontaires dont les noms suivent :

Vidjannagni Jean, en remplacement du garde 1^{er} éch. Fiodeliomé Herman, licencié

Sourou Louis, en remplacement du garde 1^{er} Ech. Kodje Fanou, licencié

Goundjo Paul, en remplacement du garde 1^{er} Ech. Sangbana Kombati, licencié

Kpessemouré Dja, en remplacement du garde 2^e Ech. Oté Paul, retraité

Agbossoun Yawo François, en remplacement du Brig. 1^{er} Ech. Koumà II, retraité

Exercice de la médecine

N° 12-57/PM/Int. du :

7 février 1957. — L'autorisation d'exercer la médecine à Lomé (Togo) à titre privé est accordée à M. de Meideros Virgilio Pierre, Docteur en médecine domicilié à Lomé (Togo) 37, Avenue du Camp.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ARRETE N° 14/PM/INT. du 11 février 1957 portant approbation de l'arrêté n° 1/CMA en date du 15 janvier 1957 de la Commune d'Anécho, augmentant la taxe d'expédition des actes d'Etat-Civil et administratifs.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution et de fonctionnement des communes-mixtes du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 566 du 12 juillet 1950 créant la commune-mixte d'Anécho, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu la loi n° 55-1489 du 18 novembre 1955 sur la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, ensemble tous les textes la modifiant ou la complétant;

Vu l'arrêté n° 4/CMA. du 6 mars 1951 créant une taxe d'expédition des actes de l'Etat-Civil et des actes administratifs;

Vu la délibération en date du 27 décembre 1956 du Conseil municipal d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 1/CMA. en date du 15 janvier 1957 de la commune d'Anécho portant augmentation de la taxe d'expédition des actes d'Etat-Civil et administratifs.

ARRETE .

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 1/CMA en date du 15 janvier 1957 de la commune d'Anécho portant augmentation de la taxe d'expédition des actes d'Etat-Civil et administratifs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1957

N. GRUNITZKY

ARRETE N° 15/PM/INT. du 11 février 1957 portant approbation de l'arrêté n° 3/CMA en date du 15 janvier 1957 de la commune d'Anécho, créant une taxe de spectacle dans la ville d'Anécho.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution et de fonctionnement des communes-mixtes du Togo, ensemble tous les textes modificatifs et subséquents;

Vu l'arrêté n° 566 du 12 juillet 1950 créant la commune-mixte d'Anécho;

Vu la loi n° 55-1489 du 18 novembre 1955 sur la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, ensemble tous les textes la modifiant ou la complétant;

Vu la délibération du Conseil municipal d'Anécho en date du 27 décembre 1956;

Vu l'arrêté n° 3/CMA. en date du 15 janvier 1957 de la commune d'Anécho portant création d'une taxe de spectacle dans la ville d'Anécho;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 3/CMA en date du 15 janvier 1957 de la commune d'Anécho portant création d'une taxe de spectacle dans la ville d'Anécho.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1957

N. GRUNITZKY

ARRETE N° 16/PM/INT. du 11 février 1957 portant approbation de l'arrêté n° 4/CMA du 15 janvier 1957 créant une taxe d'encombrement de la voie publique dans la ville d'Anécho.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution et de fonctionnement des communes-mixtes du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 566 du 12 juillet 1950 créant la commune-mixte d'Anécho;

Vu la loi n° 55-1489 du 18 novembre 1955 sur la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, ensemble tous les textes la modifiant ou la complétant;

Vu l'arrêté n° 1/CMA. du 26 janvier 1955 portant création d'une taxe sur les marchés;

Vu la délibération du Conseil municipal d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 4/CMA. en date du 15 janvier 1957 portant création d'une taxe d'encombrement de la voie publique dans la ville d'Anécho;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 4/CMA en date du 15 janvier 1957 de la Commune d'Anécho portant création d'une taxe d'encombrement de la voie publique dans la ville d'Anécho.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1957

N. GRUNITZKY

Délégation de signature

Par arrêtés et décisions du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications :

N° 18/INT/PT/Cab. du :

14 février 1957. — Délégation permanente est donnée à M. Pussin Jean, Directeur du Cabinet, à l'effet de signer au nom du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications, tous actes individuels ou réglementaires, à l'exception des décrets.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 11 février 1957.

Nomination

N° 17/INT./PT/Cab. du :

14 février 1957. — Sont nommés au Cabinet du Ministre d'Etat Chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

Directeur de Cabinet

M. Pussin Jean Louis, Inspecteur Principal de 1^{re} classe, après 6 ans du cadre général des Postes et Télécommunications de la France d'Outre-Mer.

Attachés de Cabinet

MM. Brassier Paul, Rinkliff Jean, Sitti Joël Zounda, respectivement contrôleur de 1^{re} classe du cadre supérieur des Postes et Télécommunications de l'A.O.F., Assistant d'Elevage de 2^e classe, 1^{er} échelon, Secrétaire d'Administration de 2^e classe, 3^e échelon.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 11 février 1957.

Désignation de chef de canton

N° 10-57/PM/INT. du :

5 février 1957. — Est reconnue la désignation effectuée par le Conseil coutumier du canton de Sirka (Cercle de Lama-Kara) de M. Asséma Tchassama, en qualité de chef de canton de Sirka, en remplacement de M. Doudja Tchassama, décédé.

Affectations

N° 4/INT./PTT. du :

14 février 1957. — M. Arnoux Jacques, Inspecteur de 2^e classe du cadre général des Postes et Télécommunications de la France d'Outre-Mer, débarqué à Lomé du paquebot Banfora le 2 février 1957, est mis à la disposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications.

N° 5/INT./PTT du :

16 février 1957. — M. Amétépé Jean, Surveillant adjoint 3^e échelon du cadre local du Togo, est affecté

au Bureau des Postes et Télécommunications de Tsévié, en renforcement d'effectif.

M. Avor Luther, Agent journalier permanent 2^e catégorie, échelle B est affecté au Bureau des Postes et Télécommunications d'Atakpamé, en complément d'effectif.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1957.

Interdictions de séjour

N° 11-57/PM/Int. du :

5 février 1957. — Le séjour dans la République Autonome du Togo est interdit pendant une durée de dix ans pour compter du 20 juin 1957 au nommé Otto Maoulé, détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1938 à Agbozoumé (Gold Coast), fils de Otto Djobokou et de Gbloedi, sans profession, célibataire, demeurant à Aflao anglais, condamné pour vol à 7 ans d'emprisonnement et dix ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel de Lomé — F.D. 111.115/21.222

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

N° 13-57/PM/Int. du :

9 février 1957. — Le séjour dans toute l'étendue de la République Autonome du Togo est interdit pendant une durée de :

Dix ans, pour compter du 25 mai 1957 au nommé Kameti Koffi Pius, détenu à la prison civile de Tsévié, né vers 1922 à Koumassi (Gold Coast) de Mathias Kameti et de Philomène Ablan, chauffeur, demeurant à Nonégbo, Cercle d'Allada (Dahomey), condamné pour recel à trois ans d'emprisonnement et dix ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel de Lomé — F.D. 13.112/51.222.

Cinq ans, pour compter du 20 juin 1957, à l'exception du cercle d'Anécho, au nommé Mensah Koutowou Anoumou Emmanuel, détenu à la prison civile de Tsévié, né vers 1930 à Anécho, fils de feu Mensah Koutowou et de Adjoavigan Mensah Yanlé, sans profession, demeurant à Anécho, quartier Dégbenou, condamné pour tentative de vol à deux ans d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel d'Anécho — F.D. 11.125/51.222.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

MINISTÈRE DES FINANCES

ARRETE N° 11/MF/CD du 12 février 1957 portant annulation des cotes admises en non-valeur par arrêté n° 705 du 8 août 1956.

Le Ministre des Finances,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 705 du 8 août 1956 visant des états de cotes irrécouvrables en matière de Contributions Directes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est diminué d'une somme de deux mille quatre cent quatre-vingt francs, au titre d'impôt général sur le revenu 2.000 francs — Taxe vicinale 400 francs et centimes additionnels 80 francs du rôle 251 Article 706 Exercice 1954, le montant de l'arrêté n° 705 du 8 août 1956 susvisé.

ARR. 2. — Est diminué d'une somme de Quatre mille huit cent quarante francs, au titre d'impôt général sur le revenu 4.000 francs — Taxe de circonscription 700 francs et centimes additionnels 140 frs. du rôle 283 Article 376 Exercice 1955, le montant de l'arrêté n° 705 du 8 août 1956 susvisé.

ART. 3. — Le Trésorier-Payeur, Chef du Service des Contributions Directes et le Directeur des Finances sont chargés chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 février 1957.

G. APÉDO-AMAH.

Délégation de signature

Par arrêtés et décisions du Ministre des Finances :

N° 15/MF/F du :

19 février 1957. — M. Gros Aimé, Chef de Bureau hors classe d'Administration Générale d'Outre-Mer, en mission au Togo, est substitué à M. Emiry Olivier en tant qu'Ordonnateur-Délégué dans les attributions prévues aux articles 2 et 3 de l'arrêté n° 14/MF du 25 octobre 1956.

Les attributions de M. Signat Marcol demeurent celles fixées par l'article 1^{er} du même arrêté.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 25 février 1957.

Engagement

N° 11/MF/F. du :

18 février 1957. — Le nommé Godard Michel est engagé en qualité de boy au salaire mensuel de cinq mille francs (5.000 frs.) 3^e catégorie pour servir auprès de M. Nabonne René, Inspecteur de la France d'Outre-Mer, Conseiller Financier.

La dépense correspondante est imputable au Budget Local — Exercice 1957 — Chapitre 5 — Article 3.

La présente décision aura effet pour compter du 14 février 1957.

Pensions

N° 12/MF du :

15 février 1957. — Une pension pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre vingt neuf mille quatre cent quarante (89.440) francs CFA pour compter du 1^{er} janvier 1957 est attribuée sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-Ouvrier hors classe des Travaux Publics Doussou Tèvi Victor (indice 410, pourcentage 52 %).

N° 13/MF du :

15 février 1957. — Une pension pour invalidité non imputable au service au taux annuel de Soixante neuf mille (69.000) francs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1956 est attribuée sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-Ouvrier Principal de 2^e classe des C.F.T. Agboli Otto (indice 360, pourcentage 46 %).

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe II-b) du décret du 29 mars 1954, le pourcentage du minimum vital est fixé à 92%.

Le montant annuel du minimum garanti prévu à l'article 1^{er} du décret du 30 mars 1955 est de Quarante six mille sept cent trente six (46.736) francs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1956.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 1058-55/F du 29 décembre 1955, l'intéressé pourra prétendre, sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de ses enfants désignés ci-après :

Allocations familiales :

Agboli Otto Koffi né en 1945
 Agboli Otto Kokou né en 1948
 Agboli Otto Auna née le 3 mars 1953
 Agboli Otto Michel né le 29 septembre 1954
 Agboli Otto Komlan né le 7 avril 1955
 Agboli Otto Koffi né le 20 mai 1955.

b) *Primes aux 1^{ers} âges au taux de 3.000 francs l'an (2^e tranche)*

Pendant la période du 7 avril 1956 au 6 avril 1957 pour l'enfant Agboli Otto Komlan né le 7 avril 1955.

Pendant la période du 20 mai 1956 au 19 mai 1957 pour l'enfant Agboli Otto Koffi né le 20 mai 1955.

N° 14/MF du :

15 février 1957. — Une pension pour invalidité non imputable au service au taux annuel de Quarante deux mille huit (42.008) francs CFA pour compter du 1^{er} décembre 1956 est attribuée sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-Chef d'équipe de 2^e classe des C.F.T. Agboton Barthélémy (indice 330, pourcentage 31 %).

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe II-b) du décret du 29 mars 1954, le pourcentage du minimum vital est fixé à 62 %.

Le montant annuel du minimum garanti prévu à l'article 1^{er} du décret du 30 mars 1955 est de Trente et un mille quatre cent quatre vingt seize (31.496) francs CFA pour compter du 1^{er} décembre 1956.

**MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
 DES TRANSPORTS, DES MINES, DES DOMAINES
 ET DES TRANSMISSIONS**

ARRETE N° 3/MTP/PTT du 4 janvier 1957 portant modification des taxes accessoires afférentes aux colis postaux du Régime de l'Union Française.

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer, et l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 541-50/PTT. du 10 juillet 1950 rendant exécutoire la délibération n° 9-50 du 15 avril 1950 de l'Assemblée Représentative Togolaise fixant la quote part territoriale revenant au Togo pour le service des colis postaux;

Vu l'arrêté n° 424-53/PTT. du 15 juin 1953 portant modification des taxes principales et accessoires des colis postaux du régime de l'Union Française, ensemble l'arrêté n° 881-53/PP. du 10 décembre 1953 qui l'a modifié;

Vu la lettre n° VI A/2/1709/B. 620 du 7 décembre 1956 du Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones du Gouvernement de la République Française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités et taxes accessoires exprimées en francs métropolitains, afférentes aux colis postaux du Régime de l'Union Française fixées conformément au tableau figurant en annexe II de l'arrêté n° 424-53/PTT. du 15 juin 1953 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

III Droit de remballage (ce droit ne s'applique pas aux colis expédiés de la France Continentale à destination de la Corse) 80 Frcs »

Les autres taxes demeurent inchangées.

ART. 2. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1957 et sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Lomé, le 4 janvier 1957.

F. MAMA.

ARRETE N° 12/MIN/TP du 14 janvier 1957 fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 1^{er} semestre 1957.

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 578/TP, du 22 juin 1956 fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2^e semestre 1956;

* Sur les propositions de l'Union Electrique d'outre-mer, Concessionnaire pour la distribution de l'énergie électrique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique est fixée comme suit :

C.	=	14,075
E.	=	1.552,370
M.	=	8,880;
S.	=	311,962;
J.	=	75,69

ART. 2. — En application de ces coefficients les tarifs maxima homologués pour le 1^{er} semestre 1957, sont fixés comme suit applicable pour Lomé, Anécho, et Porto-Ségué.

Eclairages, usages domestiques et ventilation	46,60 le Kwh
Tous autres usages y compris les réfrigérateurs et moulins à mais	35,00 le Kwh
Force motrice, haute tension	27,99 le Kwh
Usine à glace de l'UNELCO	23,33 le Kwh

ART. 3. — Toutefois, l'UNELCO s'engage à appliquer les tarifs suivants pour le 1^{er} semestre 1957 :

Eclairages, usages domestiques et ventilation	40,00 le Kwh
Tous autres usages y compris les réfrigérateurs et moulins à mais alimentés en basse tension	30,00 le Kwh
Force motrice, haute tension	24,00 le Kwh
Usine à glace	20,00 le Kwh

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1957.

F. MAMA.

Par arrêtés du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions :

N° 106/A/MTP/TP du :

22 décembre 1956. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 2 janvier 1957 au 16 janvier 1957 au sujet de l'installation de deux cuves à

hydrocarbures à Palimé par la C.F.D.P.A. comprenant une cuve à essence de 7.500 litres et une cuve à pétrole de 7.500 litres. Cet établissement fait partie de la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et les renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Palimé, pendant quinze jours à partir du 2 janvier 1957, pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables, aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'Administrateur-Maire de Palimé a la charge, sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'Administrateur-Maire de Palimé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Palimé dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 108/A/MTP/TP du :

27 décembre 1956. — L'U.A.C. est autorisée à installer à Nuatja une cuve à essence de 10.000 litres conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 14 août 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 109/A/MTP/TP du :

27 décembre 1956. — La Cie F.A.O. est autorisée à installer à Anécho 2 cuves à essence de 10.000 litres chacune, conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 29 août 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 110/A/MTP/TP du :

27 décembre 1956. — La BP. (West Africa) est autorisée à installer à Aného 3 cuves à hydrocarbures de 10.000 litres (essence, gaz-oil, pétrole) chacune, conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette société et joints à sa demande du 14 septembre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 4/A/MTP/TP du :

4 janvier 1957. — La C.F.D.P.A. est autorisée à installer à Lomé (angle route intercoloniale Lomé-Aného et de la rue de la Mission) deux cuves à hydrocarbures d'une capacité respective de 10.000 litres et 15.000 litres conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 27 septembre.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 5/A/MTP/TP du :

4 janvier 1957. — La C.F.D.P.A. est autorisée à installer à Lomé (angle route de Palimé rue Van-Lare) deux cuves à hydrocarbures d'une capacité respective de 10.000 et 15.000 litres, conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 28 septembre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 17/A/MTP/TP du :

22 janvier 1957. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 28 janvier 1957 au 11 février 1957, au sujet de l'installation d'une cuve à essence, d'une capacité de 10.000 litres, à Lomé par la C.I.C.A. (terrain route de Palimé). Cet établissement fait partie de la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé pendant quinze jours à partir du 28 janvier 1957, pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé a la charge, sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 18/A/MTP/TP du :

22 janvier 1957. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 28 janvier 1957 au 11 février 1957, au sujet de l'installation de deux cuves à hydrocarbures à Lomé par la C.I.C.A., comprenant une cuve à essence et une cuve à gas-oil d'une capacité respective de 10.000 litres (terrain embranchement route Atakpamé, route terrain d'aviation). Cet établissement fait partie de la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé pendant quinze jours à partir du 28 janvier 1957, pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables, aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé a la charge, sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 19/A/MTP/TP du :

22 janvier 1957. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 28 janvier 1957 au 31 février 1957, au sujet de l'installation d'une cuve à essence à Palimé par la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale. Cet établissement fait partie de la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Palimé pendant quinze jours à partir du 28 janvier 1957, pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables, aux personnes qui désireront à prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Palimé a la charge, sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Palimé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Palimé dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 21/D/MTP/TP du :

22 janvier 1957. — Est prorogée, pour compter du 4 mars 1957, la durée de validité de l'autorisation d'importation des substances explosives au Togo accordée par décision n° 373-D du 4 mars 1955 à la Compagnie Pechiney à Chra (Cercle d'Atakpamé) pour une période de six mois.

Nomination

N° 16/MTP/Cab. du :

18 janvier 1957. — M. Koffi Salomon, Secrétaire au Cabinet du Ministère des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions, est nommé Dépositaire-Comptable du matériel en service à ce Département.

En cette qualité M. Koffi Salomon est chargé de la prise en charge du matériel et objet, de l'annotation des factures adressées au Ministère, ainsi que la tenue des registres et inventaires réglementaires.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} octobre 1956.

Affectations

N° 1/D/MTP/TP du :

3 janvier 1957. — M. Lepore Max, Agent Contractuel des Travaux Publics, mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines,

Domaine et Transmissions par décision n° 335/PM-FP du 27 décembre 1956, est mis à la disposition du Chef du Service des Travaux Publics.

N° 6/MTP/Cab. du :

4 janvier 1957. — Est affecté au Ministère des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions, le Chauffeur permanent, des P.T.T. Ames Georges, 4^e Catégorie Echelle D, précédemment en service à la Direction des Postes et Télécommunications du Togo.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1956.

N° 9/MTP/Cab. du :

8 janvier 1957. — M. Tognoni Aldo, Garde Magasin Contractuel des C.F.T., mis à la disposition du Ministère des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaine et Transmissions par décision n° 317/PM-FP du 26 décembre 1956 de M. le Premier Ministre, est affecté au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf.

N° 13/D/MTP/TP du :

14 janvier 1957. — M. Lepore Max, Agent contractuel des Travaux Publics, mis à la disposition du Ministère des Travaux Publics par décision n° 1/D-MTP/TP du 3 janvier 1957, est mis à la disposition du Chef de la Subdivision des Travaux Publics du Nord à Sokodé.

N° 20/MTP/PTT. du :

22 janvier 1957. — M. Dosseh Benjamin, Chef de Section des Services administratifs de 1^{re} classe du Cadre Général des Postes et Télécommunications de la France d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir au Togo et attendu à Lomé le 25 janvier 1957, est mis à la disposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications.

Changement de corps — Reclassement

N° 105/MTP/CFT. du :

21 décembre 1956. — L'Agent permanent Kokou Joseph, N° Mle. 11.556, titulaire du C.E.P.E., engagé au Réseau des C.F.T et du Wharf le 1^{er} février 1953 où il a servi jusqu'ici en qualité de manœuvre, est nommé garçon de Bureau et reclassé à l'Echelle C Echelon 2 soit 28,50 de l'heure pour compter du 1^{er} décembre 1956.

Engagement

N° 114/MTP/Cab. du :

27 décembre 1956. — Est engagé comme manœuvre au salaire de 166 francs par jour et affecté au Minis-

lère des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, pour l'entretien des jardins du Ministère, le nommé Nadjombe Idrissou.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 15 octobre 1956.

N° 8/MTP/CFT du :

8 janvier 1957. — M. Batala Koumana Joseph, né vers 1934 à Kouka (Niamtougou) est embauché au titre de la Convention Collective Ferroviaire en qualité d'aide ouvrier Ajusteur-Soudeur et mis à la disposition du Directeur du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo.

Il est classé à l'Echelle C échelon 1 et inscrit au Registre Matricule des agents permanents sous le n° 11.633.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Recrutement

N° 7/MTP/PTT. du :

5 janvier 1957. — MM. Atikossie Emmanuel, Domingue Aboudou et Adjanon A. Christophe sont recrutés pour compter du 2 janvier 1957 en qualité d'agents journaliers permanents du Service des Postes et Télécommunications et affectés à ce titre à la Recette Principale des PTT à Lomé.

Les intéressés sont classés à la 2^e catégorie Echelle A de la hiérarchie des agents journaliers permanents du Secteur Public.

Leur salaire mensuel soit 6.030 francs est imputable sur les crédits du Budget Local, Chapitre 21 Article I.

Cessation de fonctions

N° 11/MTP/CFT du :

27 décembre 1957. — Est constatée pour compter du 1^{er} février 1957 et conformément aux dispositions de l'article II, paragraphe A, 2^e alinéa de la Convention Collective Ferroviaire rendue applicable par l'arrêté n° 940 du 14 octobre 1954, la cessation de fonctions de M. Temson Théodore N° Mle. 11.539, manœuvre permanent, Echelle A échelon I, né vers 1895, engagé au Réseau le 21 février 1955, atteint par limite d'âge.

M. Temson Théodore qui compte moins de trois ans d'ancienneté de service (engagé le 21 février 1955) ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera maudaté en faveur de M. Temson qui n'a bénéficié d'aucune permission d'absence depuis son embauche le 21 février 1955, une indemnité compensatrice de congé égale à 23 jours de salaire.

Démissions

N° 104/MTP/CFT du :

19 décembre 1956. — Est acceptée pour compter du 1^{er} janvier 1957, la démission de son emploi offerte par le poseur permanent Djatto Etienne N° Mle. 10.793 Echelle A échelon 2 en service au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo (Voie et Bâtiments).

M. Djatto Etienne qui compte moins de 10 ans d'ancienneté de service (date d'embauche en 1932) ne peut prétendre à l'indemnité de licenciement.

Toutefois, M. Djatto Etienne qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 2 juin 1955 aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 19 jours de salaire.

N° 107/MTP/CFT du :

22 décembre 1956. — Est acceptée pour compter du 16 janvier 1957, la démission de son emploi offerte par le chef-manœuvre permanent Adjinon William N° Mle. 10.312 Echelle E échelon 7 en service au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo (Exploitation).

M. Adjinon William qui compte plus de 10 ans d'ancienneté de service (embauché le 16 janvier 1940) et dont la démission est acceptée dans les conditions définies par l'article II de la Convention Collective Ferroviaire, peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement égale à 20% du salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de présence sans que cette indemnité puisse dépasser 4 mensualités.

En outre, M. Adjinon qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 15 mars 1956, aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 10 jours de salaire.

N° 112/MTP/CFT. du :

27 décembre 1956. — Est acceptée pour compter du 1^{er} janvier 1957, la démission de son emploi offerte par le manœuvre permanent Komlan Dogbé N° Mle. 10.871 Echelle C échelon 5 en service au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo. (Voie et Bâtiments).

M. Komlan Dogbé qui compte plus de 10 ans d'ancienneté de service (embauché le 27 avril 1946), et dont la démission est acceptée dans les conditions définies par l'article II de la Convention Collective Ferroviaire peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement égale à 20 % du salaire moyen des 12 derniers mois pour chaque année de présence, sans que cette indemnité puisse dépasser 4 mensualités.

En outre, M. Komlan qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 14 mai 1955 et qui par contre a obtenu une permission d'absence exceptionnelle de 5 jours en 1956, aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 15 jours de salaire.

N° 11/MTP/CFT du :

14 janvier 1957. — Est acceptée pour compter du 6 décembre 1956, la démission de son emploi offerte par le cantonnier permanent Robert Tamegnon N° Mle. 11.305 Echelle B échelon 2 en service au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf (Voie et Bâtiments).

M. Tamegnon qui compte moins de 10 ans d'ancienneté de service (date d'embauche : 8 juillet 1954) ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, M. Tamegnon qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 26 décembre 1955, aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 12 jours de salaire.

N° 15/D/MTP/TP du :

15 janvier 1957. — Est acceptée la démission de son emploi formulée par M. De Souza François, agent permanent en service à la Subdivision des Travaux Publics du Centre, pour compter du 31 décembre 1956.

N° 96/MTP/CFT du :

18 février 1957. — Est acceptée pour compter du 1^{er} mars 1957, la démission de son emploi offerte par le manoeuvre permanent Kalaré Kolani N° Mle. 11.502 Echelle B échelon 2 en service au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf (Voie et Bâtiments).

M. Kolani qui compte moins de dix ans d'ancienneté de service (embauché le 12 février 1954) ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

En outre, M. Kolani qui n'a obtenu aucun congé depuis le 12 février 1954 aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 26 jours de salaire.

N° 97/MTP/CFT du :

18 février 1957. — Est acceptée pour compter du 1^{er} mars 1957, la démission de son emploi offerte par le poseur permanent Bamela Anigamawo N° Mle. 11.408 Echelle A échelon 2, en service au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo (Voie et Bâtiments).

M. Bamela qui compte moins de dix ans d'ancienneté de service (embauché en 1950) ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, M. Bamela qui n'a obtenu aucun congé depuis le 3 novembre 1955 aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 16 jours de salaire.

Compagnies d'Assurances

N° 72/MTP/TP du :

24 novembre 1956. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 486-51/TP du 13 juillet 1951 est complété comme suit :

Compagnies :

L'Urbaine et la Seine
La préservatrice-Accidents
La Mutuelle Générale Française-Accidents

Représentants locaux :

Société Afrique Marchande (S.A.M.)
R. Walter & Cie.
La Mutuelle Générale Française-Accidents au Togo
L'article 2 du même arrêté est complété comme suit :

Pour l'Urbaine et la Seine

M. Magnier, Directeur de la S.A.M.

Pour la préservatrice-accidents

M. Walter Roland, Directeur de la Cie. R. Walter

Pour la Mutuelle Générale Française-Accidents

M. Douard Xavier, Agent de cette Compagnie à Lomé.

N° 35/MTP/TP du :

2 février 1957. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 72/MTP/TP du 24 novembre 1956 est complété comme suit :

Compagnie :

La Concorde

Représentant Local :

Compagnie Industrielle de la Côte d'Afrique (C.I.-C.A.)

Pour la Concorde

M. Schneider Pierre, Agent Général de la C.I.C.A.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORETS

Affectation

Par décision du ministre de l'Agriculture de l'Elevage et des Eaux et Forêts :

N° 7/D/MA/EF du :

16 février 1957. — M. Remaury Charles, Ingénieur 2^e classe, 3^e Echelon des Travaux des Eaux et Forêts de l'A.O.F., est nommé Chef de l'Inspection Forestière du Sud avec résidence à Lomé.

M. Remaury Charles, est chargé en outre de l'intérim de l'Inspection Forestière du Centre pour le Cercle de Klouto, M. Daguin Jean restant chargé de l'intérim de cette Inspection pour le Cercle du Centre.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

ARRETE N° 12/MTAS du 4 février 1957 fixant la composition de la Commission Mixte Paritaire en vue de la conclusion d'une Convention Collective pour le Commerce.

Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi française n° 1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du Travail et en particulier en son article 73;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une Commission Mixte Paritaire est instituée au Togo auprès du Ministère du Travail et des Affaires Sociales qui en assure la Présidence en personne ou par délégation.

ART. 2. — La Commission Mixte Paritaire prévue à l'article 1^{er} a pour attributions d'élaborer une Convention Collective du Travail ayant pour objet de régler les rapports entre employeurs et travailleurs du Commerce sur l'ensemble du Territoire de la République Autonome du Togo.

ART. 3. — Sont appelés à faire partie de la Commission Mixte Paritaire,

du côté des employeurs :

- 3 Représentants du S.C.I.M.P.E.X.
- 1 Représentant du Syndicat des Patrons Artisans

du côté des travailleurs :

- 2 Représentants de l'Union des Syndicats Confédérés du Togo
- 1 Représentant de la Confédération Africaine des Travailleurs croyants
- 1 Représentant du Syndicat des employés ouvriers européens du Togo :

ART. 4. — Les organisations et groupements prévus au paragraphe précédent désignent leurs représentants et en communiquent la liste au Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

ART. 5. — Les représentants des organisations syndicales ou de tout autre groupement professionnel appelés à signer au nom desdites organisations ou groupements doivent, dès l'ouverture des séances de la Commission, produire la justification de leurs pouvoirs.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 février 1957.

L. B. YWASSA

ARRETE N° 13/MTAS du 13 février 1957 portant admission des mères célibataires salariées au bénéfice du régime des prestations familiales.

Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi française n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du Travail dans les territoires d'outre-mer et territoires associés relevant du Ministère de la F.O.M., spécialement son article 237;

Vu l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956, portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du Togo et notamment son article 33;

Vu l'arrêté n° 385-56/ITLS. du 30 avril 1956 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Caisse de Compensation du Territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 679-56/ITLS. du 28 juillet 1956 fixant le règlement intérieur de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo;

Vu l'avis donné par la Commission Consultative du Travail en sa séance du 27 décembre 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les mères célibataires salariées sont admises au bénéfice du régime des prestations familiales instituées par arrêté n° 242-56/ITLS du 15 mars 1956, à compter de la date d'attribution prévue par les textes en vigueur pour les différentes catégories de prestations.

ART. 2. — Les mères célibataires salariées sont dispensées de la production des certificats de mariage et divorce prévus par les articles 10 et 11 de l'arrêté n° 679-56/ITLS du 28 juillet 1956.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1957.

L. B. YWASSA.

Nomination

Par arrêtés du ministre du travail et des affaires sociales :

N° 14/MTAS/MIP du :

15 février 1957. — M. Bekoutaré Kanao Roger; Instituteur Adjoint Stagiaire en service à Sokodé; est nommé Attaché au Cabinet du Ministère du Travail et des Affaires Sociales.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} mars 1957.

N° 15/MTAS/MIP du :

15 février 1957. — M. André David, Inspecteur d'Académie de 4^e classe, Directeur du Service de l'Enseignement du Togo, est nommé Conseiller Technique du Ministre du Travail et des Affaires Sociales; Ministre de l'Instruction Publique.

M. André David exercera les fonctions de Conseiller Technique prévues à l'article 1^{er} cumulativement avec celles de Directeur du Service de l'Enseignement du Togo.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 15 février 1957.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

Nomination

Par arrêté du Ministre de l'Economie et du Plan :
N° 69/MEP. du :

5 février 1957. — M. Jean Bitakui est nommé en qualité de Secrétaire-Trésorier de la Société de Prévoyance de Bassari au salaire mensuel de 5.090

francs par mois, plus l'indemnité de responsabilité de caisse de 2.000 francs par mois.

La présente nomination prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1957.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DECISION N° 18/MIP. du 6 février 1957 fixant les dates d'examens professionnels.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Instruction Publique;

Vu le décret 56-56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des membres du Conseil des Ministres;

Vu l'arrêté n° 2/PM. du 27 septembre 1956;

Vu l'arrêté n° 175-49/E. du 1^{er} mars 1949 organisant le certificat d'aptitude pédagogique et son modificatif en date du 8 mars 1956;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves écrites du Certificat d'Aptitude Pédagogique (cadre supérieur) auront lieu le 2 avril 1957 dans les centres organisés à cet effet.

ART. 2. — La date de clôture des inscriptions à cet examen est fixée au 2 mars 1957.

ART. 3. — Le Directeur de l'Enseignement est chargé de l'organisation technique de ces divers examens — désignation des centres d'examens, établissement des listes des candidats admis à se présenter, nomination des membres des commissions et jurys etc.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 6 février 1957.

N. GRUNTZKY.

Recrutement

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre, Ministre de l'Instruction Publique :

N° 24/D/MIP du :

11 février 1957. — Mme. Millet née Tiger Suzanne, titulaire d'une licence es-lettres, est engagée à titre précaire et essentiellement révocable, pour l'année scolaire 1956-57 en qualité de professeur auxiliaire au salaire mensuel de 42.000 francs à l'exclusion de tous accessoires et indemnités.

Mme. Millet est mise à la disposition du Directeur de l'Enseignement pour servir au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, en remplacement numérique de M. Joyeux, professeur agrégé non installé.

La présente décision prendra effet pour compter du 15 novembre 1956.

N° 26/MIP du :

10 février 1957. — M. d'Almeida César, titulaire du CEPE est engagé pour compter du 29 janvier 1957 en qualité de moniteur journalier au salaire mensuel de 6.030 francs, en remplacement de Mme. Bamezon Félicie, licenciée.

M. d'Almeida César est affecté à Amoussoukopé (Cerele de Klouto).

Prolongation de service

N° 25/D/MIP du :

11 février 1957. — Est prolongé du 31 janvier au 28 février 1957 inclus, le service de Mademoiselle Agbodjan Claire, monitrice suppléante de l'Enseignement officiel recrutée par décision n° 57/MIP du 17 décembre 1956, en remplacement de Mme. Akue Bernadette en congé de maladie.

Mlle. Agbodjan est affectée à l'Ecole Sanoussi Lomé.

Cours de spécialité

N° 19/MIP. du :

7 février 1957. — Les fonctionnaires et assimilés, professeurs et chargés de cours au Collège de Sokodé percevront pour le 4^e trimestre 1956 des indemnités pour les heures de cours de spécialités et pour les heures de suppléances dont le total hebdomadaire est indiqué en regard de leurs noms, conformément aux taux fixés par l'arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950 et aux catégories désignées ci-après :

Taux professeurs certifiés-licenciés — Cadre Normal
18 heures

Mme. Sallet Germaine, 1 heure par semaine

Taux adjoints d'enseignement : 18 heures

Mlle. Chamming's Janine, 2 heures par semaine

M. Guyon André, 8 heures par semaine

Taux Instituteurs Principaux : 18 heures

M. Morin Charles, 4 heures par semaine

Taux Instituteurs : 18 heures

M. Lassey Faustin, 6 heures par semaine

Les fonctionnaires et assimilés, professeurs et chargés de cours au Collège de Sokodé percevront pour le 4^e trimestre 1956 des indemnités pour les heures de cours de spécialités et pour les heures de suppléances dont le total pour le trimestre est indiqué en regard de leurs noms, conformément aux taux fixés par l'arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950, aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 de l'arrêté n° 132-49/E du 16 février 1949 et aux catégories désignées ci-après :

Taux adjoints d'enseignement : 18 heures

Mlle. Pabion Andrée, 18 heures pour le trimestre

Taux Instituteurs Principaux : 18 heures

M. Courrieu Hector, 16 heures pour le trimestre

M. Liquet Jean-Marie, 54 heures pour le trimestre

Taux Instituteurs : 18 heures

Mme. Courrieu Georgette, 8 heures pour le trimestre

Ces indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le Directeur du Collège de Sokodé et certifiée conforme par le Directeur de l'Enseignement.

Indemnités

N° 20/D/MIP. :

11 février 1957. — M. Vincent Jacques, professeur licencié certifié 5^e échelon au lycée Gouverneur Bonnacarrère percevra une indemnité pour 6 heures de cours de suppléances effectuées au Lycée Gouverneur Bonnacarrère pendant les mois de novembre et de décembre 1956 en remplacement de Mme. Eisenberg Geneviève, titulaire d'un congé de maternité.

Mme. Millet Suzanne, professeur auxiliaire au Lycée Gouverneur Bonnacarrère, assimilée à adjointe d'Enseignement 1^{er} échelon percevra une indemnité pour 16 h. 1/2 de cours de suppléances effectuées au Lycée Gouverneur Bonnacarrère pendant les mois de novembre et de décembre 1956 en remplacement de Mme. Eisenberg Geneviève, titulaire d'un congé de maternité.

Ces indemnités pour cours de suppléances seront payées à M. Vincent au taux professeurs certifiés licenciés — cadre normal — 18 heures et à Mme. Millet au cadre normal — 18 heures et à Mme. Millet au taux adjoints d'enseignement — 18 heures conformément à l'arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950.

Ces indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le Proviseur du Lycée et certifiée conforme par le Directeur de l'Enseignement.

Licenciement

N° 27/MIP du :

10 février 1957. — Est considérée comme démissionnaire pour compter du 29 janvier 1957, la monitrice journalière de l'Enseignement Mme. Bamezon Félicie en service à Bogamé (Cercle de Tsévié) en position d'absence illégale depuis cette date.

Compte tenu du motif de son licenciement Mme. Bamezon Félicie ne peut prétendre ni au bénéfice de l'indemnité de licenciement ni à préavis.

Compte tenu qu'elle a eu un congé du 15 juillet au 15 octobre 1956 suivi d'un congé de maternité de 17 semaines, Mme. Bamezon ne peut prétendre à aucune indemnité compensatrice de congé.

Bourses

N° 5/MIP du :

5 février 1957. — Sont attribuées des bourses entières d'enseignement supérieur dans la Métropole pour l'année scolaire 1956-57 à :

1° — Koffi Omer, Elève de 1^{re} année à l'Ecole Nationale d'Agriculture de Grignon.

2° — Acouétey Théodore, Elève à la Faculté de droit de Lyon.

La dépense résultant du paiement de ces bourses est imputable au budget local — Exercice 1957 — Chapitre 40 article I — paragraphe I.

C. E. P. E.

N° 6/MIP. du :

11 février 1957. — Sont déclarés admis à l'examen du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires session 1956, les candidats dont les noms suivent, par ordre alphabétique et par centre d'examen :

Centre de Lomé (Cathédrale)

- 1° — Abalo Félix, Ecole P.L. Atayi
- 2° — Abalo Gabriel, M.C. Amoutivé
- 3° — Abodi Adéline, M.E. Lomé-Filles
- 4° — Aboni Paul, M.C. Nyékonakpoé
- 5° — Abossé Cyprien, M.C. Amoutivé
- 6° — Acakpo Messanvi Arthur, Ecole Off. Sangué
- 7° — Adanlété Messan Alfred, Collège St. Joseph
- 8° — Adanoudo Florence, M.E. Lomé-Filles
- 9° — Adiha Hilaire, E.O. Marius-Moutet
- 10° — Adjallé Benoît, M.C. Amoutivé
- 11° — Adjallé Akoua Jeannette, N.D.A. Lomé
- 12° — Adjamgba Rosine, N.D.A. Amoutivé
- 13° — Adjété Epiphanie, M.E. Ahanoukopé
- 14° — Adjété Thimothée, E.O. Bè
- 15° — Adognon Séverin, M.C. Amoutivé
- 16° — Adoté Kpakpo, Candidat libre de Lomé
- 17° — Adoté Kpakpo, E.O. Marius-Moutet
- 18° — Adoléhouné Suzanne, C.A. Sanoussi
- 19° — Adoukonou Eustache, Candidat libre de Lomé
- 20° — Aduayom Christine, E.O. Etoiles
- 21° — Afangbédji Rosaline, E.O. Etoiles
- 22° — Afangniké Tchana Akouété, M.E. Ahanoukopé
- 23° — Agbada Ayao, E.O. Agouévé
- 24° — Agbati Maximin, E.O. Sanoussi
- 25° — Aghamévo Yawovi, E.O. Afiao
- 26° — Agbédoglo Messavi, C.A. Avépozo
- 27° — Agbénou Martin, Ecole P.L. Atayi
- 28° — Agbézouké Jean, M.E. Ahanoukopé
- 29° — Agbétrobou Richard, M.C. Cathédrale
- 30° — Agbodjan Christian, Ecole P.L. Atayi
- 31° — Agbodjan Crescence, M.C. Amoutivé
- 32° — Agbodjan Kokouvi François, M.C. Amoutivé
- 33° — Agbodjan Victoria, N.D.A. Amoutivé
- 34° — Agbodjan Claude, E.O. Rte. d'Anécho
- 35° — Agbodjé François, Ecole P.L. Atayi
- 36° — Agbogan Dovi Philomène, N.D.A. Lomé
- 37° — Agbogan Assoupi Salomé, N.D.A. Lomé
- 38° — Agondjé Sessi, E.O. Rte. d'Anécho
- 39° — Aguigab Nestor Goudjo, Collège St. Joseph
- 40° — Agoudétsé Prosper Emmanuel, M.E. Ahanoukopé
- 41° — Agoudo Gbato, M.C. Nyékonakpoé
- 42° — Aholou Pierre, E.O. Bè
- 43° — Ahouandjinou Michel, E.O. Bè
- 44° — Ajavon Sébastien, E.O. Rte. d'Anécho
- 45° — Ajavon Cyrille, Ecole officielle Etoiles
- 46° — Ajavon Roger, Ecole officielle Etoiles

- 47° — Akakpo Fidélia, Ecole off. Lomé-Filles
 48° — Akakpo Patrice, M.C. Cathédrale
 49° — Akakpo Gabriel, M.C. Cathédrale
 50° — Akakpossa Antoine, M.C. Nyékonakpoé
 51° — Akamanh Jean-Marie, M.C. Nyékonakpoé
 52° — Akator Isaïe, Candidat libre de Lomé
 53° — Akatie Amélie, M.E. Lomé-Filles
 54° — Akakpo Joseph, M.C. Amoutivé
 55° — Akakpo Mathias, M.C. Amoutivé
 56° — Akadja Antoine, E.O. Agouévé
 57° — Akakpo Kodjo Albert, E.O. Sanoussi
 58° — Aké Ayawo Thomas, M.C. Amoutivé
 59° — Akakpo Alex, Candidat libre de Lomé
 60° — Aguey Christian, E.O. Marius-Moutet
 61° — Akakpo Kossi Louis, Candidat libre de Lomé
 62° — Akouété Colette, E.O. Etoiles
 63° — Akouété Koffi, M.E. Ahanoukopé
 64° — Akoussan Pascal, M.C. Amoutivé
 65° — Akouétey Benoît, M.C. Cathédrale
 66° — Akué Mathias, E.O. Marius-Moutet
 67° — Akouesson Gérard, Ecole P.L. Atayi
 68° — Akototsé Emmanuel, M.C. Nyékonakpoé
 69° — Aklassou Pauline, E.O. Bè
 70° — Akpaki Koffi Parfait, Collège St. Joseph
 71° — Akpokli Lauretta, E.O. Lomé-Filles
 72° — Akpabie Lambert, M.C. Amoutivé
 73° — d'Almeida Antoine, M.C. Amoutivé
 74° — Alavo Alexandre, E.O. Bè
 75° — d'Almeida Edouard, E.O. Sanoussi
 76° — d'Almeida Ayi, E.O. des Etoiles
 77° — d'Almeida Gaétan Désiré, Collège St. Joseph
 78° — Amadou Isaac, M.E. Ahanoukopé
 79° — Amégnigbé Kossi Emmanuel, M.C. Amoutivé
 80° — Améléwonou Hermann, Ecole P.L. Atayi
 81° — Amégee Jacques Yaovi, Collège St. Joseph
 82° — Amégee Alex, M.C. Amoutivé
 83° — Amégandjin Désiré Placide, M.C. Avépozo
 84° — Amégnaglo Jean, E.O. Agouévé
 85° — Amétoégninou Michel, M.E. Ahanoukopé
 86° — Amédjro Amouzou, E.O. Marius-Moutet
 87° — Amoussou Ayi Joseph, E.O. Marius-Moutet
 88° — Améganvie Kpadénou Charles, M.E. Ahanoukopé
 89° — Amoussou Colette, N.D.A. Lomé
 90° — Amouzou Alexandre, E.O. Sanoussi
 91° — Amouzou Bernard, Ecole P.L. Atayi
 92° — Amouzou Sovissi, E.O. Bè
 93° — Amouzou Bernard, C.A. Samoussi
 94° — Amouzou Félix, M.C. Nyékonakpoé
 95° — Anthony Mathilde, M.E. Lomé-Filles
 96° — Anthony Néritha, M.E. Lomé-Filles
 97° — Anani Raphaël, M.C. Cathédrale
 98° — Aniglo Gilles, M.C. Amoutivé
 99° — Anipah Victor, M.C. Amoutivé
 100° — Ahougah Martin, M.C. Amoutivé
 101° — Aouissi Dokita, C.C. Evangélique
 102° — Aoussa Kpatcha, E.O. Rte. d'Anécho
 103° — Apaloo Joséphine Stella Marie, N.D.A. Lomé
 104° — Apété Justine, E.O. Lomé-Filles
 105° — Aquéréburu Monique, E.O. Lomé-Filles
 106° — Aquéréburu Bergson, Candidat libre Lomé
 107° — Aquéréburu Marie Espoir, E.O. M-Moutet
 108° — Assognon Cyprien, E.O. Rte. d'Anécho
 109° — Atayi Grâce, E.O. Lomé-Filles
 110° — Atayi Léontine, E.O. des Etoiles
 111° — Adategnon Germain, E.O. Marius-Moutet
 112° — Attigloh Josepha, E.O. Bè
 113° — Attikossie Adjé Isaac, M.E. Ahanoukopé
 114° — Awlimé Koffi Philippe, E.O. Sanoussi
 115° — Awuku Kwassi Ruben, Candidat libre Lomé
 116° — Awoulité Amoussouvi Pascal, Collège St. Joseph
 117° — Ayivi Léopold, E.O. Agouévé
 118° — Ayawo Adolphe, M.C. Cathédrale
 119° — Ayekpor Alexandre, M.C. Cathédrale
 120° — Ayi Cyriaque, Ecole P.L. Atayi
 121° — Ayivor Georges, E.O. Sanoussi
 122° — Barsonou Adjowa Véronique, N.D.A. Lomé
 123° — Bessan Jean-Marie, M.C. Cathédrale
 124° — Blabuh Richard, E.O. des Etoiles
 125° — Bohounsi Hilaire, E.O. Rte. d'Anécho
 126° — Broohm Patrick, M.C. Amoutivé
 127° — Brohn Achille, M.C. Cathédrale
 128° — Brenner Gorges Xavier, C. St. Joseph
 129° — Brenner Gracieuse, N.D.A. Amoutivé
 130° — Brenner Guy Marcel, Collège St. Joseph
 131° — Bruce Henri Vladimir, Collège St. Joseph
 132° — Bruce Ahlisiba Louise, N.D.A. Lomé
 133° — Bruce Madjri Manassé, E.O. Sanoussi
 134° — Cesar Kodjovi Elias, M.C. Cathédrale
 135° — Capochichi Edouard, M.C. Amoutivé
 136° — Claveranne Michèle, E.O. La Marina
 137° — Coaou Gilbert, E.O. des Etoiles
 138° — Clocuh Edouard, Ecole P.L. Atayi
 139° — Clocuh Guillaume, E.O. Marius-Moutet
 140° — Combey Joseph, E.O. Bè
 141° — Coco Claude François, Collège St. Joseph
 142° — Davon Pierre, E.O. Bè
 143° — Dangbo Anani, E.O. des Etoiles
 144° — Dakou Fidélius, E.O. Sanoussi
 145° — David Aimée, N.D.A. Amoutivé
 146° — Dansou Sènou, E.O. Rte. d'Anécho
 147° — Dansou Augustin, C.A. Camp
 148° — Doamekpor Anna, N.D.A. Amoutivé
 149° — Deguey Clément, M.C. Nyékonakpoé
 150° — Doumassi Kossivi René, M.E. Ahanoukopé
 151° — Dogbé Thomas, M.C. Cathédrale
 152° — Dossou Bernard, M.C. Cathédrale
 153° — Doléagbénou Agathe, Ecole P.L. Atayi
 154° — Dossah André, Ecole P.L. Atayi
 155° — Dossou Marcellin, Ecole P.L. Atayi
 156° — Dotsè Marc, Ecole P.L. Atayi
 157° — Dogbé Cécile, E.O. Marius-Moutet
 158° — Dick Richard Tési, M.C. Amoutivé
 159° — Djoko Komi Christian, M.C. Amoutivé
 160° — Djodjoè Emmanuel, E.O. Bè
 161° — Djisam Victor, E.O. Sanoussi
 162° — Djossa Adolphe, E.O. Rte. d'Anécho
 163° — Djabaku Samuel, M.C. Cathédrale
 164° — Djokui Thomas, E.O. des Etoiles
 165° — Dogbé Emmanuel, Candidat libre de Lomé
 166° — Doh James, C.C. Evangélique
 167° — Dossè Sossou Joseph, Candidat libre de Lomé
 168° — Dossou Prosper, C.A. Bè
 169° — Dogbé Agbékogni François, M.C. Adidogomé

- 170° — Dosseh Adolphe, E.O. Rte. d'Anécho
- 171° — Dogbo Gladys, E.O. Lomé-Filles
- 172° — Dos-Reis Aubin, E.O. Rte. d'Anécho
- 173° — Dovi Cyprien, Candidat libre de Lomé
- 174° — Djungno Massiga, E.O. Sanoussi
- 175° — Duho Gottwin, M.C. Amoutivé
- 176° — De Kermadec Erie, E.O. La Marina
- 177° — Eklou Marcellin, M.C. Amoutivé
- 178° — Eklou Pierre, E.O. Marius-Moutet
- 179° — Ekué Léandre, E.O. Marius-Moutet
- 180° — Etorh Adolphe, E.O. Rte d'Anécho
- 181° — Etorh Virginie, N.D.A. Lomé
- 182° — Edzavé Boniface, C.C. Evangélique
- 183° — Efoe Germain, M.C. Cathédrale
- 184° — Esso Kamou, C.A. Camp
- 185° — Ezoukpe Yao Samuel, M.E. Ahanoukopé
- 186° — Fadikpé Marie, N.D.A. Amoutivé
- 187° — Febon Benoît, E.O. des Etoiles.

Centre de Lomé (Ecole officielle des Filles)

- 1° — Fiawoo Rita, E.O. Filles-Lomé
- 2° — Fiawoo Conquérant, E.O. des Etoiles
- 3° — Fiawoo Gladys, E.O. Lomé-Filles
- 4° — Fini Ayaovi Francisca, N.D.A. Lomé
- 5° — Folly Vincent, M.C. Nyékonakpoé
- 6° — Freitas Antonius, E.O. Marius-Moutet
- 7° — Galévo Fridolin, E.O. des Etoiles
- 8° — Gaba Thomas, M.C. Amoutivé
- 9° — Galley Jean, C.A. Sanoussi
- 10° — Gbadago Jean, E.O. des Etoiles
- 11° — Gbaguidi Clément, E.O. des Etoiles
- 12° — Gavi Komi, C.A. Sanoussi
- 13° — Gbédipé Ruben, M.E. Ahanoukopé
- 14° — Gbedey Marcellin, E.O. Marius-Moutet
- 15° — Gbadoé Pierre, M.C. Nyékonakpoé
- 16° — Gbényedji Ayawovi Hélène, N.D.A. Lomé
- 17° — Glassou François, E.O. des Etoiles
- 18° — Géraldo Misibaou, E.O. Rte. d'Anécho
- 19° — Girault Annie, E.O. La Marina
- 20° — Gnanik Alex, M.C. Amoutivé
- 21° — Gnassounou Candide, M.C. Amoutivé
- 22° — Gnassounou Claude Richard, Collège St. Joseph
- 23° — Gnonhoué Claude, Collège St. Joseph
- 24° — Guenouh Marie, N.D.A. Amoutivé
- 25° — Gaouto François, E.O. Rte. d'Anécho
- 26° — Gounoubou Michel, M.C. Amoutivé
- 27° — Gunn Emmanuel, M.C. Amoutivé
- 28° — Gonçalves Eugénie, N.D.A. Amoutivé
- 29° — Goudjo Marc, E.O. Marius-Moutet
- 30° — Gordon Georges, M.E. Ahanoukopé
- 31° — Hanyabui Elisabeth, N.D.A. Amoutivé
- 32° — Hinvé Koffi, E. O. Sanoussi
- 33° — Hlolanénu Anani, M.E. Ahanoukopé
- 34° — Houénou Christine, M.E. Lomé-Filles
- 35° — Hulédé Ekué Alexandre, E.O. Sanoussi
- 36° — Houndjo Pierre, M.C. Cathédrale
- 37° — Houessou Léon, E.O. Bè
- 38° — Houwadan Casimir, E.O. Bè
- 39° — Hotowodoufia Kouami, M.C. Avépozo
- 40° — Hounkadjé Olivier Kpadé, M.C. Amoutivé
- 41° — Houédako Dédévi Marguerite, N.D.A. Lomé

- 42° — Hounkpati Aboki Aristide, Candidat libre de Lomé
- 43° — Honéto Claude, Candidat libre de Lomé
- 44° — Henry Vincent, Candidat libre de Lomé
- 45° — Hunsounoukpé Michel, C.A. Sanoussi
- 46° — Houessouvi Locovi, C.A. Sanoussi
- 47° — Hountondji Lazare, C.A. Sanoussi
- 48° — Inoussa Issifou, E.O. Agouévé
- 49° — Johnson Antoine, E.O. des Etoiles
- 50° — Johnson René, E.O. des Etoiles
- 51° — Johnson François, E.O. des Etoiles
- 52° — Johnson Assan William, Collège St. Joseph
- 53° — Johnson Moïse, E.O. Marius-Moutet
- 54° — Johnson Koffi Noël, Ecole P.L. Atayi
- 55° — Jondoh Vinolia, N.D.A. Amoutivé
- 56° — Kalipé Eugénie, E.O. Lomé-Filles
- 57° — Kamassan Kossi Joseph, M.E. Ahanoukopé
- 58° — Kanyi Chocho Thérèse, N.D.A. Lomé
- 59° — Kede Emmanuel, E.O. Rte. Anécho
- 60° — Kenkou Georges, E.O. Sanoussi
- 61° — Kluvi Kodjo, M.C. Amoutivé
- 62° — Kogbetse Antoine, E.O. Rte d'Anécho
- 63° — Kohlé Afiavi Lucie, N.D.A. Lomé
- 64° — Koffi Théophile, C.A. Sanoussi
- 65° — Kpodar Bernard, E.O. Bè
- 66° — Kpadénu Claude, E.O. Rte. d'Anécho
- 67° — Kpomassie Michel, E.O. Sanoussi
- 68° — Kpomégbé Simon, M.C. Cathédrale
- 69° — Kouao Zéphirin, E.O. Rte. d'Anécho
- 70° — Kouvodou Ablawoavi Thérèse, N.D.A. Lomé
- 71° — Kouanvoh Louise, N.D.A. Amoutivé
- 72° — Koutodjo Victor, M.C. Nyékonakpoé
- 73° — Kouévidjen Dédé Agnès, N.D.A. Lomé
- 74° — Koumako Komlan Amouzou, M.C. Avépozo
- 75° — Koumako Komlan Thomas, M.C. Avépozo
- 76° — Kossigan Alexandre, E.O. des Etoiles
- 77° — Koudadjé Vincent, M.C. Amoutivé
- 78° — Koudjodji Koffi, Ecole P.L. Atayi
- 79° — Kpakpovi Benoît, Ecole P.L. Atayi
- 80° — Kowouvi Anani, E.O. Agouévé
- 81° — Koumehou Komivi Simon, M.E. Ahanoukopé
- 82° — Ladé Pierre, M.C. Amoutivé
- 83° — Lao Dohisaga Pierre, Candidat libre de Lomé
- 84° — Lallement Françoise, E.O. La Marina
- 85° — Lavisson Théophile, M.C. Amoutivé
- 86° — Lassey Lydia, E.O. Lomé-Filles
- 87° — Lassey Symphorien, M.C. Cathédrale
- 88° — Lassey Maurice, C.C. Evangélique
- 89° — Lanyoh Honorine, N.D.A. Amoutivé
- 90° — Lenoir Claude, E.O. La Marina
- 91° — Lodonou Brigitte, Ecole P.L. Atayi
- 92° — Lawson Boévi Jean, E.O. Sanoussi
- 93° — Lawson Latévi Tèvi Jean, E.O. Sanoussi
- 94° — Lawson Emmanuel, C.A. Camp
- 95° — Lawson Félix, E.O. Rte. d'Anécho
- 96° — Lawson Samuel, M.C. Nyékonakpoé
- 97° — Lawson Adakou Félicia, N.D.A. Lomé
- 98° — Lawson Chocho Martine, N.D.A. Lomé
- 99° — Logovi Joseph, Ecole P.L. Atayi
- 100° — Logossou Innocent, C.A. Sanoussi
- 101° — Loumon Timothée, E.O. Rte. d'Anécho
- 102° — Messah Simon, M.C. Cathédrale

- 103° — Metchialé François, M.C. Cathédrale
- 104° — Mamah Ambroise, Candidat libre de Lomé
- 105° — Mensah Athanase, Collège St. Joseph
- 106° — Mensah Ablavi Antoinette, E.O. Lomé-Filles
- 107° — Mensah Doé Seth, M.E. Ahanoukopé
- 108° — Mensah Afiwa Louise, N.D.A. Lomé
- 109° — Mensah Emmanuel, M.C. Amoutivé
- 110° — Mensa Yves, M.C. Amoutivé
- 111° — Messan Hombouké, Candidat libre de Lomé
- 112° — Messanvusu Etienne, E.O. Agouévé
- 113° — Mensavi Prosper, M.E. Ahanoukopé
- 114° — Minognikpo Augustin, M.C. Amoutivé
- 115° — Missadji Kokou Antoine, M.E. Ahanoukopé
- 116° — Miheasoh Emmanuel, M.C. Cathédrale
- 117° — Missihoun Médessé, E.O. Rte. d'Anécho
- 118° — Moévi Adrien, M.C. Nyékonakpé
- 119° — Moévi Povi Marie-Madeleine, N.D.A. Lomé
- 120° — Moévi Adokovi Séraphine, N.D.A. Lomé
- 121° — Nana André, E.O. Aflao
- 122° — Nana Michel, E.O. Aflao
- 123° — Nayo Kokou Joseph, Candidat libre de Lomé
- 124° — Nii André, E.O. des Etoiles
- 125° — Noamessi Pierre, E.O. Bè
- 126° — Noumikpor Tété, E.O. Marius-Moutet
- 127° — Nyavor Antoine, E.O. Rte. d'Anécho
- 128° — Okai Valentine, N.D.A. Amoutivé
- 129° — Ollanlo Sylvain, E.O. Sanoussi
- 130° — Oladayo Odjo Josiah, M.E. Ahanoukopé
- 131° — Ounsougan Attisso, E.O. Marius-Moutet
- 132° — Padonou Mélanie, N.D.A. Lomé
- 133° — Pleth Komi, E.O. Rte. d'Anécho
- 134° — Pennanech Samuel, C.C. Evangélique
- 135° — Quadjovie Ambroise, E.O. Rte. d'Anécho
- 136° — Quadjovie Mensah Flavien, E.O. Sanoussi
- 137° — Quashie Comlavi Samuel, M.E. Ahanoukopé
- 138° — Quenum Pascal, E.O. Marius-Moutet
- 139° — Quashie Rosine, E.O. Lomé-Filles
- 140° — Sadzo Hetsu Emmanuel, M.E. Ahanoukopé
- 141° — Saibou Derman, M.E. Ahanoukopé
- 142° — Salako Constance, N.D.A. Amoutivé
- 143° — Saïfou Germain, M.C. Amoutivé
- 144° — Sant'Anna Farouk, E.O. Rte. d'Anécho
- 145° — Sant'Anna Victor, M.C. Amoutivé
- 146° — Sessi Midjogban, E.O. Agouévé
- 147° — Sénaya Sébastien, M.C. Amoutivé
- 148° — Sènouvo Valère, E.O. Marius-Moutet
- 149° — Ségbaya Adolphe, E.O. Rte. d'Anécho
- 150° — Sétodji Ayité Félix, E.O. Marius-Moutet
- 151° — Sepegnith Doélé Lydia, N.D.A. Lomé
- 152° — Sègla Séraphin, E.O. Sanoussi
- 153° — Sédédji Koffi Nestor, Candidat libre de Lomé
- 154° — Séké Vicentia, Candidate libre de Lomé
- 155° — Sitti Angèle, E.O. Marius-Moutet
- 156° — Sokpolie Innocent, M.C. Amoutivé
- 157° — Soglo Michel, M.C. Cathédrale
- 158° — Salakoe Joseph, M.C. Cathédrale
- 159° — Sossa Koffi François, E.O. Rte. d'Anécho
- 160° — Sossou Gbodui Michel, Candidat libre de Lomé
- 161° — de Souza Brigitte, E.O. Lomé-Filles
- 162° — de Souza Josephine, E.O. Marius-Moutet
- 163° — de Souza Firmin, M.C. Amoutivé
- 164° — Da Silva Raymonde, N.D.A. Lomé
- 165° — Tchobo Cyprien, E.O. des Etoiles

- 166° — Tchéou Métanaka, E.O. Marius-Moutet
- 167° — Tépé Fignani, Collège St. Joseph
- 168° — Tétévi Benoît, Ecole P.L. Atayi
- 169° — Têko Henri M.C. Amoutivé
- 170° — Têvi Clément, M.C. Amoutivé
- 171° — Têko Folly Emmanuel, E.O. Sanoussi
- 172° — Tihou Elissa, M.E. Ahanoukopé
- 173° — Tohou Mégnissé, E.O. Sanoussi
- 174° — Tossa Jacob, M.C. Amoutivé
- 175° — Têkoé Eusèbe, E.O. Aflao
- 176° — Tuakli Laté, E.O. Agouévé
- 177° — Tsupui Suzanne, E.O. des Filles
- 178° — Viégninou Bernard, E.O. Sanoussi
- 179° — Vinyor Philomène, N.D.A. Amoutivé
- 180° — Vodougbe Foli Godfried, E.O. Rte. d'Anécho
- 181° — Vodougbe Georges, M.C. Amoutivé
- 182° — Yomo Samuel, E.O. des Etoiles
- 183° — Yovogan Kossi, E.O. des Etoiles
- 184° — Yovogan Raphaël, M.C. Amoutivé
- 185° — Ziggat Bibiane, E.O. Lomé-Filles
- 186° — Zinsou Viossi, C.A. Bè
- 187° — Zoufon Damasso Tossi, E.O. Marius-Moutet
- 188° — Eklou Raphaël, Candidat libre du Lycée
- 189° — Tona Komi, Candidat libre du Lycée
- 190° — Fiawoo Daniel, Candidat libre du Lycée
- 191° — Dake Jonathan, Candidat libre du Lycée
- 192° — Samare Djasso, M.C. Nyékonakpé
- 193° — Zankli Louis, M.C. Amoutivé

Centre d'Anécho (Ecole de Zébévi)

- 1° — Achoglo Simon, E.O. Kpota
- 2° — Acouétey Emmanuel, E.O. Zébévi
- 3° — Adama Clément, E.M. Anécho
- 4° — Adama Delphine, E.M. Anécho
- 5° — Adama Kokou, E.O. Kpota
- 6° — Adankesso Koukouvi, E.O. Ahépé
- 7° — Adankpo Kodjovi, E.O. Agouégan
- 8° — Adjakly Paul, E.O. Zébévi
- 9° — Adjecoda Gabriel, E.M. Anécho
- 10° — Adjotchin Thérèse, E.O. Avévé
- 11° — Adossou François, E.O. Porto-Ségouro
- 12° — Adodjissih Béatrice, E.O. Adjido
- 13° — Adoté Francisca, E.O. Adjido
- 14° — Adoté Akouété Joseph, M.C. Anécho
- 15° — Afanguigbé Ngbéké, E.O. Afagnagan
- 16° — Afatolou Estelle Bayi, N.D.A. Anécho
- 17° — Afidégnon Komlan, E.O. Ahépé
- 18° — Affognon Richard, E.O. Avévé
- 19° — Afodognadji Amouzouvi, E.O. Tchèkpo
- 20° — Afoutou Comla, E.M. Anécho
- 21° — Agbadré Messan, E.O. Zowla
- 22° — Agbagla Angèle, E.O. Adjido
- 23° — Agbagla Pierre, E.O. Glidji
- 24° — Aghémélo Prosper, E.O. Badougbe
- 25° — Agbézouhlon Ayéwou, E.O. Attitogon
- 26° — Agbélé Koukouvi, E.O. Améguran
- 27° — Agbocou Isidore, M.C. Porto-Ségouro
- 28° — Agbobly Bertin, M.C. Togoville
- 29° — Agboli Thérèse, M.C. Porto-Ségouro
- 30° — Agbomina Yvette, E.M. Anécho
- 31° — Agboyibo Yawovi, E.O. Kouvé
- 32° — Agnakou Kouadjjo, E.O. Kpota
- 33° — Aguessou Dougnaglo, E.O. Glidji

- 34° — Ahivi Cosme, E.O. Attitogon
 35° — Aholou Geogroy, E.M. Anécho
 36° — Akakpo Julienne, E.O. Avévé
 37° — Akakpo Yawo, E.O. Afagnagan;
 38° — Akakpovi Félix, E.O. Aklakou
 39° — Akakpovi Kagni, E.O. Séko
 40° — Akakpovi Kagnivi, E.O. Séko
 41° — Aklobessi Cécile, E.O. Adjido
 42° — Akueson Marcus, E.O. Porto-Ségouro
 43° — Akolly Ehrigan, E.O. Zébévi
 44° — Akoueson Adovi, E.O. Kpota
 45° — Akuété Dovi, E.O. Glidji
 46° — Akolly Tsitivi Raphaël, E.O. Vogan
 47° — Akollor Odette, E.O. Zowla
 48° — Akouété Dovi, E.O. Séko
 49° — Akpo Isidore, E.O. Badougbe
 50° — Ekué Bichi Adolphe, M.C. Tokpli
 51° — Akouété Rigobert, M.C. Porto-Ségouro
 52° — Akueson Delphine, Candidate libre d'Anécho
 53° — Akouété Reinhold, M.C. Togoville
 54° — Akpatah Pius, M.C. Togoville
 55° — Akoué Richard, M.C. Togoville
 56° — Alaglo Justin, M.C. Togoville
 57° — d'Almeida Perpétue, N.D.A. Anécho
 58° — d'Almeida François, E.O. Kpota
 59° — Amassanvi Nicoué, E.O. Séko
 60° — Ama Tsotsui Amavi, E.O. Anfouin
 61° — Amouzou Frédéric Foli, E.O. Anfouin
 62° — Amegbleto Grégoire, M.C. Togoville
 63° — Amenoudzi Gabriel, M.C. Togoville
 64° — Amevor Michel, M.C. Togoville
 65° — Amouzouvi Christophe, M.C. Togoville
 66° — Amégnaho François, M.C. Togoville
 67° — Ameganvi Yawo, E.O. Amégnan
 68° — Amegan Gnogblodjo, E.O. Afagnagan
 69° — Amenoussi Kokou, E.O. Afagnagan
 70° — Amezian Ablam, E.O. Afagnagan
 71° — Amoussou Kinvi, E.O. Aklakou
 72° — Amindji François, M.C. Porto-Ségouro
 73° — Amavi Akouété Fabien, M.C. Anécho
 74° — Ameganvi Raymond Marc, M.C. Anécho
 75° — Améyinou Yaovi, E.O. Zébévi
 76° — Amégandjin Agbémého, E.O. Avévé
 77° — Améonagné Gabriel, E.O. Badougbe
 78° — Amédégnato Messan Eloi, E.O. Vogan
 79° — Amouzou Amévi, E.O. Vogan
 80° — Anthony Kodjovi, E.O. Agomé-Glozou
 81° — Ananou Paul, M.C. Porto-Ségouro
 82° — Anani Dorothée, E.M. Anécho
 83° — Apézouké Togbé, E.O. Vogan
 84° — Apénoubou Noudamessi, E.O. Zowla
 85° — Apetsè Paulin, M.C. Togoville
 86° — Apéti Kokouda, E.O. Afagnagan
 87° — Aquéréburu Fidélia, Candidate libre d'Anécho
 88° — Assignon Sylvanus, E.O. Ahépé
 89° — Atayi Danielle, E.O. Adjido
 90° — Attioghé Martin, M.C. Togoville
 91° — Attisso Jacques, M.C. Togoville
 92° — Attioghé Paul, M.C. Porto-Ségouro
 93° — Attiwoto Théodore, M.C. Porto-Ségouro
 94° — Atto Augustin, M.C. Anécho
 95° — Atiwoto Augustin, E.M. Anécho
 96° — Avoudjigbé Théophile, E.O. Ghodjomé
 97° — Awoussi Robert, M.C. Tokpli
 98° — Awoussi René, M.C. Tokpli
 99° — Ayi Messan Paul, E.O. Agouégan
 100° — Ayamam Barthélémy, M.C. Togoville
 101° — Ayi Edouard, M.C. Anécho
 102° — Ayayi Sylvestre, E.O. Glidji
 103° — Ayakpé Bonou, E.O. Porto-Ségouro
 104° — Ayité Benoît, E.O. Vogan
 105° — Aziaba Jules, E.O. Vogan
 106° — Aziaba Kouévi, E.O. Aklakou
 107° — Bansah Prosper, E.O. Vogan
 108° — Berthold Abouya, N.D.A. Anécho
 109° — Binga Kodjo, E.O. Ahépé
 110° — Bossou Koffi, E.O. Agomé-Glozou
 111° — Bossou Georges, E.O. Agomé-Glozou
 112° — Broohm Cathérine, E.O. Porto-Ségouro
 113° — Bonoukpoe Amoussou, E.O. Zowla
 114° — Bissilaou Mathias, M.C. Anécho
 115° — Blivi Adovi Désiré, M.C. Anécho
 116° — Chaklizo Marcus, M.C. Porto-Ségouro
 117° — Creppy Antoine, M.C. Porto-Ségouro
 118° — Combey Tété Philippe, E.O. Zébévi
 119° — Dosseh Marguerite, N.D.A. Anécho
 120° — Déké Abévi, E.O. Zébévi
 121° — Djossou Mesmin, E.O. Zébévi
 122° — Dossou Kouadjo Gabriel, E.O. Zébévi
 123° — Douti Mankéboueb, E.O. Zébévi
 124° — Danklou Manassé, E.O. Kpota
 125° — Dodo Bernard, E.O. Kpota
 126° — Dossouvi Félicité, E.M. Anécho
 127° — Dosseh Théodore, E.M. Anécho
 128° — Dégbé Akouété, E.O. Aklakou
 129° — Djegnon Bossou, E.O. Aklakou
 130° — Dotada Hovamé, E.O. Aklakou
 131° — Djadé Koffi, E.O. Tchèkpo
 132° — Dogboe Dansou, E.O. Tchèkpo
 133° — Dravie Assou Christophe, E.O. Attitogon
 134° — Dogbé Emmanuel, M.C. Togoville
 135° — Dovi Sessi, M.C. Vogan
 136° — Djibom Paulin, E.O. Glidji
 137° — Djapéré Darré, E.O. Porto-Ségouro
 138° — Djossou Yaovi, E.O. Porto-Ségouro
 139° — Dité Alphonse, E.O. Porto-Ségouro
 140° — Dissou Ayabavi Françoise, E.O. Avévé
 141° — Dovi Dovi Marc, E.O. Vogan
 142° — Donou Loko Kagni, E.O. Vogan
 143° — Donou Loko Messan, E.O. Vogan
 144° — Dovi Joseph, E.O. Avévé
 145° — Dosseh Ernest, M.C. Anécho
 146° — Dossou Messanvi Andréas, M.C. Anécho
 147° — Doussouvi Anoumou Michel, M.C. Anécho
 148° — Edjé Kokou Jean-Marie, M.C. Anécho
 149° — Ekué Véronique, E.O. Adjido
 150° — Ezah Richard, E.O. Avévé
 151° — Eza Théophile, E.O. Avévé
 152° — Eklou Rigobert, E.O. Glidji
 153° — Edoth Léopold, E.O. Zowla
 154° — Eglontowovo John, M.C. Vogan
 155° — Esse Kodjo, E.O. Agomé-Glozou
 156° — Ebah Kodjo Mathias, E.O. Agouégan
 157° — Ekon Rémi, E.O. Zébévi
 158° — Ekon Dossou Ambroise, M.C. Tokpli

- 159° — Foley Marie Salomé, E.O. Zébévi
 160° — Follé Kuévi, E.O. Agouégan
 161° — Fankaredji Gilbert, M.C. Togoville
 162° — Folly Faustin, M.C. Togoville
 163° — Foli Samuel, E.O. Porto-Ségouro
 164° — Fumey Antoine, E.O. Porto-Ségouro
 165° — Fiodonou Adam, E.O. Badougbé
 166° — Folly Ekoué, E.O. Badougbé
 167° — Gbossou Abédessi Loossou, E.O. Vogan
 168° — Goudjo Amouzou, E.O. Badougbé
 169° — Gnaognina Afanou, E.O. Porto-Ségouro
 170° — Goudiagbé Norbert, E.O. Glidji
 171° — Gnalo Koukpèto, E.O. Amégurran
 172° — Gbessaya Aléakpo, E.O. Anfouin
 173° — Gblopegnon Aziaba, E.O. Vokoutimé
 174° — Gbadoé Kouévi, E.O. Aklakou
 175° — Gnoronfou Ayabavi, E.O. Aklakou
 176° — Gaba Charles, E.M. Anécho
 177° — Gaba Samuel, E.M. Anécho
 178° — Germa Odette Akpé, E.O. Kpota
 179° — Houndégé Messan, E.O. Kpota
 180° — Hounblamé Vincent, E.O. Agomé-Glozon
 181° — Hugbeké Herman, M.C. Togoville
 182° — Honou Kodjokouma, E.O. Amégurran
 183° — Hounkpati Kokoroko, E.O. Amégurran
 184° — Hounké Antoine, E.O. Porto-Ségouro
 185° — Hlomashie Richard, E.O. Vogan
 186° — Hihéta Sylvanus, M.C. Anécho
 187° — Issifou Dissou, E.O. Agomé-Glozon
 188° — Issifou Lassissi, E.O. Anfouin
 189° — Johnson Valentin, M.C. Togoville
 190° — Johnson Jean Jacques, E.O. Afagnagan
 191° — Johnson Apan Albert, E.O. Zébévi
 192° — Kangni Pauline, Candidate libre d'Anécho
 193° — Kodjo Florentia, Candidate libre d'Anécho
 194° — Kponhonnou Anani, Candidat libre d'Anécho
 195° — Klomavi Epiphane, E.O. Zébévi
 196° — Kokou Emmanuel, E.O. Zébévi
 197° — Kouassi Louis, E.O. Zébévi
 198° — Koudjonou Marguerite, E.M. Anécho
 199° — Kponton Euphémie, E.O. Adjido
 200° — Kinsan Adanhodou, E.O. Gbodjomé
 201° — Kpéto Agoéyovo, E.O. Aklakou
 202° — Kouassi Doamékpo, E.O. Aklakou
 203° — Kuégan Magloire, E.O. Afagnagan
 204° — Koudéka Togbé, E.O. Afagnagan
 205° — Koumou Katé, E.O. Séko
 206° — Kangni Théophile, E.O. Anfouin
 207° — Kangni Kossi, E.O. Anfouin
 208° — Kossi Alognikou, E.O. Anfouin
 209° — Kpodar Théophile, E.O. Vokoutimé
 210° — Koassi Michel, E.O. Agomé-Glozon
 211° — Kassna Michel, M.C. Togoville
 212° — Kinvi Nicéphore, M.C. Togoville
 213° — Koussou Hubert, M.C. Togoville
 214° — Klouvi Joseph Yawo, M.C. Togoville
 215° — Kpottivié André, M.C. Togoville
 216° — Kouassi Agbessi, E.O. Amégurran
 217° — Kouévi Vincent, E.O. Amégurran
 218° — Kpogo Tossou, E.O. Amégurran
 219° — Katsan Sylvain, M.C. Vogan
 220° — Kodjovi Lucien, M.C. Vogan
 221° — Kongo Thomas, E.O. Zowla
 222° — Kougbagan Ayité, E.O. Zowla
 223° — Kanlipé Casimir, E.O. Vogan
 224° — Kangni Michel, E.O. Vogan
 225° — Koumavo Albert, E.O. Vogan
 226° — Kpéyaka André, E.O. Vogan
 227° — Kouassi Mathieu, M.C. Anécho
 228° — Kouévidjin Albert, M.C. Anécho
 229° — Kouévidjin Joseph, M.C. Anécho
 230° — Kouessan Isidore, M.C. Anécho
 231° — Kponton Elias Messan, M.C. Anécho
 232° — Kponton Edouard, M.C. Anécho
 233° — Koumako Benoît, M.C. Tokpli
 234° — Kpohizoun Lucien, M.C. Tokpli
 235° — Koulévo Pierre, E.O. Avévé
 236° — Lassey Anoumou, E.O. Porto-Ségouro
 237° — Lawson Marthe Reine, Candidate libre d'Anécho
 238° — Lawson Tèvi, E.O. Badougbé
 239° — Lawson Laté Benoît, M.C. Anécho
 240° — Lawson Laté Martin, M.C. Anécho
 241° — Lawson Laté Yves, M.C. Anécho
 242° — Lawson Messan Gabriel, M.C. Anécho
 243° — Lawson Léonard, E.M. Anécho
 244° — Loumon Joseph, M.C. Togoville
 245° — Logossou Amassè, E.O. Anfouin
 246° — Logossou Akouété, M.C. Aklakou
 247° — Lassey Sylvain, E.M. Anécho
 248° — Midoamékpo Amégninou, E.O. Attitogon
 249° — Maouma Antoine, E.M. Anécho
 250° — Mensah Antoine, M.C. Porto-Ségouro
 251° — Missodey Benoît, E.O. Vokoutimé
 252° — Mensah Dogbé, E.O. Glidji
 253° — Mawoussi Albert, M.C. Anécho
 254° — Mensah Raphaël, M.C. Anécho
 255° — Messan Pascal, E.O. Avévé
 256° — N'Defodji Georges, E.O. Avévé
 257° — N'Goyi Sékaya, E.O. Vogan
 258° — Noudoukou Kokouvi, E.O. Amégurran
 259° — Nyavor Augustin, M.C. Togoville
 260° — Noameshie Blaise, E.O. Gbodjomé
 261° — Nyaké Nicolas, E.M. Anécho
 262° — Nelson Bernard, E.O. Zébévi
 263° — Panou Alexandre, E.O. Glidji
 264° — Panou Elisabeth, E.O. Glidji
 265° — Siliadin Affatsao, E.O. Tchékpo
 266° — Sègla Bernard, E.O. Agouégan
 267° — Soumagbo Kodjo, E.O. Vokoutimé
 268° — Sèdèhui Koffi, E.O. Ahépé
 269° — Sègnibo Dossou, M.C. Aklakou
 270° — Sopoh Dossou Thomas, E.O. Zébévi
 271° — Sessou Messan François, E.O. Aklakou
 272° — Sènawo Joséphine, M.C. Togoville
 273° — Soussoukpo Innocent, M.C. Vogan
 274° — Sèna Hélène, E.O. Zowla
 275° — da Silveira Joseph, E.O. Kpota
 276° — Sodjavi Abraham, E.O. Vogan
 277° — Togbonou Kovi, E.O. Vogan
 278° — Tométy Otto, E.O. Kpota
 279° — Tossoukpè Akakpo, E.O. Zowla
 280° — Tchabré Modeste, M.C. Togoville
 281° — Téko Kouessan, E.O. Aklakou
 282° — Tépé Kangni, E.O. Aklakou
 283° — Téko Akouété, E.O. Anfouin

- 284^o — Têko Kangni, E.O. Anfouin
 285^o — Têko Edo, E.O. Anfouin
 286^o — Toussoukpé Messan, E.O. Anfouin
 287^o — Touh Kouessi, E.O. Tchékpo
 288^o — Tété Atassé, Candidat libre d'Anécho
 289^o — Vignon Germaine, Candidate libre d'Anécho
 290^o — Vignon Julien, M.C. Anécho
 291^o — Wlshi Atsou, E.O. Gbodjomé
 292^o — Wilson Félicia, E.M. Anécho
 293^o — Wilson Oscar, E.M. Anécho
 294^o — d'Almeida Théophile, E.O. Glidji
 295^o — Agbézouhlon Hermann, E.O. Attitogon

Ecole de Tsévié (Ecole de la Mission Catholique)

- 1^o — Adabra Jean, E.O. Kévé
 2^o — Adabra Philomène, M.C. Assahoun
 3^o — Adjivon Jean, M.C. Tsévié
 4^o — Adjivon Marc, M.C. Gbatopé
 5^o — Adjonyo Mathieu, M.C. Kovié
 6^o — Adokanou Taddée, M.C. Kovié
 7^o — Adzakpley Epiphane, M.C. Assahoun
 8^o — Adzanyoh Paul, M.C. Tsévié
 9^o — Afagbégee Joseph, E.O. Davié
 10^o — Afétoku Basile M.C. Gapé
 11^o — Afonofé Kossi, M.C. Noépé
 12^o — Agbeli John, E.O. Kévé
 13^o — Agbessi François, E.O. Kévé
 14^o — Agbo Emmanuel, E.O. Gamé
 15^o — Agbo Kokou, E.O. Gamé
 16^o — Agbobada Christian, E.O. Badja
 17^o — Agodja Michel, E.O. Badja
 18^o — Agbodjan Richard, E.O. Tsévié
 19^o — Agbo Stanislas, E.O. Kévé
 20^o — Aguedji Kodjo, M.C. Noépé
 21^o — Ahatefu Yawa Ruth, E.O. La Marina
 22^o — Ahiafor Christian, E.O. Mission-Tové
 23^o — Ahiakpor Mathias, Candidat libre de Tsévié
 24^o — Ahiakpor Paulin, M.C. Tsévié
 25^o — Ahiakpor Séverin, M.C. Tsévié
 26^o — Ahianbor Gilbert, Candidat libre de Tsévié
 27^o — Ahiatsi Moïse, M.E. Tsévié
 28^o — Akakpo Lydia, N.D.A. Tsévié
 29^o — Akator Ferdinand, E.O. Badja
 30^o — Akligo Jean, E.O. Badja
 31^o — Akouété Marcel, M.C. Tsévié
 32^o — Akumani Emmanuel, M.C. Assahoun
 33^o — Aleké Ayao, E.O. Badja
 34^o — Amadoto Koffi Christian, M.E. Mission-Tové
 35^o — Amah Bernard, E.O. Gamé
 36^o — Amavi Alfred, M.C. Noépé
 37^o — Amavi Claudius, M.C. Noépé
 38^o — Amou Daniel, E.O. Zolo
 39^o — Amouzou Alex, M.C. Tsévié
 40^o — Amouzou Denis, M.C. Tsévié
 41^o — Apelété Pierre, M.C. Assahoun
 42^o — Apenoussou Kokou, E.O. Tsévié
 43^o — Atitso Bernard, M.C. Adangbé
 44^o — Atsu Théophile, M.C. Assahoun
 45^o — Atoné Kodjo Alphonse, E.O. Abobo
 46^o — Avumadi Vincent, M.C. Kovié
 47^o — Awaga Daniel, M.C. Noépé
 48^o — Awaga Kouami Moïse, E.O. Zolo
 49^o — Awuvé Samuel, E.O. Badja

- 50^o — Ayitee Bernard, M.C. Tahasi
 51^o — Azaleko Marcellin, M.C. Tahasi
 52^o — Aziaku Cosmas, M.C. Noépé
 53^o — Balogoun Dzima, E.O. Gamé
 54^o — Banissan Chrétien, M.C. Tsévié
 55^o — Bawa Yacoubou, Ecole Off. Tsévié
 56^o — Blusu Raphaël, Mission Cath. Agbéluvé
 57^o — Cathalla Michel, Ecole Off. La Marina
 58^o — Chapoy Danielle, Ecole Off. La Marina
 59^o — Dabla Kodjo Jean, Mission Cath. Tsévié
 60^o — Dangbui Georges, Ecole Off. Kévé
 61^o — Daté Richard, Ecole Off. Tsévié
 62^o — Degbé Raphaël, Mission Cath. Agbéluvé
 63^o — Denadou Marius, Ecole Officielle Gamé
 64^o — Djaka Jean, Ecole Off. Mission-Tové
 65^o — Djibito Kossi Louis, Mission Cath. Tsévié
 66^o — Dogblé Messan Moïse, E.O. Badja
 67^o — Dogblé Nathan, E.O. Badja
 68^o — Doévi Daniel, Mission Cath. Assahoun
 69^o — Dogan Paul, Mission Catholique Tsévié
 70^o — Dogblé Kwaku Jonathan, C.L. Tsévié
 71^o — Dogblé Dora, E.O. Mission-Tové
 72^o — Domelévoh Komi Michel, M.C. Gbatopé
 73^o — Donyo Kossi Jacques, M.C. Tsévié
 74^o — Donyoh Patrice, M.C. Agbéluvé
 75^o — Dovi Emmanuel, M.C. Tsévié
 76^o — Dossou Boniface, M.C. Noépé
 77^o — Dotsey Koffi, E.O. Gamé
 78^o — Dzomeda Emilia, M.C. Assahoun
 79^o — Edan Frédéric, E.O. Djagblé
 80^o — Edeh Viagbo, E.O. Gamé
 81^o — Edoh Etienne, M.C. Gapé
 82^o — Edo Gerson, M.E. Tsévié
 83^o — Edorh Eusèbe, E.O. Gamé
 84^o — Ekpoé Edoh, E.O. Gamé
 85^o — Eso Kossi, M.C. Noépé
 86^o — Eteh Joseph, E.O. Badja
 87^o — Etsé Yawo Simplicie, M.C. Tsévié
 88^o — Faille Christian, E.O. La Marina
 89^o — Fiagan Ephraïm, E.O. Mission-Tové
 90^o — Fiamor Alphonse, M.E. Tsévié
 91^o — Fiati Joseph, E.O. Zolo
 92^o — Fiatiy Adolphe, E.O. Kévé
 93^o — Fiatiy Emman, E.O. Kévé
 94^o — Fiawoo Walter, E.O. Tsévié
 95^o — Figah Charles, E.O. Tsévié
 96^o — Gadessé Godfroy, E.O. Badja
 97^o — Ganle Séyomé Stéphan, E.O. Gapé
 98^o — Gayito Michel, M.C. Adangbé
 99^o — Gazard Romain, E.O. Tsévié
 100^o — Gbédzé Comlan, E.O. Mission-Tové
 101^o — Gbogbo Kossi Antoine, E.O. Abobo
 102^o — Gnékoezan Ayawo, E.O. Abobo
 103^o — Godji Augustine, N.D.A. Noépé
 104^o — Gomado Victor, E.O. Mission-Tové
 105^o — Gomado David, M.E. Tsévié
 106^o — Goné Georges, E.O. Zolo
 107^o — Hegno François, E.O. Djagblé
 108^o — Hodouto Esther, E.O. Mission-Tové
 109^o — Honyigloh Emile, M.C. Tsévié
 110^o — Hope James, M.C. Tsévié
 111^o — Johnson Gertrude, N.D.A. Noépé
 112^o — Katalala André, Candidat libre de Tsévié

- 113° — Katakiti Paul, E.O. Kévé
- 114° — Kavégè Kossi Fidèle, M.C. Gbatopé
- 115° — Kavégueh Léonard, M.C. Agbéluvé
- 116° — Kavégueh Théophile, M.C. Agbéluvé
- 117° — Ketor François, E.O. Kévé
- 118° — Klégbé Gabriel, M.C. Assahoun
- 119° — Kloussé Jean-Baptiste, E.O. Abobo
- 120° — Kodah Olympe, M.C. Assahoun
- 121° — Koéviakoé Jeannette, M.C. Assahoun
- 122° — Koffi Bernard, M.C. Tsévié
- 123° — Kombé Koffi Prosper, M.C. Tsévié
- 124° — Kouévi Brigitte, E.O. Tsévié
- 125° — Kowuvi Nathaniel, M.C. Noépé
- 126° — Kpéglo Gabriel, E.O. Gapé
- 127° — Kué Eugénie, N.D.A. Noépé
- 128° — Kunké Paul, M.C. Agbéluvé
- 129° — Kusugbo Kumé Christian, M.C. Tsévié
- 130° — Labah Constantin, E.O. Mission-Tové
- 131° — Labah Alice, M.E. Mission-Tové
- 132° — Lawson Fessou Emmanuel, C.L. de Tsévié
- 133° — Lougou Emmanuel, E.O. Kévé
- 134° — Malazoué Joséphine, N.D.A. Noépé
- 135° — Malaux Francisca, N.D.A. Noépé
- 136° — Mensah Lucien, E.O. Gapé
- 137° — Meïsi Emmanuel, M.C. Agbéluvé
- 138° — Missadji Comlanvi, E.O. Abobo
- 139° — Nodzro Esaïe, E.O. Zolo
- 140° — Noku Clément, M.C. Assahoun
- 141° — Nunanyo Ayawo, M.C. Noépé
- 142° — Nuvlo Alognon Gabriel, M.C. Tsévié
- 143° — Nuwozan Patrice, M.C. Tsévié
- 144° — Nyavor Rogate, E.O. Tsévié
- 145° — Ossou Michel, C.L. de Tsévié
- 146° — Passah Henri, E.O. Tsévié
- 147° — Péképé Nicolas, M.C. Assahoun
- 148° — Pindra Moudachirou, C.L. de Tsévié
- 149° — Sagbo Kounoudéto, E.O. Gamé
- 150° — Satekla Moïse, E.O. Zolo
- 151° — Semékonao Emmanuel, C.L. de Tsévié
- 152° — Semékonao Jean, C.L. de Tsévié
- 153° — Semabia Kofi, M.C. Noépé
- 154° — Seké Vitus, M.C. Noépé
- 155° — Seshie Pierre, M.C. Assahoun
- 156° — Sewavi Joseph, M.C. Tahasi
- 157° — Siabi Traugott, M.E. Tsévié
- 158° — Somali Kossivi Benjamin, E.O. Davié
- 159° — Sowu Cornélius, E.O. Mission-Tové
- 160° — Tchalla Sébastien, M.C. Agbéluvé
- 161° — Tété Honndjo Pierre, E.O. Kévé
- 162° — Tétévi Datégan Louis, M.C. Tsévié
- 163° — Toéppen Ambroise, M.C. Tévie
- 164° — Tréku Koku Antoine, M.C. Gbatopé
- 165° — Vivon Alfred, E.O. Mission-Tové
- 166° — Woégan James, M.E. Mission-Tové
- 167° — Woglo Gilbert, M.C. Tsévié
- 168° — Yéklé Emmanuel, E.O. Zolo
- 169° — Yevoh Théodore, M.C. Gapé
- 170° — Zagla Théodore, M.C. Noépé
- 171° — Zoli Kokou William, M.E. Mission-Tové
- 172° — Zoumedon Anani, E.O. Abobo
- 173° — Appoh Léonard, E.O. Zolo
- 174° — Attiogbé Koffi Christophe, E.O. Gapé

Centre de Palimé (Ecole Régionale de garçons)

- 1° — Ablossou Kolagbé Robert, M.C. Woamé
- 2° — Abotsi Koffi, E.O. Lanvié
- 3° — Abréssé Ben, M.C. Kouma-Bala
- 4° — Adabra Emmanuel, M.C. Kpimé
- 5° — Adassou Edo, E.O. Amoussoukopé
- 6° — Adayi Tékla, E.O. Apéyéme
- 7° — Adégleamé Maurice, M.C. Kpimé
- 8° — Adékpui Pierre, E.O. Kpadapé
- 9° — Adékpui Félicia, E.O. Kpadapé
- 10° — Adja Walter, E.O. Palimé
- 11° — Adjim Michel, E.O. Apéyéme
- 12° — Adjado Félix, M.C. Kouma-Bala
- 13° — Adogli Jean, E.O. Elavagnon
- 14° — Adonko Félix, M.C. Aligba
- 15° — Adonkovi Appolinaire, M.C. Kouma-Bala
- 16° — Adomey Paul, E.O. Kouma-Tokpli
- 17° — Adonkovi Augustin, M.C. Kouma-Bala
- 18° — Adufu Martin, M.C. Palimé
- 19° — Adzayi Liegfried, M.C. Palimé
- 20° — Adzivon Paul, M.C. Agou
- 21° — Adzra David, E.O. Amoussoukopé
- 22° — Afetsé Samuel, E.O. Agou-Nyogbo
- 23° — Aga Henri, E.O. Apéyéme
- 24° — Agbéssi Ben, E.O. Elavagnon
- 25° — Agbénouwossi Valentin, E.O. Palimé
- 26° — Agbéwonou Samuel, M.E. Akplolo
- 27° — Aglan Séverin, E.O. Palimé
- 28° — Agbolossou Nicolas, M.C. Koudjravi
- 29° — Agboyi Laurent, M.C. Agou
- 30° — Agboyi Jeannette, E.O. Apéyéme
- 31° — Agboyi Jean, E.O. Apéyéme
- 32° — Agboka Kokou Victor, C.L. Palimé
- 33° — Agbadjan Alfred, E.O. Gadjagan
- 34° — Agouzé Lucas, M.C. Palimé
- 35° — Agoudja Komla Kouma, E.O. Lanvié
- 36° — Agouté Emmanuel, M.C. Agou
- 37° — Ahontou Edouard, M.E. Akplolo
- 38° — Akamikou Kodjo Vitus, E.O. Elavagnon
- 39° — Akandé Adélélan Jacob, M.E. Palimé
- 40° — Akakpo Louise, E.O. Apéyéme
- 41° — Akakpo Rigobert, E.O. Apéyéme
- 42° — Akakpo Divin, E.O. Kpadapé
- 43° — Akato Eunique, M.E. Palimé
- 44° — Akamebu Etienne, M.C. Adéta
- 45° — Akpassan Christophe, M.C. Klonou
- 46° — Akpétsé Pierre, M.C. Agou
- 47° — Akolo Mathieu, M.C. Palimé
- 48° — Akolly Augustine, E.O. Akata
- 49° — Ali Yaya Michel, E.O. Agou-Nyogbo
- 50° — Amékotou Pascal, M.C. Palimé
- 51° — Amétépé Michel, M.C. Palimé
- 52° — Amétépé Jean, M.C. Koudjravi
- 53° — Amétépé Samuel, E.O. Elavagnon
- 54° — Amédomé Emmanuel, M.C. Adéta
- 55° — Amégnéha Stéphan, E.O. Apéyéme
- 56° — Amémavor Conrad, M.E. Kpélé-Elé
- 57° — Amédjro Joseph, E.O. Palimé
- 58° — Amégadjin Komi, E.O. Amoussoukopé
- 59° — Amékonuwo Raymond, Candidat libre de Palimé
- 60° — Amoussou Christine, N.D.A. Palimé
- 61° — Amouzou Jean, M.E. Kpélé-Elé

- 62° — Amouzou André, E.O. Elavagnon
 63° — Amouzou Théophile, M.C. Palimé
 64° — Amouzougan André, E.O. Kponvié
 65° — Anadjo Frédéricie, E.O. Palimé
 66° — Anaté Marcus, E.O. Elavagnon
 67° — Anassi Samuel, M.C. Adéta
 68° — Anyadri Louis, M.E. Kouma-Adamé
 69° — Apaloo Jacques, M.C. Palimé
 70° — Apédoh Edouard, E.O. Kponvié
 71° — Apétofia Vincent Kossivi, E.O. Agou-Gare
 72° — Apétoh Doylamédji Lucas, E.O. Kpadapé
 73° — Appoh Emmanuel, M.E. Palimé
 74° — Assigbé Henri, M.E. Woamé
 75° — Assimadi Hélène, M.E. Kouma-Adamé
 76° — Atabouvon Elisabeth, E.O. Apéyéomé
 77° — Atakpama Etienne, M.C. Agou
 78° — Atayi Bénédicte, E.O. Palimé
 79° — Atidiga Evans, M.E. Kpélé-Elé
 80° — Atiogbé Gabriel, M.C. Woamé
 81° — Atsu Samuel, M.C. Adéta
 82° — Avognon Frédéric, E.O. Elavagnon
 83° — Awoumégan Agbè, E.O. Kakpa
 84° — Awouté Antoinette, E.O. Lanvié
 85° — Awoumé Nicolas, M.C. Klonou
 86° — Ayé Gabriel, M.C. Adéta
 87° — Ayéwouada Clémentine, M.E. Palimé
 88° — Azankpé Marcus, E.O. Kpadapé
 89° — Azinou Amélia, E.O. Kpadapé
 90° — Azogba Koffi, E.O. Kponvié
 91° — Badzissi Toussaint, M.E. Palimé
 92° — Bavon Tèko, E.O. Amoussoukopé
 93° — Bayor Nassirou, E.O. Agou-Gare
 94° — Bayor Yakinou, E.O. Agou-Gare
 95° — Bello Raouffou, E.O. Kakpa
 96° — Biéko Joseph, M.C. Woamé
 97° — Bockor Félix, M.E. Agou-Nyogbo
 98° — Boèvi Kokouvi Albert, E.O. Agou-Gare
 99° — Bokoumé Baldjida Emmanuel, Candidat libre de Palimé
 100° — Bouagbe Félix, M.C. Kouma-Bala
 101° — Bouagbe Jean, M.C. Kouma-Bala
 102° — Bouaka Seth, M.E. Kpélé-Elé
 103° — Bongor Kossi, E.O. Amoussoukopé
 104° — Coli Christophe, E.O. Palimé
 105° — Cyrille Stéphen, M.E. Palimé
 106° — Dackey Bernard, E.O. Kakpa
 107° — Daké Jacob, M.E. Akplolo
 108° — Daké Yohanna, M.E. Akplolo
 109° — Dawoé Kossi Grégoire, M.C. Adéta
 110° — Djakadi Pascal, E.O. Kpadapé
 111° — Djapétia Emmanuel, E.O. Agou-Nyogbo
 112° — Dobou Emile, E.O. Kakpa
 113° — Dogbé William, E.O. Palimé
 114° — Dotsé William, E.O. Palimé
 115° — Dza Christine, M.E. Woamé
 116° — Dzayi Fabien, M.C. Palimé
 117° — Edo Ernest, M.C. Agou
 118° — Edo Alphonse, M.C. Koudjravi
 119° — Edokossi Tobie, M.C. Koudjravi
 120° — Egah Nicolas, E.O. Palimé
 121° — Eloh Théodore, M.E. Agomé-Tomégbé
 122° — Essch Kodjo, E.O. Akata
 123° — Evoda Céphas, M.E. Kpélé-Elé
 124° — Evou Christophe, E.O. Palimé
 125° — Ezou Simon, M.C. Klonou
 126° — Fédah Gabriel, M.C. Klonou
 127° — Fiagbé Salomé, E.O. Palimé-Filles
 128° — Fiagbédou Komlavi, E.O. Kponvié
 129° — Foley Hélène, N.D.A. Palimé
 130° — Foli Yosia Anani, E.O. Agou-Gare
 131° — Folly Abra Thérèse, E.O. Agou-Gare
 132° — Folly Akouvi Julienne, E.O. Agou-Gare
 133° — Foly Victoire, M.C. Klonou
 134° — Gadagbui David, M.C. Adéta
 135° — Gah Roudolphe, E.O. Gadjagan
 136° — Gaméda Patience, M.E. Akplolo
 137° — Gaméda Ruben, M.E. Akplolo
 138° — Gaméda Victorine, M.E. Akplolo
 139° — Garba Idrissou, E.O. Palimé
 140° — Gbadoé Philippe, E.O. Palimé
 141° — Gbagba Victor, E.O. Palimé
 142° — Gbenyanawo Pierre, M.E. Kpélé-Elé
 143° — Gbogbo Vicentia, E.O. Amoussoukopé
 144° — Gbogbo Louis, Candidat libre de Palimé
 145° — Gbogbtsi Félix, E.O. Lanvié
 146° — Gbotsou Julienne, M.E. Palimé
 147° — Gnanou Philippe, E.O. Palimé
 148° — Gonu Jeannette, M.E. Agomé-Tomégbé
 149° — Gozo Kodjovi Paul, E.O. Palimé
 150° — Guedemekpor Louis, E.O. Kponvié
 151° — Hiador Raphaël, M.E. Akplolo
 152° — Hiheta Kokouvi Bernard, E.O. Agou-Gare
 153° — Hiheha Kossivi Henri, E.O. Agou-Gare
 154° — Hovi Louis, M.C. Koudjavi
 155° — Hovi Louis, M.C. Koudjravi
 156° — Kemey Kossi Pierre, E.O. Amoussoukopé
 157° — Kétékré Houman, E.O. Elavagnon
 158° — Klou Christine, E.O. Kpadapé
 159° — Klou Max, E.O. Elavagnon
 160° — Kloutsé Michel, E.O. Apéyéomé
 161° — Kloutsé Félix, E.O. Akata
 162° — Kludéa Eugène, M.C. Kpimé
 163° — Kodjo Théodore, M.C. Palimé
 164° — Kodjo Eklou Ambroise, E.O. Kponvié
 165° — Kodjotsé Philippe, E.O. Kponvié
 166° — Kodjo Zacharie, M.E. Woamé
 167° — Kodjo Anani Vincent, E.O. Agou-Gare
 168° — Koffi Seth, M.E. Kpélé-Elé
 169° — Koffi David, E.O. Kpadapé
 170° — Koffi Djinadou Gabriel, E.O. Agou-Gare
 171° — Koffi Joseph, E.O. Palimé
 172° — Koffi Joseph, E.O. Kponvié
 173° — Koffi Yao, E.O. Kouma-Tokpli
 174° — Kokou Mariane, E.O. Kpadapé
 175° — Kokou Kouma Stéphen, M.E. Palimé
 176° — Kokoroko Georges, E.O. Apéyéomé
 177° — Kokou Raphaël, Candidat libre de Palimé
 178° — Komedza Kenneth, M.E. Agou-Nyogbo
 179° — Kokou Nyassem Stéphan, E.O. Agou-Gare
 180° — Komi Félix, M.C. Adéta
 181° — Komi Koffi Robert, C.A. Adéta
 182° — Komi Christien, M.C. Klonou
 183° — Kossi Dogbé François, E.O. Elavagnon
 184° — Kossitsé Stéphan, E.O. Kouma-Tokpli
 185° — Kossi Martin, M.C. Koudjravi

186° — Kossi Emmanuel, M.C. Klonou
 187° — Kouéviakoé Dédé, E.O. Amoussoukopé
 188° — Kouéviakoé Têko Pascal, E.O. Agou-Gare
 189° — Kouévidjin Séverin, E.O. Agou-Gare
 190° — Kouévigan Simon, E.O. Elavagnon
 191° — Koughblénou Joseph, E.O. Palimé
 192° — Koumapley Brigitte, E.O. Palimé
 193° — Koudokpoé Siegfried, M.E. Kouma-Adamé
 194° — Koumi Pierre, E.O. Kponvié
 195° — Kpédou Godwin, M.E. Palimé
 196° — Kpétou Gabriel, M.C. Adéta
 197° — Kpadonou François, E.O. Elavagnon
 198° — Kpaké Déodath, M.E. Akplolo
 199° — Kpini Binder, E.O. Bémé-Toutou
 200° — Kpodo Christian, E.O. Elavagnon
 201° — Kpossi Essaié, M.E. Agomé-Tomégbé
 202° — Kpédji Michel, E.O. Akata
 203° — Kuadjovih Edouard, E.O. Amoussoukopé
 204° — Kutuadu Benjamin, M.E. Agou-Nyogbo
 205° — Kuwontt Nelson, M.E. Kpélé-Elé
 206° — Laré Kolambique, E.O. Palimé
 207° — Lawson Edmond, E.O. Agou-Gare
 208° — Lawson Etienne, E.O. Palimé
 209° — Letsou Anna, E.O. Akata
 210° — Liman Clément, M.C. Adéta
 211° — Magloé Vincent, M.C. Agou
 212° — Matti Komlan Nicodème, E.O. Agou-Gare
 213° — Mawudo Gustave, M.E. Kouma-Adamé
 214° — Mawudor Michel, M.C. Kpimé
 215° — Mawusi Patience, M.E. Agou-Nyogbo
 216° — Mehotsé Clément, M.E. Akplolo
 217° — Méléssusu Arsène, M.C. Adéta
 218° — Mensah Ignace, E.O. Kpadapé
 219° — Mensah François, M.E. Palimé
 220° — Messavi Gabriel, M.C. Palimé
 221° — Metéku Jean, M.E. Kpélé-Elé
 222° — Mewockpo Gilbert, M.C. Klonou
 223° — Motté Pierre, M.E. Woamé
 224° — Mottey Vincent, M.E. Agou-Nyogbo
 225° — Néglo Rose, M.E. Woamé
 226° — Nkuako Marc, M.C. Kpimé
 227° — Nobo Céphas, M.E. Agomé-Tomégbé
 228° — Nogbé Kokou Constantin, E.O. Akata
 229° — Nomessi Paul, M.C. Palimé
 230° — Ntsudja David, M.C. Palimé
 231° — Nuvé Louis, M.E. Palimé
 232° — Nyenda André, M.C. Adéta
 233° — Ouelédji Emmanuel, E.O. Lanvié
 234° — Panjah Toussaint, E.O. Palimé
 235° — Pédassou Komlan, E.O. Elavagnon
 236° — Raven Pauline Félicitas, M.E. Palimé
 237° — Sapa Emmanuel, E.O. Agou-Nyogbo
 238° — Saye Hélène, N.D.A. Palimé
 239° — Sédaho Alfred, M.C. Agou
 240° — Sédzro Kesta Kossi, E.O. Lanvié
 241° — Sédzro Walter, M.E. Agou-Nyogbo
 242° — Sénaya Amivi Tonato, E.O. Palimé
 243° — Senyo Albert, M.C. Palimé
 244° — Siékpé Kokou Jacob, E.O. Agou-Gare
 245° — Souley Bélawo, E.O. Palimé-Filles
 246° — Sowoadá Vincent, E.O. Palimé
 247° — Sodjinou Prosper, M.C. Palimé
 248° — Soglo Kossivi, Candidat libre de Palimé

249° — de Souza Alfred, M.C. Adéta
 250° — Sossa Boko Christophe, Candidat libre de Palimé
 251° — Tanla Christian, M.E. Palimé
 252° — Tatagan Albert, E.O. Palimé
 253° — Tenu Fidèle, M.E. Akplolo
 254° — Tété Joseph, M.C. Agou
 255° — Tadjé Emmanuel, E.O. Agou-Gare
 256° — Todzro Elias, M.C. Palimé
 257° — Togbenyo Martin, E.O. Kpadapé
 258° — Tovi Christine, E.O. Kpadapé
 259° — Torkoto Antoinette, N.D.A. Palimé
 260° — Tsighé Seth, E.O. Kponvié
 261° — Tsogbé Komi Honoré, E.O. Amoussoukopé
 262° — Tsogbé Monique, M.E. Kpélé-Elé
 263° — Tsogbé Mathias, M.C. Klonou
 264° — Wodia Jonathan, M.E. Agou-Nyogbo
 265° — Yao Vincent, E.O. Agou-Gare
 266° — Yawo Théodore, M.C. Palimé
 267° — Yawo Tsogbé Linus, E.O. Agou-Gare
 268° — Yawo Raphaël, C.A. Palimé
 269° — Yibor Emilia, M.E. Kpélé-Elé
 270° — Yohoh Félix, E.O. Agou-Nyogbo
 271° — Yovo Jean, E.O. Palimé
 272° — Zakli Cécile, M.C. Adéta
 273° — Zonou Clément, M.E. Agomé-Tomégbé

Centre d'Atakpamé (Ecole Normale et Ecole d'Application)

1° — Abalo Dégboé Boniface, M.C. Nuatja
 2° — Abalotsé Ahadjé Jean, M.C. Gléi
 3° — Abassa Samuel, E. Application Atakpamé
 4° — Adékambi Gafarou, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 5° — Adissé Lucia, N.D.A. Atakpamé
 6° — Adjamgha Mireille, E. Application Atakpamé
 7° — Adjesson François, M.E. Késibo
 8° — Adjida Enés, E.O. Amlamé
 9° — Adjoté Maurice Kossivi, M.C. Atakpamé
 10° — Afangbédji Yao, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 11° — Agbégénigan Michel, M.C. Kpété-Maflo
 12° — Agblévi Joseph, M.E. Késibo
 13° — Agbéko Kossi, M.E. Sodo
 14° — Agbénoko Daniel, M.C. Ezimé
 15° — Agbénovi Emmanuel, M.E. Oblo
 16° — Agbo Ogoua Gabriel, M.C. Atakpamé
 17° — Agossé Jacob, E.O. Amlamé
 18° — Ahlagnon Komi, M.E. Atakpamé
 19° — Ahognado Joseph, M.C. Nuatja
 20° — Ahosi Komla Faustin, M.C. Tomégbé
 21° — Akakpo Kodjo Jules, E.O. Tohoum
 22° — Akakpo Innocent, M.C. Koutoukpa
 23° — Akakpo Josephine, E.O. Blitta
 24° — Akama Stéphane, M.C. Gléi
 25° — Akoda Kabrais, E.O. Anié
 26° — Akpama Samuel, E. Application Atakpamé
 27° — Alléda Georges, E.O. Blitta
 28° — Allih Hélène, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 29° — Alokpah Raphaël, M.C. Nuatja
 30° — Alokpah Ako Emmanuel, M.C. Cbra
 31° — Amangan François, M.C. Atakpamé
 32° — Amavi Thomas, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 33° — Amégakpo Benjamin, E.O. Badou

34° — Améghénou Joseph, M.C. Agadji
 35° — Améko Comlanvi Bernard, E.O. Koutoukpa
 36° — Améko Emlanuel, M.E. Késibo
 37° — Amouzou Marie, M.E. Oblo
 38° — Amouzou Alidjinou, E.O. Nuatja
 39° — Annouzoukpé Victor, E.O. Nuatja
 40° — Anifranl Alfred, M.E. Oblo
 41° — Appoh Joffre, M.E. Késibo
 42° — Assédi Désiré, M.C. Badou
 43° — Assémua Mathieu, M.C. Badou
 44° — Assiongbo Cécile, E. Application Atakpamé
 45° — Assogba Pierre, E.O. Blitta
 46° — Assogba Félix, C.L. Atakpamé
 47° — Atohoum Tela Emmanuel, E.O. Koutoukpa
 48° — Ayassou Mensa René, M.C. Atakpamé
 49° — Ayayi Amavi, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 50° — Ayéna Etienne, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 51° — Ayéou Augustin, M.C. Atakpamé
 52° — Ayité Mareus, M.C. Badou
 53° — Ayitsédji Anani John, M.C. Nuatja
 54° — Aziadobou Simon, M.C. Badou
 55° — Bassé Luther, M.E. Oblo
 56° — Batta Eugène, M.C. Chra
 57° — Badjontou Christophe, M.C. Gléi
 58° — Bagnigassi Mathias, M.E. Oblo
 59° — Béhoui Assion, M.E. Atakpamé
 60° — Biakouye Florentine, E.O. Koutoukpa
 61° — Bikli Ago Frédéric, M.C. Gléi
 62° — Bokovi Kouglblénou Robert, M.C. Nuatja
 63° — Bolouvi Koffi Kokou, C.L. Atakpamé
 64° — Boudja Cathérine, E.O. Blitta
 65° — Boukari Seïbou, E.O. Blitta
 66° — Boukaté Clémentine, M.C. Badou
 67° — Bossoukpé Kpodéhoum, M.C. Nuatja
 68° — Dadji Ruben, E.O. Koutoukpa
 69° — Davi Soglo Raphaël, E.O. Tohoum
 70° — Davy Jean Claude, E. Application Atakpamé
 71° — Dehm Francis Wilhelm, M.C. Atakpamé
 72° — Djagnikpo Mossi Jacques, M.C. Atakpamé
 73° — Djagnikpo Bassan Jules, M.C. Atakpamé
 74° — Djaoupé Kéneth, E.O. Koutoukpa
 75° — Djifanou Emmanuel, M.C. Atakpamé
 76° — Djessou Simon, M.C. Ezimé
 77° — Djossou Louis, M.C. Atakpamé
 78° — Dogblé Koassi, M.E. Atakpamé
 79° — Dokou Etienne, M.C. Agadji
 80° — Dona Emmanuel, M.C. Tomégbé
 81° — Doumenya Lydia, M.C. Tomégbé
 82° — Doumenya Kokou Jean, M.C. Tomégbé
 83° — Dossoumi Akakpo, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 84° — Dossoumou Laurent, M.C. Tomégbé
 85° — Dotchou Koffi, E. Application Atakpamé
 86° — Dovi Célestin, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 87° — Dutsianyi Vitus, M.C. Agadji
 88° — Efanvi David, M.C. Atakpamé
 89° — Eglomassé Charlotte, E.O. Badou
 90° — Eklou Paul, E.O. Badou
 91° — Ekoué François, M.C. Atakpamé
 92° — Ephoeviga Frédéric, E. Application Atakpamé
 93° — Esseh Daniel, E.O. Koutoukpa
 94° — Ezzo Justin, E.O. Lom-Nava Atakpamé
 95° — Ezzo Obed, M.E. Oblo
 96° — Entai Ago, E.O. Blitta

97° — Fada Raphaël, M.C. Anié
 98° — Frico Seth, M.E. Kougnohou
 99° — Gadassou Gabriel, M.C. Badou
 100° — Gadéossi Antoine, M.C. Ezimé
 101° — Gaméda Elias, M.E. Oblo
 102° — Gavlo Kossivi Pascal, M.C. Kpété-Maflo
 103° — Gayibor Nikoué Epiphane, M.C. Nuatja
 104° — Gbédémah Seth, M.E. Késibo
 105° — Gnankou Koumédjro, E.O. Kougnohou
 106° — Gomado Samuel, E.O. Nuatja
 107° — Guéougadé Yao, E. Application Atakpamé
 108° — Guézéré Kokou, E.O. Anié
 109° — James Denis, M.C. Nuatja
 110° — Kéké Paul, E.O. Nuatja
 111° — Kendé Kossivi Adolphe, M.E. Atakpamé
 112° — Kékéré Esquel, M.E. Atakpamé
 113° — Kéoula Yao Jean, E. Application Atakpamé
 114° — Kétouh Gisèle, E. Application Atakpamé
 115° — Kodjo Moïse, M.E. Oblo
 116° — Kodjo Kolissa Roland, M.C. Agadji
 117° — Kodjo Adogli, M.E. Atakpamé
 118° — Kodjo Bertbe, N.D.A. Atakpamé
 119° — Kodjovi Léon, M.C. Ezimé
 120° — Koffi Mensa Lucas, M.C. Nuatja
 121° — Koffi Melesusu Louis, M.C. Agadji
 122° — Koffi Martin, M.C. Agadji
 123° — Kokou Georges, M.C. Ezimé
 124° — Kokou Opégna Léon, M.C. Badou
 125° — Kokou Venance, M.C. Badou
 126° — Komlanvi Paul, E.O. Nuatja
 127° — Koudéha Thérèse, E. Application Atakpamé
 128° — Kossi Abalo Emmanuel, M.E. Atakpamé
 129° — Kossi Koffi Emmanuel, E. Application Atakpamé
 130° — Kowoutsé Edo Constantiu, M.C. Nuatja
 131° — Kpamkam Hubert, M.E. Oblo
 132° — Kpéglo Théobald, M.C. Tomégbé
 133° — Kpolokpolo Kossi, E.O. Blitta
 134° — Loukou Chrisostome, E. Application Atakpamé
 135° — Da Matha Marcel Joseph, C.L. Atakpamé
 136° — Mégbénou Gérard, M.C. Tomégbé
 137° — Mélafo Prosper, M.C. Ezimé
 138° — Mensanvi Kodjo, E.O. Anié
 139° — Messa Mathias, M.C. Tomégbé
 140° — Métechoko François, M.C. Ezimé
 141° — Motcho Georges, M.C. Nuatja
 142° — Nénouéné Henri, E.O. Kougnohou
 143° — Nénouéné Sylvanus, E.O. Kougnohou
 144° — Noutchou Cosme, M.C. Atakpamé
 145° — Nunyava Philippe, M.C. Ezimé
 146° — Nyansa Benjamin, M.C. Anié
 147° — Nyavo Amédji, M.E. Oblo
 148° — Ohéné Kwassi Silas, M.E. Atakpamé
 149° — Ohini Kouami Alphonse, M.E. Atakpamé
 150° — Okpokou Laurent, E.O. Badou
 151° — Ognami Comlan Boniface, M.C. Kpété-Maflo
 152° — Palanga Victor, E.O. Nuatja
 153° — Pansoue Antoine, M.C. Nuatja
 154° — Patsoh Christine, N.D.A. Atakpamé
 155° — Salami Bassirou, E.O. Lom-Nava
 156° — Sodjadan Togo, E.O. Anié
 157° — Soklou Kokou Paul, M.C. Tomégbé

- 158° — Soklou Yovotsé, E. Application Atakpamé
- 159° — Sokpolie Bénédicte, E. Application Atakpamé
- 160° — Tehakpala Pierre, M.C. Atakpamé
- 161° — Tehamon Komlan Christophe, M.C. Atakpamé
- 162° — Gozan Paul, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 163° — Koffi Camille, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 164° — Locoh Antoine, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 165° — Nyadidi David, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 166° — Okoumassé Kokou, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 167° — Onouadji Victor, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 168° — Tetteh Pélégine, M.E. Atakpamé
- 169° — Togbédjin Emmanuel, E. Application Atakpamé
- 170° — Tokpah Lucas, M.C. Nuatja
- 171° — Toulabo Yao Christophe, M.C. Chra
- 172° — Tossou Komlan Jérôme, M.C. Atakpamé
- 173° — Wobedignan Michel, E. Application Atakpamé
- 174° — Wonga Bruno, E. Application Atakpamé
- 175° — Yovogan Gabriel, M.C. Atakpamé
- 176° — Zoumavo James, E. Application Atakpamé
- 177° — Akoha Valentin, C.L. Atakpamé
- 178° — Soglo Reine, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 179° — Soglo Félicie, E.O. Lom-Nava Atakpamé
- 180° — Soglo Félicienne, E.O. Lom-Nava Atakpamé

Centre de Sokodé

- 1° — Adam Abdoulaye, Ecole Officielle Sokodé
- 2° — Adam Fousséni, Mission Catholique Sokodé
- 3° — Adjiwoanou Robert, C. L. Sokodé
- 4° — Agbodjavou Michel, Ecole Officielle Sokodé
- 5° — Agboka Cécile, Mission Catholique Sokodé
- 6° — Akakpo Komi, Ecole Officielle Sokodé
- 7° — Amadou Issa, Ecole Officielle Bafilo
- 8° — Amegan Koffi, Ecole Officielle Sokodé
- 9° — Amissi Litjou, Ecole Officielle Sotouboua
- 10° — Amouzou Georges, Ecole Officielle Cambolé
- 11° — Amonzouvi P. Agossou, Ecole Officielle Paratao
- 12° — Arouna Yacoubou, C. L. Sokodé
- 13° — Asma Boucari, Ecole Officielle Agoulou
- 14° — Awili Kaou, Ecole Officielle Sotouboua
- 15° — Ayéva Alassani, Ecole Officielle Sokodé
- 16° — Azanglo Michel, Ecole Officielle Sokodé
- 17° — Babalon Y. Koffi, Ecole Off. Sokodé
- 18° — Bali B. Philippe, Mission Cath. Ayengré
- 19° — Bamaké Nestor, Mission Cath. Ayengré
- 20° — Bamezon G. John, C. L. Sokodé
- 21° — Bani Derman, Ecole Officielle Paratao
- 22° — Barrigah Théophile, Ecole Off. Sokodé
- 23° — Bataba Atcha, Ecole Officielle Sokodé
- 24° — Bebedé Jean, C. L. Sokodé
- 25° — Blagooee Gowries, Ecole Off. Sokodé
- 26° — Boukari Assoumanou, E.O. Paratao
- 27° — Boukari Alassani, Ecole Officielle Bafilo
- 28° — Boukari Inoussa, Ecole Off. Passoua
- 29° — Boukari Saibou, Ecole Officielle Sokodé
- 30° — Bouraïma Inoussa, Ecole Off. Sokodé
- 31° — Derman Nuhoun, Ecole Off. Sokodé
- 32° — El-Hadj S. Moustapha, Ecole Off. Passoua
- 33° — Emmanuel David, Mission Cath. Sokodé
- 34° — Ezzo Aliou, Ecole Officielle Sokodé
- 35° — Fiawoo Efui Coudjo, Ecole Off. Sokodé
- 36° — Fiawoo Holale Happy, Ecole Off. Sokodé
- 37° — Gibilila Fousséni, Ecole Officielle Paratao
- 38° — Gonçalves Célestine, Ecole Officielle Koumondé

- 39° — Henyo Régine, Mission Catholique Sokodé
- 40° — Houndjadan Pierre K., C.L. Cambolé
- 41° — Idrissou Sébou, E. Officielle Sokodé
- 42° — Issa Adiza, Ecole Officielle Sokodé
- 43° — Kabassima T. Romain, Mission Cath. Ayengré
- 44° — Kamara Akéyé, Ecole Officielle Sokodé
- 45° — Kandja Pierre, Mission Cath. Sokodé
- 46° — Koffi Louise, Ecole Officielle Sotouboua
- 47° — Koumai Aboudou, E.O. Paratao
- 48° — Koutcho K. Maurice, Mission Cath. Sokodé
- 49° — Koriko Sidi, M.C. Sokodé
- 50° — Lawson A. Elisabeth, C. L. Sokodé
- 51° — Locky Z. Allassani, C. L. Sokodé
- 52° — Locky Z. Amidou, C. L. Sokodé
- 53° — Moumouni Kérin, Ecole Officielle Bafilo
- 54° — Nathan Ouro-Djato, E.O. Sokodé
- 55° — Ouro A. Seidou, Ecole Off. Sokodé
- 56° — Sama Amadou, Ecole Officielle Koumondé
- 57° — Samson Alassani, E.O. Sokodé
- 58° — Sebou Sani, E.O. Paratao
- 59° — Sédikou Robert, Mission Cath. Sokodé
- 60° — Sibabi Adjanakou, Ecole Off. Koumondé
- 61° — Sileté A. Victor, Ecole Officielle Bafilo
- 62° — Simliwa Djato, Ecole Off. Sokodé
- 63° — Tairou Halourou, Ecole Off. Bafilo
- 64° — Tchabana Amadou, Ecole Off. Sokodé
- 65° — Tchédré N'Ouitcha, C. L. Sokodé
- 66° — Tchacondo I. Mariama, E. Off. Sokodé
- 67° — Osseyi A. Clémentine, Ecole Officielle Sokodé
- 68° — Tchémi T. Raphaël, C. L. Sokodé
- 69° — Tossou K. Alphonse, Mission Cath. Sokodé
- 70° — Yacoubou Aliou, Ecole Officielle Passoua
- 71° — Yacoubou B. Adam, C. L. Sokodé
- 72° — Zakari Alia, Ecole Officielle Bafilo
- 73° — Zimada Aboubakari, Ecole Off. Sotouboua

Centre de Bassari

- 1° — Adouna Natchamba Martin, M. C. Bassari
- 2° — Agba Diangbéda Pascal, M. C. Bassari
- 3° — Ali Bougonou, Ecole Off. Kabou
- 4° — Amara Albert, Ecole Off. Bassari
- 5° — Asseyé Okaté, Ecole Off. Kabou
- 6° — Bougonou Assoumou, E. Off. Bassari
- 7° — Damba Adja Angèle, Ecole Off. Bassari
- 8° — Daouda Amadou, Ecole Officielle Bassari
- 9° — Gbandi Kossi, C. L. Bassari
- 10° — Ifaré Kokou, E.O. Bassari
- 11° — Kodjo Nikabou, E.O. Kabou
- 12° — Kondi Tchanihou, E.O. Kabou
- 13° — Latchou Tani, E.O. Guérin-Kouka
- 14° — Matchame Kondi, C.L. Kabou
- 15° — Moumouni Assoumanou, E.O. Guérin-Kouka
- 16° — Nadjombé Yao Victor, M.C. Bassari
- 17° — N'Baloula Bikonita, E.O. Guérin-Kouka
- 18° — Odjahoda Domodja, E.O. Guérin-Kouka
- 19° — Ouaké Boukari, E.O. Bassari
- 20° — Ouasso Baoua, E.O. Kabou
- 21° — Salifou Yao, E.O. Bassari
- 22° — Sangbana Kondi, E.O. Kabou
- 23° — Simala Houkpané, E.O. Guérin-Kouka
- 24° — Sohey Cyrille, C.L. Bassari
- 25° — Sohey Eugène, E.O. Bassari
- 26° — Sonhayé Antchoko, E.O. Bassari

- 27° — Tabiou Séidou, M.C. Bassari
- 28° — Tagba Napo Yao, C.L. Bassari
- 29° — Tchassanté Tchédre, E.O. Kabou
- 30° — Tekoé Samuel, E.O. Kidjaboun
- 31° — Yakpabote Dermene Celestin, M.C. Bassari
- 32° — Yamgnane Koffi Martin, M.C. Bassari
- 33° — Zoumaro Lantame, E.O. Bassari

Centre de Lama-Kara

- 1° — Abouzi E. Hubert, M.C. Soumdina
- 2° — Adamou T. Boniface, E.O. Défalé
- 3° — Adzaklo Jonas, M.E. Farendé
- 4° — Adjalélé K. Barnabé, M.C. Lama-Kara
- 5° — Agbidi Anboine, M.C. Lama-Kara
- 6° — Agofo Assoumanou, C.L. Lama-Kara
- 7° — Aguem Félix, E.O. Kétau
- 8° — Alano Albert, M.C. Niamtougou
- 9° — Alekéro Winfried, C.L. Pya
- 10° — Amadou Grégoire, M.C. Niamtougou
- 11° — Amana L. Bella, E.O. Lama-Kara
- 12° — Amedji Joseph, M.C. Niamtougou
- 13° — Amedzi Jean, M.C. Yaté
- 14° — Atcha Kokou, M.C. Yaté
- 15° — Attissoua D. Edouard, M.C. Siou
- 16° — Ayo Tchaa Charlemagne, M.C. Yaté
- 17° — Azoumarou Peme, M.C. Soumdina
- 18° — Badja Bissanamoué, M.C. Lama-Kara
- 19° — Balana H. Pierre, E.O. Niamtougou
- 20° — Bataba François, M.C. Yaté
- 21° — Bebei J. Essonéna, M.C. Yaté
- 22° — Bekim A. Mathieu, C.L. Pya
- 23° — Bernard Kodjo Dominique, E.O. Lama-Kara
- 24° — Comlan A. Elisabeth, E.O. Lama-Kara
- 25° — Dogo Charles Souley, E.O. Lama-Kara
- 26° — Egbaré Bernard, M.C. Yaté
- 27° — Egbaré Jean Pierre, M.C. Yaté
- 28° — Eraima A. Antoine, M.C. Yaté
- 29° — Fumey Emmanuel, C.L. Lama-Kara
- 30° — Gandaha Justin, E.O. Niamtougou
- 31° — Ganda Emmanuel, M.C. Niamtougou
- 32° — Gomina K. Sizine, E.O. Lassa
- 33° — Hao Assi Kayé, M.E. Pya
- 34° — Hao Assi Yao, M.E. Pya
- 35° — Hazo Louis, M.C. Yaté
- 36° — Kao Balakiyéme, E.O. Lassa
- 37° — Kanynidja H. Djodo, E.O. Lama-Kara
- 38° — Karome A. Michel, E.O. Niamtougou
- 39° — Kasse K. Charles, E.O. Niamtougou
- 40° — Keléou H. Kpatcha, E.O. Lama-Kara
- 41° — Kenbé Sokompa, E.O. Défalé
- 42° — Kallah Pascal, C.L. Lama-Kara
- 43° — Koussanta Emmanuel, M.C. Niamtougou
- 44° — Koutoume Gérard, E.O. Lama-Kara
- 45° — Kpakpabia Antoine, E.O. Lama-Kara
- 46° — Kpatcha B. Casimir, E.O. Lama-Kara
- 47° — Kuboun Médéfitchiné, M.E. Farendé
- 48° — Lonka Etienne, M.C. Niamtougou
- 49° — Mamare A. Joseph, M.C. Yaté
- 50° — Massina Alassani, E.O. Kétau
- 51° — M'Bom Suzanne, M.C. Yaté
- 52° — Mezo B. André, M.C. Yaté
- 53° — Mouzou A. Esakpa, M.E. Farendé
- 54° — Nabédé Makou, E.O. Kouméa

- 55° — Nimini Gado, M.C. Lama-Kara
- 56° — Nimon Ouadja, M.C. Yaté
- 57° — Pali Badjani, M.E. Pya
- 58° — Pélei Elisabeth, M.C. Yaté
- 59° — Pereze Rosaline, M.C. Yaté
- 60° — Plande Bidja, M.E. Pya
- 61° — Rotcholo Simdjalem, E.O. Kouméa
- 62° — Roukougna B. Gaston, E.O. Kouméa
- 63° — Sindjalim Babawoé, E.O. Kétau
- 64° — Tandouna B. Jean, M.C. Siou
- 65° — Tazo Aléitom, E.O. Kouméa
- 66° — Tchangan A. Théodore, M.C. Yaté
- 67° — Tchango Médéou, M.E. Farendé
- 68° — Tétouhou Abalsem, M.E. Farendé
- 69° — Tossim Thédé, E.O. Kétau
- 70° — Yao Agouzou, E.O. Lama-Kara
- 71° — Yoba K. Richard, E.O. Niamtougou
- 72° — Yindo Ouadja Philippe, M.C. Lama-Kara
- 73° — Tokofai K. Théodore, M.C. Siou

Centre de Mango

- 1° — Agbétiafah Fidélia, E.O. Mango
- 2° — Agbétiafah Marie, E.O. Mango
- 3° — Akoussan Grégoire, E.O. Mango
- 4° — Bodjona Paul, C.L. Mango
- 5° — Boudombossou B. Martin, E.O. Kandé
- 6° — Bouralma Komi, E.O. Mango
- 7° — Danklou Emmanuel, E.O. Mango
- 8° — Domey Joseph, E.O. Mango
- 9° — Fadjara Moussa, E.O. Mango
- 10° — Folly Michel, E.O. Mango
- 11° — Gnamba Michel, E.O. Mango
- 12° — Johnson Emmanuel, E.O. Mango
- 13° — Johnson Jean-Marie, E.O. Mango
- 14° — Kankarti Nankodja, E.O. Koumongou
- 15° — Lawson Emmanuel, E.O. Mango
- 16° — Lochina Idrissou, E.O. Mango
- 17° — Moumouui Séidou, E.O. Mango
- 18° — Naboud Bakouatim, E.O. Koumongou
- 19° — Outchiri N'Guissan, C.L. Mango
- 20° — Tamandja Djabaré, E.O. Koumongou
- 21° — Téko François, E.O. Mango
- 22° — Tyr Akarème, E.O. Kandé
- 23° — Simon de Fanti Justin, E.O. Mango

Centre de Dapango

- 1° — Abotsi Raphaël, E.O. Timbou
- 2° — Aladji Victor, E.O. Nakitindi-Est
- 3° — Andjanaba Nègueba, E.O. Timbou
- 4° — Bilali Omorou, E.O. Korbongou
- 5° — Bila Sambandé, E.O. Dapango
- 6° — Bolenga Nadendja, E.O. Korbongou
- 7° — Combalé Djato, E.O. Nakitindi-Est
- 8° — Djadjili Larbah, C.L. Dapango
- 9° — Djeni Yempapou, E.O. Korbongou
- 10° — Djibro T. Mariama, E.O. Dapango
- 11° — Djitoiti Bedouma, E.O. Korbongou
- 12° — Dobli Djibililou, E.O. Korbongou
- 13° — Doubigué Pinèyouri, E.O. Nano
- 14° — Edouli A. Gratien, C.L. Dapango
- 15° — Goumbane Tiéblin, M.C. Pana
- 16° — Kengbo K. H. Irénée, E.O. Dapango
- 17° — Kolani Bamboini, E.O. Nano

- 18° — Kombaté Fanguili, E.O. Dapango
 19° — Kombati Tiendamba, C.L. Korbongou
 20° — Kpandjar Dindilogue, E.O. Nano
 21° — Lamboni Yandar, E.O. Bidjenga
 22° — Louis K. Amevivi, E.O. Nakitindi-Est
 23° — Mibiba Boudandja, E.O. Korbongou
 24° — Migbaré Boakoa, E.O. Timbou
 25° — Nitchinma Nobila, E.O. Timbou
 26° — Sanwogou Djardja, Ecole Off. Nakitindi-Est
 27° — Sougoulimpo Karim, E.O. Korbongou
 28° — Tchede Issa, Ecole Officielle Timbou
 29° — Yocko Kangniti, Ecole Officielle Dapango

Centre de Bombouaka

- 1° — Douli Gnoguinkpéme Henri, M.C. Bombouaka
 2° — Douli Lamboni Louis, M.C. Bombouaka
 3° — Kombaté Souk Barthélémy, M.C. Bombouaka
 4° — Konkadja Adjona, Miss. Cath. Bombouaka
 5° — Lamboni Kamboibe, Miss. Cath. Bombouaka
 6° — Laré Bayiban Etienne, Miss. Cath. Bombouaka
 7° — Laré Diogbéné Honoré, Miss. Cath. Bombouaka
 8° — Sakinzou Kodjo, Mission Cath. Bombouaka.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Nomination

Par arrêté du Ministre de la Santé Publique :

N° 1/MSP du :

7 février 1957. — Le Médecin Lieutenant Colonel Morand Maxime, Directeur de la Santé Publique est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Conseiller Technique au Ministère de la Santé Publique.

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS

ARRETE N° 13-57/C du 18 février 1957 promulguant au Togo l'article 7 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956 (Loi de Finances pour 1957).

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 596-AP./4. du 26 janvier 1957;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo l'article 7 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956 (Loi de Finances pour 1957).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1957.

P. Le Haut-Commissaire de la République en congé;

Le Secrétaire Général,

Chargé de l'expédition des Affaires,

J. RIGAL.

LOI de Finances pour 1957 (n° 56-1327 du 29 décembre 1956).

ART. 7. I. — L'article 4 de la loi n° 53-1321 du 31 décembre 1953 ayant majoré de cinq décimes le principal des amendes pénales est abrogé.

II. — Les codes et lois en vigueur au jour de la promulgation de la présente loi, fixant ou visant des amendes pénales, sont modifiés en ce sens que le taux de ces amendes est majoré de 50 p. 100.

Toutefois, aucune modification n'est apportée aux taux des amendes qui sont qualifiées par la loi d'amendes civiles ou qui sont fixées proportionnellement au montant ou à la valeur exprimée en numéraire du préjudice, des répétitions ou de l'objet de l'infraction.

III. — Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables à toutes les amendes prononcées à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

IV. — Les taux d'amendes prévus par les articles ci-après du code pénal sont fixés conformément au tableau ci-dessous.

ARTICLES DU CODE PÉNAL	MINIMUM	MAXIMUM
	Francs	Francs
120	50.000	150.000
128	50.000	180.000
129	50.000	300.000
131	50.000	300.000
135	50.000	300.000
184 (alinéa 1 ^{er})	50.000	300.000
184 (alinéa 2)	50.000	180.000
185	75.000	300.000
187 (alinéa 1 ^{er})	50.000	300.000
187 (alinéa 2)	50.000	300.000
192	50.000	100.000
193	50.000	120.000
194	50.000	150.000
196	50.000	100.000
197	50.000	200.000
199	50.000	150.000
218	50.000	300.000
224	50.000	180.000
225	50.000	300.000
230	50.000	300.000
254	50.000	300.000
257	50.000	200.000
305 (alinéa 1 ^{er})	50.000	450.000

ARTICLES DU CODE PENAL	MINIMUM	MAXIMUM
	Francs	Francs
306	50.000	450.000
307	50.000	180.000
308	50.000	100.000
309	50.000	1.000.000
311 (alinéa 1 ^{er})	50.000	180.000
311 (alinéa 2)	50.000	300.000
312 (alinéa 6)	50.000	450.000
312 (alinéa 7)	50.000	600.000
319	100.000	2.000.000
320	50.000	1.500.000
330	50.000	450.000
340 (alinéa 1 ^{er})	50.000	2.000.000
346	50.000	150.000
348 (alinéa 1 ^{er})	50.000	100.000
349	50.000	450.000
350	50.000	900.000
352 (alinéa 1 ^{er})	50.000	450.000
352 (alinéa 2)	50.000	600.000
353 (alinéa 1 ^{er})	50.000	900.000
356 (alinéa 1 ^{er})	50.000	"
357	50.000	"
353 (alinéa 1 ^{er})	50.000	100.000
359	50.000	150.000
360	50.000	180.000
362 (alinéa 1 ^{er})	50.000	750.000
362 (alinéa 3)	50.000	"
363	50.000	750.000
364 (alinéa 3)	50.000	750.000
373 (alinéa 1 ^{er})	50.000	"
378 (alinéa 1 ^{er})	50.000	300.000
387 (alinéa 1 ^{er})	50.000	300.000
387 (alinéa 3)	50.000	300.000
388 (alinéa 1 ^{er})	50.000	300.000
388 (alinéa 3)	50.000	100.000
388 (alinéa 4)	50.000	300.000
388 (alinéa 5)	50.000	100.000
389 (alinéa 1 ^{er})	50.000	230.000
399 (alinéa 1 ^{er})	50.000	150.000
399 (alinéa 2)	50.000	300.000
401 (alinéa 1 ^{er})	360.000	3.600.000
401 (alinéa 4)	50.000	150.000
414	50.000	"
417	50.000	150.000
418 (alinéa 3)	50.000	180.000
427 (alinéa 1 ^{er} , 1 ^{er} membre de phrase)	50.000	750.000
427 (alinéa 1 ^{er} , 2 ^e membre de phrase)	50.000	230.000
428	50.000	230.000
438	50.000	"
439 (alinéa 4)	50.000	300.000
443	50.000	"
452 (alinéa 1 ^{er})	50.000	300.000
455	50.000	"
456	50.000	"
457	50.000	"
460 (alinéa 2), remplacer 120.000 F par		3.600.000

Les infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe restent régies par la législation antérieure.

V. — Les dispositions du présent article sont applicables sur l'ensemble du territoire de la République française, au Cameroun et au Togo.

ARRETE N° 10-57/C du 7 février 1957 promulguant au Togo le décret n° 57-55 du 17 janvier 1957.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CREVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 57-55 du 17 janvier 1957 portant règlement d'administration publique pour la fixation de conditions exceptionnelles et temporaires de nomination dans le cadre des administrateurs de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 février 1957.

P. Le Haut-Commissaire de la République en congé,

Le Secrétaire Général,

chargé de l'expédition des affaires,

J. RIGAL.

DECRET N° 57-55 du 17 janvier 1957 portant règlement d'administration publique pour la fixation de conditions exceptionnelles et temporaires de nomination dans le cadre des administrateurs de la France d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières, du ministre délégué à la présidence du conseil et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 précitée aux fonctionnaires de certains cadres régis par décret exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-460 du 23 avril 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut des administrateurs de la France d'outre-mer, ensemble les décrets n°

52-913 du 25 juillet 1952, 55-1242 du 22 septembre 1955 et 56-6 du 3 janvier 1956 qui l'ont modifié;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel, pendant une période de deux ans à compter de la date du présent décret et notwithstanding les dispositions de l'article 8 du décret susvisé du 23 avril 1951, des emplois d'administrateur adjoint de la France d'outre-mer, 1^{er} échelon; peuvent, sur rapport motivé du ministre de la France d'outre-mer, après avis du chef de territoire du lieu de résidence et de la commission administrative paritaire et après inscription sur une liste d'aptitude valable pour un an, être attribués à des candidats citoyens de l'Union française originaires des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer comptant au moins dix ans de services administratifs soit dans les cadres de ces territoires, soit en qualité d'agents contractuels des administrations territoriales et qui y ont rendu des services signalés.

Le nombre de ces nominations ne peut excéder dix par an.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le ministre délégué à la présidence du conseil, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique; sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 17 janvier 1957.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires économiques et financières,
Paul RAMADIER.

Le ministre délégué à la présidence du conseil,
Félix HOUFROUET-BOIGNY.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Jean FILIPPI.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,
Pierre MÉTAYER.

ARRETE ministériel du 29 janvier 1957 portant détermination des autorités investies du pouvoir de notation chiffrée de certains personnels de la France d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'article 147 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19

octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 53-294 du 31 mars 1953 relatif à la notation et à l'avancement des fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-668 du 3 juillet 1956 rendant applicable le décret n° 55-930 du 11 juillet 1955 relatif à la notation des fonctionnaires aux personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer régis par le décret du 27 octobre 1950;

Vu l'instruction n° 6 (fonction publique) du 28 septembre 1949, modifiée et complétée par les instructions n° 6 bis du 25 janvier 1950 et n° 6 ter du 3 septembre 1952, relative au régime de notation des fonctionnaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des dispositions spéciales de l'article 2 ci-dessous concernant les inspecteurs du travail et des lois sociales, les autorités déterminées ci-après sont investies du pouvoir de notation chiffrée à l'égard des personnels de la France d'outre-mer auxquels est applicable le régime de notation chiffrée et servant outre-mer dans les administrations et services relevant des hauts commissaires ou des chefs de territoire non groupé :

I. — En Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française et à Madagascar, pour le personnel placé directement sous l'autorité du haut commissaire, sans échelon hiérarchique intermédiaire : le haut commissaire de la République.

II. — En Afrique occidentale française et Afrique équatoriale française, dans les services fédéraux du chef-lieu; et à Madagascar dans services centraux de Tananarive, pour le personnel de ces services : le directeur général, l'inspecteur général ou le chef de service.

III. — Au Togo, dans les territoires non groupés (autres que Madagascar) et dans les territoires groupés d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française, pour l'ensemble du personnel des administrations et services considérés servant au chef-lieu et dans les circonscriptions : le haut commissaire de la République, le gouverneur ou l'administrateur chef du territoire.

IV. — Dans les provinces de Madagascar, pour l'ensemble du personnel des services et des circonscriptions : le chef de province.

ART. 2. — En Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française et à Madagascar, le haut commissaire de la République est investi du pouvoir de notation chiffrée à l'égard de l'ensemble du personnel des inspecteurs du travail et des lois sociales en service au chef-lieu et dans les inspections territoriales, provinciales, interrégionales et régionales.

ART. 3. — Sont investis du pouvoir de notation chiffrée à l'égard du personnel de la France d'outre-mer auquel est applicable le régime de notation chiffrée et servant à l'administration centrale du département ou dans les services annexes : le directeur; l'inspecteur général ou le chef de service ne relevant pas d'un directeur.

ART. 4. — Le pouvoir de notation chiffrée peut être délégué par l'autorité ou le fonctionnaire qui en est investi.

ART. 5. — Est abrogé l'arrêté du 23 décembre 1954. Fait à Paris, le 29 janvier 1957.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Georges SPÉNALE.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. du 16 janvier 1957 :

Un concours professionnel d'admission à l'Ecole des Assistants d'Elevage de Bamako sera ouvert les lundi 22 et mardi 23 juillet 1957.

Les épreuves se dérouleront dans l'ordre suivant :

22 juillet :

de 8 heures à 11 heures :

Composition française

de 14 h. 30 à 17 h. 30

Composition de pathologie

23 juillet :

de 8 heures à 11 heures :

Composition portant sur des sujets de Zootechnie, d'Agronomie, de Physiologie, de Thérapeutique ou d'Inspection des denrées d'origine animale.

Le concours aura lieu dans les localités suivantes :

Dakar	Ouagadougou
Saint-Louis	Abidjan
Bamako	Conakry
Niamey	Cotonou
Zinder	Lomé.

Les épreuves se dérouleront dans les locaux des services de l'Elevage de ces localités.

Le nombre de places mises au concours sera précisé ultérieurement.

Les dossiers de candidature, établis suivant les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953, devront parvenir au Gouvernement Général (Direction Générale du Personnel) le 22 mai 1957 au plus tard.

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. du 16 janvier 1957 :

Un concours direct d'admission à l'Ecole des Assistants d'Elevage de Bamako aura lieu les mercredi 17 et jeudi 18 juillet 1957.

Les épreuves se dérouleront dans l'ordre suivant :

17 juillet :

de 8 heures à 11 heures :

Composition française

de 14 h. 30 à 17 h. 30 :

Mathématiques

18 juillet :

de 8 heures à 11 heures :

Sciences naturelles.

Les sujets, pour toutes les matières, porteront sur le programme officiel du B.E.P.C.

Le concours aura lieu dans les localités suivantes :

Dakar	Ouagadougou
Saint-Louis	Abidjan
Bamako	Conakry
Niamey	Cotonou
Zinder	Lomé.

Les épreuves se dérouleront dans les locaux des services de l'Elevage de ces localités.

Le nombre de places mises au concours sera précisé ultérieurement.

Les dossiers de candidature, établis suivant les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953, devront parvenir au Gouvernement Général (Direction Générale du Personnel) le 17 mai 1957 au plus tard.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

ARRETE N° 9/F. du 6 février 1957 ouvrant des crédits provisoires pour le compte du Budget d'Etat, Exercice 1957.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les actes modificatifs subséquents (art. 5);

Vu la loi n° 48-85 du 7 janvier 1948 — art. 3;

Vu l'urgence du paiement des soldes et accessoires divers;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts pour le compte du Budget Etat les crédits provisoires suivants :

Chap. 34-52 Art. 2 Météorologie Nationale — Frais de transmission . . . 300.000 FM

ART. 2. — Les crédits seront annulés lors de la réception des ordonnances délivrées par le Budget Etat.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 février 1957.

P. Le Haut-Commissaire de la République en congé;

Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des Affaires,

J. RIGAL.

Engagement

Par arrêtés et décisions du Haut-Commissaire de la République Française au Togo :

N° 26/D/CP du :

5 février 1957. — Sont engagés, en qualité de garde-meubles et mis à la disposition de l'Inspecteur des Affaires Administratives, pour compter du 1^{er} janvier 1957 :

M.M. Kombaté Pali, garde-meubles, 1^{re} catégorie Echelle C — 5.580 francs

Pagnelinda Mamadou, aide-garde-meubles, 1^{re} catégorie — Echelle A — 5.040 francs.

La dépense résultant de cet engagement est imputable au Budget de l'Etat, Chapitre 41-95, Exercice 1957.

Nominations

N° 12-57/ITLS du :

14 février 1957. — Sont désignés pour remplir les fonctions d'asseesseurs au Tribunal du Travail du Togo, siégeant à Lomé pour l'année civile 1957, les candidats dont les noms suivent, appartenant aux branches d'activité énumérées ci-dessous :

BRANCHES D'ACTIVITÉ	ASSESSEURS EMPLOYEURS		ASSESSEURS TRAVAILLEURS	
	TITULAIRES	SUPPLÉANTS	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Services Publics	M.M. Rue Rosier	M.M. Darnois Boyer	MM. Do-Régo Blaise (Garage Central) Koffi Adolphe (Pointeur Wharf)	MM. Bossou Norbert (Direc- tion Santé) Etehri Basile (T.P. Sud)
Commerce, Professions libérales, Banques Transports	P. Azemard (S.G.G.G.) J. H. Michel (U.A.C.)	F. Meynier De Salineiles (C.I.C.A.) J. Galliard (B.A.O.)	d'Almeida Christian (S.G.G.G.) Dorkenoo Francis (Fabre)	Clocuh Salomon (Ch. Réunis) Cadiry Alfred (S.O.A.E.M.)
Agriculture	Guais (E.P.M.C.)	Glon (Palimé)	Sossah D. Emmanuel (Coignet)	Adouayom Antoine (E.P.M.C.)
Industrie Travaux	F. Piquelin	Hamon (Coignet)	Amouzou Robert (E.P.M.C.)	Zognrah Tobias (Unelco)
Services Domestiques	Deux asseesseurs ci-dessus désignés à tour de rôle		Assigblé Samuel s/c Ch. Commerce Adson Joseph s/c Albert David (M. Cath.)	Anani Vincent (C.I.C.A.) Kponumé François (E.P.M.C.)

Les asseesseurs ci-dessus désignés exerceront leurs fonctions conformément aux dispositions de l'arrêté n° 897-53/ITLS du 17 décembre 1953.

N° 39/D/CP du :

15 février 1957. — M. Bert Marcel, Administrateur adjoint, 4^e échelon de la France d'outre-mer, Adjoint au Commandant de Cercle et Chef de Subdivision d'Anécho, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Commandant par intérim du Cercle d'Anécho et Administrateur-Maire p. i. de la Commune-Mixte d'Anécho, en remplacement de M. Jury Mathieu, Administrateur 3^e échelon de la

F.O.M., en instance de départ en congé administratif.

M. Bert est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du Budget de la Circonscription d'Anécho.

N° 45/F du :

20 février 1957. — M. Gros Aimé, Chef de Bureau hors classe d'Administration Générale d'Outre-Mer, en mission au Togo, est délégué dans les fonctions d'Ordonnateur-délégué du Budget de l'Etat s'exécutant au Togo.

La présente décision prendra effet pour compter du 25 février 1957.

Affectations

N° 27/D/CP du :

8 février 1957. — M. Galy Paul, Administrateur, 3^e échelon de la France d'Outre-Mer, Chef du Service des Affaires Politiques, est affecté à Palimé et nommé Commandant du Cercle et Administrateur-Maire par intérim, en remplacement de M. Giard Louis, Administrateur de la F.O.M.; en instance de départ en congé administratif.

M. Galy est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du Budget de la circonscription de Klouto.

M. Neyrolles Roger, Administrateur adjoint, 4^e échelon de la France d'Outre-Mer, adjoint au Commandant du Cercle de Klouto, est affecté au Haut-Commissariat de la République Française au Togo.

N° 37/CP du :

14 février 1957. — Mademoiselle Elisabeth Vlasenko, statisticienne en mission au Togo, au titre de l'enquête Socio-Economique en pays Kabré, est mise à la disposition du Premier Ministre de la République Autonome du Togo, pour une durée de trois mois.

La solde de l'intéressée est imputable au budget F.I.D.E.S., Section générale, chapitre 1060, article 2.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Absence irrégulière

N° 41/D/CP du :

18 février 1957. — Est constatée, pour compter du 1^{er} février 1957, l'absence irrégulière de son poste de Bahun Wilson Robert, Aide-Météorologiste Adjoint de 3^e classe, précédemment en service à Lomé.

Pendant toute la durée de son absence irrégulière, M. Bahun Wilson n'aura droit à aucun traitement.

Libération conditionnelle

N° 11-57/SG du :

7 février 1957. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux nommés :

1^o/ — Togbégan Adolé, détenu à la prison civile de Sokodé (Cercle dudit), né vers 1894 à Tchekpo-Devé (Cercle d'Anécho) y demeurant, fils des feux Adolé et Akouadokin, condamné pour complicité de meurtre, à perpétuité, peine commuée à 10 ans de travaux forcés, par le tribunal correctionnel d'Anécho.

2^o/ — Kao Gnakou, détenu à la prison civile de Sokodé (Cercle dudit) né vers 1886 à Kadja (Cercle de Lama-Kara) y demeurant, fils des feux Gnakou et Djossa, condamné pour assassinat à perpétuité, peine commuée à 20 ans de travaux forcés, par le Tribunal Criminel de Sokodé.

Sont astreints à la résidence obligatoire jusqu'à l'expiration de leurs peines auxquelles ils avaient été

condamnés les nommés Togbégan Adolé dans le Cercle d'Anécho, Kao Gnakou dans le Cercle de Lama-Kara.

Les intéressés ne pourront quitter leur résidence obligatoire que sur autorisation spéciale des Commandants de Cercle intéressés.

COMMUNE-MIXTE D'ANÉCHO

ARRETE N° 1/C.M.A. du 15 janvier 1957 portant augmentation de la taxe d'expédition des actes d'état-civil et administratifs.

L'Administrateur-Maire de la ville d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo, ensemble tous textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 566 du 12 juillet 1950 créant la commune-mixte d'Anécho, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu la loi 55-1489 du 18 novembre 1955 sur la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 4/CMA. du 6 mars 1951 créant une taxe d'expédition des actes de l'Etat-Civil et des actes administratifs;

Vu la délibération en date du 27 décembre 1956 du Conseil Municipal d'Anécho;

Sous réserve de l'approbation par le M. le Premier Ministre de la République Autonome du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera perçu pour compter du 1^{er} janvier 1957 au profit de la Commune-Mixte d'Anécho en rémunération du travail assuré par le personnel de celle-ci, une taxe municipale sur les expéditions des actes d'Etat-Civil et autres actes administratifs.

ART. 2. — Cette taxe est déterminée comme suit :

a) Actes ou bulletins de naissance, de reconnaissance, décès, d'adoption, de transcription de jugement supplétif 40 francs

b) Tous autres actes administratifs, autorisations écrites quelconques, actes de mariage, notoriété, de publication de mariage 60 francs

ART. 3. — Les dispositions de l'arrêté n° 4/CMA du 6 mars 1951 sont abrogées en ce qui concerne le taux de la taxe.

ART. 4. — Le Receveur Municipal, le Secrétaire Communal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Anécho, le 15 janvier 1957.

JURY.

(Approbation donnée par arrêté n° 14/PM/INT du 11 février 1957 du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur)

ARRETE No 3/CMA du 15 janvier 1957 portant création d'une taxe de spectacle dans la ville d'Anécho.

L'Administrateur-Maire de la ville d'Anécho,

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution et de fonctionnement des communes-mixtes du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 566 du 12 juillet 1950 créant la Commune-Mixte d'Anécho;

Vu la loi 55-1489 du 18 novembre 1955 sur la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, ensemble tous les textes la modifiant ou la complétant;

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Anécho, en date du 27 décembre 1956;

Sous réserve de l'approbation par le M. le Premier Ministre de la République Autonome du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est créé pour compter du 1^{er} janvier 1957 sur le Territoire de la Commune d'Anécho, un droit de spectacle pour toutes les séances de cinéma, théâtre et soirée dansante.

ART. 2. — Le tarif de la taxe est fixé à 500 francs par séance.

ART. 3. — Cette taxe sera perçue par le Receveur Municipal contre délivrance d'une quittance sur le vu de l'autorisation accordée par le Maire.

ART. 4. — Le Receveur Municipal, le Commissaire de Police et le Secrétaire Communal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Anécho, le 15 janvier 1957.

JURY.

(Approbation donnée par arrêté n° 15/PM/INT du 11 février 1957 du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur)

ARRETE No 4/CMA du 15 janvier 1957 portant création d'une taxe d'encombrement de la voie publique dans la ville d'Anécho.

L'Administrateur-Maire de la ville d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution et de fonctionnement des communes-mixtes du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 566 du 12 juillet 1950 créant la Commune-Mixte d'Anécho;

Vu la loi 55-1489 du 18 novembre 1955 sur la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, ensemble tous les textes la modifiant ou la complétant;

Vu l'arrêté n° 1/CMA, du 26 janvier 1955 portant création d'une taxe sur les marchés;

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Anécho en date du 27 décembre 1956;

Sous réserve de l'approbation par le M. le Premier Ministre de la République Autonome du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une taxe dite « d'encombrement de la voie publique » est créée dans la Commune d'Anécho.

ART. 2. — Cette taxe sera perçue pour tout éventaire installé sur la voie publique dans le but de faire acte de commerce.

ART. 3. — Le tarif de cette taxe est fixé à 5 frs par jour.

ART. 4. — La taxe sera perçue dans les mêmes conditions que celles prévues pour la taxe dite « marché » par l'arrêté n° 1/CMA du 26 janvier 1955.

ART. 5. — Le Receveur Municipal, le Secrétaire Communal, le Commissaire de Police et les Collecteurs de droits de place sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Anécho, le 15 janvier 1957.

JURY.

(Approbation donnée par arrêté n° 16/PM/INT du 11 février 1957 du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur)

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations à mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis.

Le mardi 9 avril 1957, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de caféiers, d'une contenance de 6 ares 37 cas, connu sous le nom de Dekplévé et borné au Nord par Ladokun Olafa Radji, à l'Est par Benyon L. Aziablé, au Sud par Issifou Sani et à l'Ouest par Stephen Kwame Veddi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Idrissou Sani, Commerçant à Palimé, suivant réquisition du 13 août 1956, n° 2.876.

Le vendredi 12 avril 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpatégan, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme de polygone irrégulier complanté de caféiers en rapport, d'une contenance de 3 ha 71 ares 34 cas, et borné au Nord par Makouna Obodi et Kouma Ekpetchou, à l'Est par Déglia Kimmakon et Sébo Dilofo et la rivière Kpatégan, au Sud par la rivière Kpatégan et à l'Ouest par Agblede Gauh et le ravin Outolouté, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Tokanou Kpangon, Commerçant, Propriétaire à Gléi, suivant réquisition du 10 août 1956, n° 2.885.

Le mercredi 10 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto, consistant en un terrain

urbain bâti en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 52 cas, connu sous le nom de Tovemondji et borné à l'Est par la Route de Palimé-Lomé, au Sud par Daniel Ellessessi, à l'Ouest par Kowou et au Nord par un passage vers la route de Ho, dont l'immatriculation a été demandée par Me Anani Ignacio Santos, Avocat-Défenseur à Lomé, mandataire spécial de mesdames :

- 1^o) Augusta Adjahougbé
 - 2^o) Félicia Houssiguè et
 - 3^o) Houndjoe Kouglobo et du sieur
 - 4^o) Adolphe Djikounou Amouzou à Lomé,
- suivant réquisition du 10 août 1956, n° 2.886.

Le jeudi 11 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Amou-Oblo (Akposso-Sud), Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de caféiers, d'une contenance de 74 ares 27 cas, connu sous le nom d'Essyi et borné au Nord par Saliga, au Sud par Kossi Menyassa et ruisseau Etsiyi, à l'Est par Saliga et à l'Ouest par Adadé Edzé et Kossi Menyassa, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anifrani Martin, Propriétaire à Amou-Oblo, suivant réquisition du 13 août 1956, n° 2.887.

Le lundi 1^{er} avril 1957, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de produits vivriers, d'une contenance de 1 ha 62 ares 36 cas, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au Nord par Kokou Awoudor, à l'Est par une route, au Sud par Comlan Awoudor et à l'Ouest par Kwami Etsé Awoudor et Atanoudji Kpotsi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gonçalves Antoine, Agent d'Exploitation des P.T.T. à Lomé, suivant réquisition du 17 août 1956, n° 2.892.

Le mardi 2 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Wouiti, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 28 cas, connu sous le nom de Wouiti et borné au Nord et à l'Est par Venance Gbenyedji, au Sud par Zokla Dokla et à l'Ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Venance Gbenyedji Ewessigbé Atandji, Surveillant des Travaux Publics à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1956, n° 2.893.

Le mardi 2 avril 1957, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ndanoukopé-Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 36 cas, connu sous le nom de Ndanoukopé-Lomé et borné au Nord par rue en projet, à l'Est par Avenue

du Camp prolongée, au Sud par Michel Kokou Kété-mépi et à l'Ouest par Héritiers Jacob Adjallé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Venance Gbenyedji Ewessigbé Atandji, Surveillant des Travaux Publics à Lomé, mandataire du sieur Michel Kokou Kété-mépi, Cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1956, n° 2894.

Le mercredi 3 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 38 ares 90 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par Toglo Justin, à l'Est par Héritiers Blegou Adjaklin, au Sud par Akakpo Tovoen et à l'Ouest par Ativou G. Adjaklin Adjallé et Firmin Akpaki, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Venance Gbenyedji Ewessigbé Atandji, Surveillant des Travaux Publics à Lomé, mandataire du sieur Ndanou Ayigan, Cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 23 août 1956, n° 2895.

Le vendredi 5 avril 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kélégo, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 65 ares 16 cas, connu sous le nom de Kélégo et borné au Nord par Tengué Agboka, à l'Est par Martin Amenouvebu T.T. 3057, au Sud par Tokpo Blegou et à l'Ouest par Mensah Adjogli, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Venance Gbenyedji Ewessigbé Atandji, Surveillant des Travaux Publics à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1956, n° 2896.

Le vendredi 5 avril 1957, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kélégo, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 22 ares 10 cas, connu sous le nom de Kélégo et borné au Nord par Héritiers Amékoudji, à l'Est par Emlèn Azougo, au Sud par Gabriel Agbemaplé Aboflan et à l'Ouest par Tokpo Blegou T.T. 3043, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Venance Gbenyedji Ewessigbé Atandji, Surveillant des Travaux Publics à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1956, n° 2897.

Le mardi 16 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier, traversé en deux par la route Djagblé, d'une contenance de 5 ares 80 cas, connu sous le nom de quartier Tokoin et borné au Nord par Konou Gagné et Gbénédji Venance, à l'Est par Aglevon Gaou Tonou, au Sud par Héritiers Kounmodji Konou et à l'Ouest par Ndanou Ayigan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amékoudji Ayigan Konou, Cultivateur

à Amoutivé (Lomé), suivant réquisition du 20 août 1956, n° 2898.

Le mercredi 17 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 14 ares 88 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord et à l'Ouest par des routes d'aviation, à l'Est par Adedjen Konou et au sud par Ghényédji Venance, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Konou Gagné Tsonkpen Pékpé, Cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1956, n° 2899.

Le mercredi 17 avril 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 46 ares 10 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par Nukafou, à l'Est par Aghlevon Gaou Tonou T.T. 2976, au Sud par Route d'aviation et à l'Ouest par Route Djagblé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Konou Gagné Tsonkpen Pékpé, Cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1956, n° 2900.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M. DARNOIS

RECTIFICATIF

Avis n° 290 de l'Office des Changes Titre III — paragraphe 2° — 1^{re} ligne.

au lieu de : « Les intermédiaires agréés sont habitués à exécuter soit sur le marché... »

lire : « Les intermédiaires agréés sont habilités à exécuter soit sur le marché... »

Avis n° 291 de l'Office des Changes Titre I — paragraphe B — alinéa b) 8^e ligne.

au lieu de : « de comptes spéciaux hongrois, de comptes étrangers paraguayens... »

lire : « de comptes spéciaux hongrois (1), de comptes étrangers paraguayens... »

DOMAINE MINIER

Renonciation du Bureau Minier de la F.O.M. à deux permis généraux de recherches minières pour les substances de la 3^e catégorie placée sous le régime des zones réservées exception faite des substances

(1) Les facilités prévues au présent avis ne sont pas applicables aux avoirs en francs figurant au crédit des comptes étrangers hongrois en francs (avis n° 280 — Titre 1° — paragraphe A).

minérales utiles aux recherches et réalisation concernant l'énergie atomique.

La renonciation des deux permis généraux de recherches minières n° 114 et 124 accordés au Bureau Minier de la France d'Outre-Mer (8, Rue Léonard-de-Vinci Paris, 16^e) pour les substances de la 3^e catégorie placée sous le régime des zones réservées, exception faite des substances minérales utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique par décrets des 17 août 1954 et 6 avril 1955 (promulgués par arrêté n° 845-54/C du 7 septembre 1954 J.O.T. du 16 septembre 1954) et arrêté n° 391-55/C du 14 avril 1955 (JOT — 1^{er} mai 1955) déclarée au Service des Mines par lettre n° 2210/4 du 28 février 1957 est accordée.

En conséquence, le terrain sur lequel porte les permis abandonnées est libéré de tous les droits résultant de ces permis à partir du 5 mars 1957.

J. COLONNA-CIMERA.

RECEPISSE DE DECLARATION

Titre de l'association : « BLACK BOMBERS »

Objet : pratique de l'athlétisme et des sports d'équipe, foot-ball en particulier.

Siège social : Kpadapé (Cercle de Klouto).

Pièces annexées : Statuts.

Titre de l'association : Association Sportive « JEANNE D'ARC »

Objet : Pratique du Sport, en particulier, du Basket-Ball

Siège social : 1, Rue Octaviano Olympio à Lomé (Togo).

Titre de l'Association : « Jeunesse Ouvrière Chrétienne » (J.O.C.)

Objet : Aider les jeunes de toutes les races et de tous métiers à s'organiser eux-mêmes, pour une meilleure vie professionnelle, un bon emploi des loisirs; une formation sociale les préparant à leur vie d'adulte; une formation familiale, religieuse et morale..

Défendre les intérêts spécifiques des jeunes travailleurs auprès de tous organismes intéressés.

Siège Social : Centre culturel Catholique Lomé — rue Maréchal Bugeaud (Section d'Atakpamé).

Pièces Annexées : Statuts.

Titre de l'association : « PELERINS CATHOLIQUES TOGOLAIS »

Objet : 1^o) — Entretien des liens de charité et d'amitié entre les Pèlerins de Rome et autre lieux de Pèlerinage.

2^o) — Organisation des Pèlerinages.

Siège Social : Centre Culturel Catholique, Rue Bugaud Lomé.

Pièces Annexées : Statut

Jeunesse Ouvrière Chrétienne ATAKPAME

L'association réunie en Assemblée générale le dimanche 25 novembre 1956 a reconnu les sous désignés.

1^{er}) Assivon Christophe, Président, Chauffeur à Atakpamé.

2^o) Amangan François, Vice-Président, Tailleur à Atakpamé.

3^o) Patcho Paul, Secrétaire, Elève Comptable à Atakpamé.

4^o) Ayayi Dickong Théophile, Vice-Secrétaire, Commis à Atakpamé.

5^o) Dagah Cyprien, Trésorier, Mécanicien à Atakpamé.

L'Association, a pour but :

Aider les jeunes de toutes races et tous métiers à s'organiser eux-mêmes, pour une meilleure vie professionnelle, un bon emploi des loisirs; une formation sociale les préparant à leur vie d'adulte; une formation familiale, religieuse et morale.

La défense des intérêts spécifiques des jeunes travailleurs auprès de tous organismes intéressés.

Le Président,

C. ASSIVON.

STATUTS

I. — Désignation — Sièges — Durée :

Il est formé à Atakpamé; pour une durée illimitée, conformément à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, une Association dénommée « Jeunesse Ouvrière Chrétienne » en abrégé « J.O.C. » dont le siège social est à Lomé mais pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du Comité-Directeur.

Ladite Association rattachée au Secrétariat Africain de la J.O.C. pour l'Afrique Noire dont le siège Social est à Dakar (B.P. 7009) Cité Karak, n° 373.

II. — But :

L'Association a pour but :

— Aider les jeunes de toutes races et tous métiers à s'organiser eux-mêmes, pour une meilleure vie professionnelle, un bon emploi des loisirs; une formation Sociale les préparant à leur vie d'adulte; une formation familiale, religieuse et morale.

— La défense des intérêts spécifiques des jeunes travailleurs auprès de tous organismes intéressés.

III. — Composition :

L'Association comprend :

a) Les Membres fondateurs.

b) Les personnes régulièrement inscrites et agréées par le Comité-Directeur.

La qualité de membre de l'Association se perd :

a) par démission en se conformant aux prescriptions de l'article 4, titre 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901.

b) Par radiation prononcée par le Conseil d'Administration :

— Soit pour non-paiement de la cotisation.

— Soit pour faute grave.

IV. — Assemblée Générale :

L'Assemblée Générale composée des membres de l'Association âgés de plus de 18 ans se réunit sur convocation du Président :

— En session ordinaire une fois par an;

— En session extraordinaire sur décision du Comité-Directeur.

L'Assemblée Générale délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Elle ne délibère valablement que sur les questions mises à l'ordre du jour par le Comité-Directeur, huit jours au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée.

Les débats sont dirigés par le Président ou, en cas d'empêchements par un vice-Président. Les décisions sont prises à la majorité absolue, chaque membre ne disposant que d'une voix.

Art. — Du Comité-Directeur :

L'Association est administrée par un Comité de 5 membres élus par l'Assemblée Générale.

A l'issue de l'Assemblée Générale qui les a élus les membres du Comité-Directeur se réuniront pour désigner :

Un Président; un Secrétaire; un Trésorier.

Le Comité-Directeur se réunit sur convocation de son Président, au moins une fois par trimestre. Il ne délibère que si 1/3 de ses membres sont présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue! En cas de partage des voix; celle du Président est prépondérante.

VI. — Rôle du Comité-Directeur :

Le Comité-Directeur possède tous pouvoirs nécessaires pour organiser les activités de l'Association en conformité avec le but qu'elle poursuit.

Il établit le règlement intérieur fixant l'organisation interne de l'Association. Ce règlement est obligatoire pour tous les adhérents.

Il gère les finances de l'Association.

VII. — *Ressources :*

Les ressources de l'Association se composent :

a) Des cotisations de ses membres, dont le taux est fixé par le règlement intérieur.

b) Des subventions éventuelles;

c) Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité administrative.

Le Trésorier est chargé de tenir à jour la comptabilité des recettes et des dépenses de l'Association.

VIII. — *Modification des Statuts et Dissolution :*

Les Statuts de l'Association ne peuvent être modifiés que sur proposition du conseil d'Administration ou sur proposition du 1/4 au moins des membres. Les modifications devront être approuvées par l'Assemblée Générale.

La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale spécialement convoquée. Elle ne sera acquise que par une majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, les biens de l'Association seront attribués à des œuvres d'éducation poursuivant un but similaire.

Fait à ; le 195

AVIS DE PERTE

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public

de la perte du Titre Foncier N° 102 TT. appartenant à la Société Commerciale Industrielle et Agricole (SCIA).

(Pour première insertion)

Etude de M^e RAYMOND VIALE Avocat-Défenseur à Lomé

EXTRAIT DES STATUTS
de la Société Togolaise d'Importation
et d'Exportation «SOTODIE»

Forme : Société à responsabilité limitée :

Dénomination : Société Togolaise d'Importation et d'Exportation «SOTODIE»

Objet : Importation — Exportation — Achat et Vente de marchandises et objets de toutes natures et de toute provenance.

Siège Social : Lomé (Togo); Rue du Grand-Marché.

Associés : Chaïban TANNOUS; Albert NASR, et Pierre BORDES.

Gérant : Pierre BORDES.

Capital Social : Un million cinq cents mille francs C.F.A. (Fr. 1.500.000).

Durée : Quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 1^{er} mars 1957.

Les statuts ont été déposés au Greffe du Tribunal de Lomé, le 22 mars 1957.

Pour extrait;

R. VIALE.